

1550 من الأمل

Le Monde

présente à ses lecteurs  
ses vœux les meilleurs  
pour 1980

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,20 F; Arabie, 2 dir.; Australie, 2 m.; Belgique, 1,20 F; Brésil, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Chine, 1,20 F; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; États-Unis, 20 c.; France, 20 F; Grèce, 20 dr.; Hongrie, 20 F; Italie, 20 L.; Japon, 225 ¥; Liban, 1,20 F; Mexique, 20 P.; Norvège, 3,75 kr.; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 20 esc.; Royaume-Uni, 100 F; Suède, 2,30 kr.; Suisse, 1,20 F; T.S.G., 50 esc.; Turquie, 20 L.

Tarif des abonnements page 13.  
K. SOUS DES ÉTENDUS  
15477 PARIS CEDEX 09  
O.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris n° 66872  
Tél. : 246-72-23

L'U.R.S.S. envoie des renforts militaires en Afghanistan

Le défi

Les événements de Kaboul, après ceux de Téhéran, mettent à l'épreuve les nerfs et la détermination de Washington, non moins que sa perspicacité. Toute l'attention de la Maison Blanche était concentrée sur les otages de Téhéran qui, depuis des semaines, occupent la vedette de l'actualité. Leur sort mérite amplement qu'on s'occupe de lui. Mais il est excessif qu'ils deviennent la préoccupation majeure d'une puissance mondiale de deux cent vingt millions d'habitants.

Ce fut toujours la faiblesse des États-Unis d'avoir une vision globale, souvent simpliste, de la situation internationale tout en ne réagissant qu'à un coup par coup aux brusques déséquilibres du « stalin quo » mondial. De même qu'en politique intérieure les Américains ne se passionnent vraiment que pour les élections, venues comme le « match de l'année », seules des crises à chaud réveillent leur énergie. C'est alors le bras-le-armé de la diplomatie, la formation d'une « task force » suivant l'évolution des choses de quart d'heure en quart d'heure. L'envoi dans les capitales occidentales d'un ambassadeur du département d'État chargé d'informer les alliés des États-Unis, l'évaluation palpitante des « options » militaires soigneusement élaborées à partir d'hypothèses périlleuses par les faits accomplis sur le terrain. Il ne reste plus alors qu'à s'accommoder de ces derniers en proclamant très haut qu'on ne cédera pas la prochaine fois.

C'est plus ou moins ce qui se produit avec l'Afghanistan. Les Soviétiques s'y conduisent comme s'ils n'avaient à craindre que des remontrances de la part des Américains. Et pourtant ceux-ci n'avaient pas ignoré ce pays. Dans les années 50, ils lui apportèrent une aide technique considérable, construisant dans le Sud surtout d'importants éléments d'infrastructure, routes et aéroports, et entreprenant de gigantesques ouvrages d'irrigation autour de Kandahar. Comme partout, ils entretenaient une ambassade pléthorique à Kaboul, et les effectifs du « Peace Corps » (volontaires de la paix) en Afghanistan étaient parmi les plus importants du monde. Puis, semble-t-il, ils « passèrent la main » à l'Iran, qui, peu avant la chute du chah, mit à l'étude de grands projets à la dimension des ambitions du souverain déchu. En 1976, l'assistance de Téhéran à l'Afghanistan du prince-président Mohamed Daoud fut même supérieure à celle de Moscou. La révolution iranienne coupa court à ces beaux programmes, créant un vide que les Soviétiques, déjà fort actifs depuis trente ans dans le nord du pays, mais aussi dans plusieurs administrations centrales et dans l'armée, ne demandèrent qu'à combler.

Dans le même temps, le Pakistan, dernier « verrou » sur la voie de la poussée soviétique vers les mers chaudes, se voyait pratiquement mis sous surveillance par Washington pour avoir enfreint la règle de « non-prolifération » nucléaire imposée à cet allié. Il y a peu de temps privilégié et déjà affaibli par ses divisions ethniques. Aujourd'hui, les États-Unis se hâtent de reprendre les livraisons d'armes, suspendues par rétention, à Islamabad avec l'espoir peut-être qu'une partie d'entre elles iront équiper les rebelles musulmans de l'est de l'Afghanistan, milieu du Pakistan.

On chercherait en vain une logique d'ensemble dans les divers mouvements, encore qu'ils aient pour commun dénominateur une tendance au repli, alors que la « perte » de l'Iran, il y a maintenant un an, rendait la région charnière de ce Moyen-Orient asiatique plus exposée que jamais aux entreprises extérieures.

Reste à Washington la ressource de jouer « le grand jeu » en ralliant à sa ligne de résistance la Chine, elle aussi frontalière de l'Afghanistan. Kaboul, malgré les chars soviétiques, n'est ni Budapest ni Prague.

- Pékin déclare que la sécurité de la Chine est menacée
- Washington reprend ses livraisons d'armes au Pakistan

Moscou envoie des renforts militaires en Afghanistan : deux divisions motorisées soviétiques sont entrées dans ce pays, annonçait-on lundi 31 décembre de source diplomatique.

Notre envoyé spécial à Kaboul, qui comme les autres journalistes occidentaux n'a pas été autorisé à séjourner en Afghanistan, a appris de diplomates présents à l'aéroport que l'armée soviétique a joué un rôle essentiel dans le coup de force contre l'ancien président Amin. Il semble que cette armée soit largement déployée dans les zones où combattent les rebelles moudjahidines.

Pékin a demandé lundi à l'U.R.S.S. par l'inter-

médiaire de l'ambassadeur soviétique dans la capitale chinoise, convoqué par le vice-ministre des affaires étrangères, de cesser immédiatement son « invasion armée » de l'Afghanistan, qui constitue « une menace pour la sécurité de la Chine ».

Les États-Unis ont annoncé, en raison des événements de Kaboul, la reprise de leurs livraisons de matériel militaire au Pakistan, interrompues en avril 1979 en raison de la politique nucléaire d'Islamabad. M. Christopher, sous-secrétaire d'État américain, s'entretient ce lundi, à Londres, avec les alliés occidentaux des États-Unis pour définir une politique commune dans l'affaire afghane.

L'aéroport de Kaboul arsenal soviétique

De notre envoyé spécial

Aéroport de Kaboul. — « La situation n'est pas encore redevenue normale. Le gouvernement est très occupé. Des groupes de terroristes favorables au délit président Amin circulent dans Kaboul. Nous ne pouvons pas vous laisser entrer, car nous ne sommes pas capables actuellement de garantir votre sécurité. Nous vous ferons savoir plus tard, par les journaux ou par la radio, quand vous pourrez entrer dans le pays. »

C'est par cette déclaration d'un porte-parole du ministère de l'Intérieur que la vingtaine de journalistes étrangers qui avaient attendu à Kaboul, dimanche 30 décembre, ont été « invités » à quitter le pays par le premier vol. De l'Afghanistan, ces derniers n'auront finalement vu que l'image d'un aéroport occupé par d'impressionnantes forces soviétiques. Le spectacle découvert à travers les hublots tenait de la parade militaire, la presse internationale ayant la curieuse impression de passer en revue les avions gros-porteurs soviétiques Antonov-22 et Antonov-17 qui, à partir du 24 décembre, avaient déversé sur le sol afghan du matériel militaire et quel-ques vingt-cinq mille soldats stupides se seraient ajoutés deux divisions, soit vingt mille hommes, acheminés par route, à partir de la frontière soviétique. Également visibles le long des pistes de l'aéroport, un grand nombre de chars, de véhicules blindés et d'hélicoptères de combat puissamment armés.

M. Babrak Karmal invisible

Depuis le coup de force de jeudi, le rythme des rotations observées à l'aéroport se serait, selon des diplomates occidentaux, considérablement ralenti. Mercredi et jeudi, on avait observé un atterrissage tous les deux ou trois minutes. Il semble toutefois que d'importants contingents soient à présent transportés par voie aérienne vers les provinces de Paktia et de Badakhshan où la rébellion musulmane contre le régime pro-soviétique est la plus active. Parmi les destinations les plus souvent citées, les villes de Kandahar, de Herat et de Jalalabad où des affrontements se seraient produits récemment.

Dimanche, des Mig ont survolé la capitale, où l'on remarquait encore une importante activité des

troupes soviétiques. La plupart des diplomates occidentaux présents à l'aéroport ont insisté sur le fait que le coup d'État avait été mené presque exclusivement par les forces soviétiques, les seuls soldats afghans à avoir combattu étant, semble-t-il, ceux qui, en petit nombre, se sont opposés à l'intervention étrangère. Mais cette dernière, soulignent-ils également, n'a suscité aucune réaction de la part d'une population apparemment indifférente aux événements qui se déroulaient sous ses yeux. Cette observation incite à émettre quelques réserves sur la comparaison effectuée avec les interventions soviétiques en Hongrie et en Tchécoslovaquie. On en déduisait cependant que le président Amin avait perdu presque tout soutien populaire.

PATRICK FRANCES.

(Lire la suite page 4.)

De notre correspondant

Washington. — Comme l'écrit le Washington Post, le sort est cruel pour M. Carter : « Il avait été élu pour achever la transition de la période post-vietnamienne vers ce que lui-même et ses partisans, c'est-à-dire la majorité du pays, voyaient comme un monde à l'esprit équilibré et éminemment rationnel, dans lequel la persuasion serait le facteur principal conduisant des pays divers ou hostiles à réconcilier leurs buts. Les Soviétiques, les chinois et bien d'autres paraissent décidés à le guérir de cette vision naïve. » De fait, l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques risque fort d'amplifier une prise de conscience sensible dans tous les domaines depuis deux ans : l'Amérique ne doit plus craindre d'élever la voix et de montrer sa force sous peine de perdre du terrain face aux débris de toutes sortes, désordonnés, des révolutions, ou plutôt des révolutions calculées, des Soviétiques.

Cette préoccupation était sensible au tout-dernier d'une conversation téléphonique que la chaîne A.B.C. a eue dimanche 30 décembre avec M. Brzezinski.

MICHAEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

DIX ANS QUI ONT TRANSFORMÉ LE MONDE

Il est toujours bien arbitraire de chercher un trait capable de caractériser une période de l'histoire, surtout lorsque celle-ci n'est délimitée que par des considérations chronologiques. A voir toutes les déceptions qui ont marqué la décennie qui s'achève, elle apparaît tout de même comme celle des illusions perdues.

La liste (qu'on trouvera ci-dessous) des idées qui étaient, il y a dix ans encore, généralement

reçues soit par la droite, soit par la gauche, et qui ont cessé de l'être, est loin d'être exhaustive. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle souligne la fragilité de la prévision humaine. Il est si difficile de sortir des sentiers battus, de croire que le sens des courbes auxquelles on s'est habitués puisse changer, et l'optimisme est si fort qui nous pousse à ignorer trop souvent ce qui pourrait le remettre en question...

I. — Un cimetière d'idées reçues

par ANDRÉ FONTAINE

AFRIQUE. — Enfin débarrassée de l'exploitation et de l'oppression coloniales, elle allait se développer dans l'harmonie et progresser vers une formule d'unité continentale dont l'O.U.A., l'Organisation de l'Unité africaine, constituait la préfiguration. Des conflits dont, malgré l'armistice rhodésien, on ne voit pas la fin ensanglantent aujourd'hui ses trois extrémités, orientale (Soudan), occidentale (Sahara) et australe (T.O.R.S.S.). L'Allemagne de l'Est et Cuba y sont intervenues sur une vaste échelle. Les corps d'État se sont succédés sur le continent noir, ouvrant la voie, dans plus d'un cas, à d'abominables dictatures : Guinée-Equatoriale, Centrafrique, Ouganda...

CAPITALISME. — Grâce à Keynes et à quelques autres novateurs, il avait surmonté ses tares originelles. La croissance exponentielle assurait le plein emploi et l'amélioration continue du niveau de vie. Aujourd'hui les pays de l'O.C.D.E. comptent plus de seize millions de chômeurs, les taux d'inflation dépassent la plupart du temps les 10 % et les pronostiqueurs sont massivement à l'annonce, pour le début de la nouvelle décennie, d'une très faible croissance, voire une récession quasi-générale.

CHILI. — L'avènement du gouvernement d'Unité populaire (1970) avait rendu l'espoir dans les possibilités de révolution démocratique vers le socialisme. Les dissensions de la gauche et les intrigues des États-Unis se sont combinées pour amener le putsch de Pinochet et la mort d'Allende (1973).

CHINE. — Le modèle soviétique du socialisme, du fait de la perversion stalinienne, avait

échoué. Mais Mao avait repris le flambeau et, révolution culturelle aidant, huit cents millions de Chinois étaient en train de bâtir la société idéale. Aujourd'hui, il apparaît que la Chine populaire a eu, elle aussi, ses bagues, ses collets d'excitation et ses profiteurs, et que la « bande des quatre » la conduisait aux abîmes. La raison d'État lui inspire, comme avant elle à tant d'autres, des comportements directement inspirés de l'égoïsme sacré, allant jusqu'à l'alliance de fait avec les États-Unis et les régimes les plus conservateurs d'Europe et du tiers-monde et à l'agression armée contre le Vietnam socialiste.

DEMOCRATIE. — Le développement de l'éducation et du niveau de vie allait entraîner la généralisation du système démocratique et libéral. En fait, celui-ci cafonille à peu près partout. Nées à une époque où les notables servaient tout naturellement d'intermédiaire entre le pouvoir et les citoyens, les institutions représentatives ont bien du mal à s'adapter au monde de la bureaucratie, de la télévision et de l'ordinateur. De surcroît, la « perestroïka », condition sine qua non, selon Montaigne, de son bon fonctionnement, n'a jamais été plus absente : voir le Watergate et l'affaire Lockheed, pour ne pas parler des scandales proprement français.

DEMOGRAPHIE. — Grâce aux énormes progrès réalisés en matière de contraception, comme à la légalisation de l'avortement dans un grand nombre de pays, l'humanité allait maîtriser une crois-

M. Kurt Waldheim va tenter de négocier à Téhéran la libération des otages

Les États-Unis ont décidé d'abandonner, pour l'instant, l'idée de sanctions économiques immédiates contre l'Iran et ont demandé au secrétaire général de l'ONU de se rendre dans la capitale iranienne pour y négocier la libération des otages.

Le Conseil de sécurité devait, pour sa part, se réunir ce lundi 31 décembre, en fin d'après-midi, pour voter un projet de résolution américain. Ce texte prévoit une réunion du Conseil le 7 janvier pour entendre le rapport de M. Waldheim, retour de Téhéran, et, faute d'une libération des otages à cette date, l'adoption des mesures prévues par les articles 41 et 39 de la charte des Nations unies.

A Téhéran, le chef de la diplomatie, M. Sadegh Ghotbzadeh, commentant la mission de M. Waldheim, a souligné qu'il n'était pas question de négocier avec le secrétaire général de l'ONU. Ce dernier, a-t-il précisé, se rend à Téhéran pour « s'informer sur la crise » et « connaître la position de l'État iranien ». Les étudiants islamiques qui retiennent les otages à l'ambassade des États-Unis ont abondé dans le même sens. « M. Waldheim », ont-ils dit, « peut venir en son nom personnel. Mais puisque l'Iran dit qu'il n'y aurait pas de négociations sur la question des otages, il n'y en aura pas. »

D'autre part, plusieurs centaines d'étrangers ont quitté l'Iran, au cours des trois derniers jours, suivant les « conseils » de leur ambassade.

Des provinces agitées

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Si les journaux iraniens n'avaient publié fidèlement, mais sans pour autant leur accorder une place privilégiée, les candidatures à la présidence de la République qui se sont succédées à un rythme accéléré ces derniers jours, et dont les dernières inscriptions, le 29 décembre, ont porté le total à près de cent, qui, à Téhéran, serait-il vraiment occupé du fait que le pays est à la veille d'une campagne électorale de vingt jours au terme de laquelle l'Iran, pour la première fois de sa longue histoire, va devoir se doter d'un président ?

Indifférence, voilà le mot qui résume le mieux l'état des esprits. À dire vrai, bien peu des personnes que nous avons interrogées ont avoué se sentir réelle-

ment concernées. En premier lieu, on estime qu'il ne faut pas tout à fait tort — que le pays n'est pas mûr pour une telle consultation et qu'il est préférable pour en finir la date d'entendre qu'un certain nombre de dossiers soient classés. Car tout ne va pas bien un peu moins d'un an avant le premier anniversaire de la révolution.

Des préoccupations qui minent les esprits, et que les récents événements d'Afghanistan alourdissent encore, les futurs électeurs classent en tête le désordre à peu près permanent qui est en train de s'installer aux quatre coins du pays.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Le temps long

L'année 1979 aura été plus longue d'une seconde que les précédentes. Les astronomes ayant décidé que la dernière minute du 31 décembre durait soixante et une secondes, ceci afin de compenser les irrégularités dans la rotation de la Terre. Cette légère modification sera sans conséquence sur la longévité de tous ceux qui fêteront le passage d'une année à l'autre parmi les leurs et ne leur donnera pas l'impression d'avoir vécu plus longtemps.

C'est là d'ailleurs tout le paradoxe de la relativité du temps, long ou court selon qu'il est mal ou bien vécu. Pour tous les casuistes, enfermés dans une prison, une misère, une prison ou un camp, chaque seconde dure une minute et chaque minute dure une heure. Et ceux-là savent bien que ce n'est pas parce que le temps est long que l'on vit plus.

BERNARD CHAPIUIS.

« LES NOCES DE FIGARO » A FLORENCE

Les débuts lyriques d'Antoine Vitez.

Cela devait bien arriver : à notre époque où le théâtre lyrique consume beaucoup de métaux en scène en provenance du théâtre parisien, et parfois les conquiert presque entièrement, il était étonnant et respectable qu'Antoine Vitez ne fût pas touché. Le Teatro Comunale de Florence y a pensé avant les autres (ou bien a-t-il eu plus de chance que d'autres ?) et Vitez y fait ses débuts lyriques avec les Noces de Figaro pour l'ouverture de la saison hivernale.

Ce n'est sans doute pas la proximité de la pièce de Beaumarchais qui l'a décidé : il n'a jamais monté le Mariage de Figaro et avoue son antipathie tant pour l'auteur que pour le héros : « Figaro, c'est Lopekhine, l'acheteur de la Carlesia, mais l'aimé, encore mieux Lopekhine. »

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 15.)



Le Monde

# idées

HIER ET DEMAIN

## Dix ans qui ont transformé le monde

(Suite de la première page.)

**DEFIANCE.** — Avant mesurée, l'occasion de la crise de Cuba, les dangers énormes impliqués par leur affrontement, les États-Unis et l'U.R.S.S. allaient s'engager chaque jour davantage sur le chemin de la normalisation de leurs rapports. Ils continuèrent de s'opposer d'un bout du monde à l'autre. Les accords SALT, dont la ratification de la seconde étape demeure d'ailleurs aléatoire, n'ont guère abouti qu'à faire dévier la course aux armements du plan quantitatif au qualitatif. Plus de 1 milliard de dollars est englouti chaque jour dans les dépenses militaires. En Éthiopie et plus encore en Afghanistan, les troupes soviétiques sont ouvertement engagées au secours de régimes en butte à une résistance armée de grande ampleur.

**DEVELOPPEMENT.** — Cette décennie, comme la précédente, lui avait été consacrée par les Nations unies. Elle s'achève sur un échec presque complet, le renchérissement de l'énergie et des produits agricoles venant frapper de plein fouet les économies des pays pauvres, par trop dépendantes des fluctuations du marché mondial. L'assistance publique des pays industrialisés reste, dans la plupart des cas, très en deçà de la proportion de 0,7 % du P.N.B. fixée par l'O.N.U. L'endettement des pays non pétroliers du tiers-monde dépasse les 250 milliards de dollars. Vingt pays dits en voie de développement connaissent des pénuries graves, cinq cents millions d'êtres humains, suivant la FAO, souffrent de malnutrition, et cinquante millions en meurent chaque année, dont quinze millions d'enfants. Il n'y a guère que les producteurs de pétrole de la péninsule Arabique pour avoir amélioré, de manière spectaculaire, les conditions de vie de leurs populations.

**DISSUASION.** — La possession par les deux superpuissances des moyens de détruire plusieurs fois la planète assurait, à défaut de paix en bonne et due forme, un équilibre de la terreur qui garantissait les pays développés de l'Est et de l'Ouest contre une agression du camp adverse. L'acquisition par la France d'une force de dissuasion à laquelle s'ajoutait, l'un après l'autre, ralliés tous les grands partis politiques lui apportait une sécurité supplémentaire. L'accroissement rapide des armements soviétiques, notamment dans le domaine « antiforces » soviétiques, les risques énormes impliqués par le recours à la stratégie « anticités », font planer des doutes sur la détermination des États-Unis de respecter leurs engagements et sur la possibilité pour la France d'utiliser ses propres moyens nucléaires. La non-prolifération, au vu de ce qui se prépare au Pakistan, en Inde, en Afrique du Sud, en Israël, a tout l'air d'avoir échoué. L'idée que la guerre est possible hante à nouveau, les sondages le montrent, l'esprit des Occidentaux.

**ENERGIE.** — Les hydrocarbures paraissent devoir assurer indéfiniment une source d'énergie abondante et à très bon marché. En 1973, le prix moyen du baril de brut se situait aux environs de 1,30 dollar. Il est à présent de 24 à 30 dollars, sans qu'un seul pays industrialisé ait commencé par les États-Unis, premier consommateur — et gaspilleur — du monde, ait vraiment réussi à mettre en route une politique d'économies substantielles ou de développement des énergies de substitution.

**ESPACE.** — L'homme a mis le pied sur la Lune. Les sondes soviétiques et américaines atteignent Mars, Saturne et jusqu'aux points les plus reculés du cosmos. La rencontre sur orbite des communications américaines et soviétiques paraissent amorcer des temps nouveaux. Pour le moment, le bilan de la conquête de l'espace reste à faire. Aucune trace de vie n'a été trouvée sur les autres planètes du système solaire. Les avantages retirés de l'utilisation des satellites artificiels ne sauraient faire oublier celle du cosmos à des fins militaires.

**ÉTATS-UNIS.** — Ils étaient la plus grande puissance de tous les temps, qui avait mis en échec, après le défi du nazisme, celui de l'Union soviétique. Sur tous les plans, militaire, économique, scientifique, ils paraissent devoir continuer de la supplanter. Leur échec au Vietnam, le Wa-

tergate, le désordre monétaire dont ils sont les premiers responsables, ont été chez eux une crise générale, et d'abord morale, qui les montre désarmés, de l'Iran à l'Angola ou au Nicaragua, face aux défis du tiers-monde et mal assurés de leur « leadership » sur le monde développé.

**EUROPE.** — Les Six, devenus neuf, et même, avec la Grèce, dix, allaient donner au monde l'exemple d'une libre association de peuples et d'États qui ne s'étaient que trop combattus au cours des siècles. La constitution du conseil européen, l'élection au suffrage universel de l'Assemblée des Communautés, devaient permettre à l'Europe réunifiée de faire sentir le poids de la volonté commune. On en est encore à attendre sa première manifestation. Jean Monnet est mort sans avoir vu l'avènement de son rêve, et Léonard de Vinci en vient à se demander si l'on a bien fait d'ouvrir à la Grande-Bretagne les portes de la C.E.E.

**GAUCHE.** — Les P.C. européens prenant de plus en plus de poids, depuis Prague, où ils ont pris part à la participation à des gouvernements d'union de la gauche, voire d'union nationale, paraissent désormais possibles. Pendant cinq ans, la gauche a été, en France comme en Italie, à deux doigts du pouvoir. Mais le P.C.F. n'était pas plus disposé à accepter la prédominance du P.S. que celui-ci à la sienne. D'où la rupture de 1977 et les attaques chaque jour plus violentes de Georges Marchais contre les socialistes de toutes tendances. Du coup, plus personne ne parle, au-delà des Alpes, du « compromis historique ». De la Suède au Portugal, de la Grande-Bretagne de Mrs. Thatcher à l'Australie, les dernières élections ont mis presque partout en évidence un glissement à droite. Seuls l'Autriche et le Danemark conservent des gouvernements sociaux-démocrates homogènes, et le succès de la coalition S.P.D.-libéraux aux élections législatives de 1980, en Allemagne fédérale, n'est pas acquis d'avance.

**INDOCHINE.** — Les accords de Paris (1973) et le départ des Américains devaient fonder une paix durable. Ils n'ont été que la préface à d'autres guerres. Celle qui a conduit à l'avènement de gouvernements communistes dans toute la péninsule (1975). Celle que les Khmers rouges ont faite à leur propre peuple, victime du troisième génocide du siècle. L'insurrection, sous couleur de libération, du Cambodge par le Vietnam. L'attaque de la Chine contre le Vietnam.

**IRAN.** — Grâce aux produits du pétrole, le chah, métamorphosé depuis les fastes de Persépolis en descendant de Cyrus, allait faire de son pays non seulement le gendarme du golfe Persique mais le « Japon du Proche-Orient ». Il s'achetait les armements les plus sophistiqués et des centrales nucléaires, et prenait une participation chez Krupp et dans Eurodif. Il a suffi de l'obstruction d'un imam octogénaire et exilé, mais rencontrant les aspirations d'un peuple las de la dictature de l'Occident, de la déstabilisation, pour abattre son pouvoir et faire du principal défenseur des intérêts américains dans la région leur adversaire le plus déterminé.

**ISRAËL.** — L'armistice de 1947, conclu sur les bords du Nil après une campagne éclair, avait définitivement montré sa supériorité sur les armées arabes. Occupant de vastes territoires qui garantissaient sa sécurité, il ne lui restait plus qu'à attendre que ses voisins, prenant conscience de son invincibilité, se décident enfin à accepter ses conditions. La guerre de 1973, qu'il a été à deux doigts de perdre, lui a infligé un choc psychologique, démographique et économique dont il ne s'est pas encore remis. Il se trouve aujourd'hui totalement dépendant de la bonne volonté des États-Unis, même si la paix avec l'Égypte le libère provisoirement de la crainte d'une nouvelle guerre. Il n'en a pas pour autant rompu avec l'obstruction qui lui fait refuser à la fois la création d'un État palestinien et l'évacuation de la Cisjordanie ou de la Jérusalem arabe.

**LIBAN.** — Suisse du Proche-Orient, neutre entre les diverses tendances du monde arabe, il paraissait voué, malgré l'alerte de la brève guerre civile de 1958,

à la neutralité et à la prospérité éternelles. Deux guerres civiles, qui ont fait plus de victimes que les guerres israélo-arabes, l'occupation par les forces syriennes d'une grande partie du pays, dont la ville de Beyrouth, désormais coupée en deux, l'intervention répétée des Israéliens au Sud, amènent, à la limite, à se demander s'il existe encore véritablement un Liban.

**PAYS DE L'EST.** — Avec la croissance de leur économie, ils allaient progressivement se libérer. En fait, les progrès économiques ont été moins rapides que prévu, et il leur a fallu faire de plus en plus appel à l'aide du monde capitaliste vis-à-vis duquel ils sont désormais lourdement endettés, et dont ils ont importé, entre autres, une inflation à laquelle des économies intégrales ment planifiées sont mal préparées à faire face. Le « communisme du goulash », destiné à prendre la relève auprès des masses, d'une idéologie en perte de vitesse, paraît de plus en plus aléatoire. Les procès intellectuels dissidents se sont multipliés, notamment en U.R.S.S., en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est. En Pologne, le pouvoir tolère de plus en plus mal une opposition de plus en plus ouverte.

**RELIGION.** — Le progrès matériel et celui des idées, comme la libéralisation des mœurs, allaient achever de vider les églises et les temples. La décennie s'achève sur un prodigieux réveil de l'islam, et le pape polonais Jean-Paul II a pulvérisé, lors de ses voyages au Mexique et en Pologne, officiellement athées, comme en Irlande et aux États-Unis, tous les records d'affluence.

**SCIENCE.** — La foi des hommes dans le progrès, par la

science, déjà ébranlée à la fin des années 60, n'a cessé de décliner : l'échec de la « révolution verte » est quasi général, tandis que n'est cessé de s'exacerber les controverses sur les dangers des techniques nouvelles, sur le nucléaire, bien sûr, mais aussi, fait nouveau, sur les possibilités immenses ouvertes aux « bio-industries », en particulier par les manipulations génétiques.

**VIOLENCE.** — Tous les partis de gauche s'étant engagés sur la voie du réformisme, abandonnant la révolution pour des réformes, il ne fallait pas hésiter à recourir à la violence pour détruire des structures pourries et incapables de faire face aux besoins réels des hommes. De la Turquie à l'Irlande, en passant par l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne fédérale, des groupes extrémistes ont semé la terreur sans en récolter finalement aucun bénéfice. Enlèvements, prises d'otages, assassinats, ont surtout abouti à renforcer la solidarité de la grande majorité des citoyens autour de l'État bourgeois.

Tant de déceptions ne pouvaient pas ne pas porter leur fruit. Un sentiment de lassitude, de scepticisme, a pris en beaucoup d'endroits la place des naïvetés certitudes et des enthousiasmes d'hier. Il y a eu pourtant aussi, durant ces dix années, assez de paris gagnés, parfois contre la vraisemblance, il y en a suffisamment qui peuvent encore l'être pour que rien ne justifie le découragement.

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

PARIS GAGNÉS ET À GAGNER

## Nouvelles scènes de la vie future

par YVES POZZO DI BORGIO (\*)

donnerait les allures de l'acte médical avant tout, de la Sécurité sociale, le bourgeois correspondrait avec la victime par le moyen anodin de la lettre administrative.

Compter sur une protestation efficace de l'opinion, c'est méconnaître cette sorte d'égoïsme nullement sacré qui conduit chacun à s'occuper de ses seules affaires. C'est ainsi méconnaître le pouvoir légitime des mots. Il y a une certaine utilisation du langage qui peut entraîner une véritable anesthésie du lecteur ou de l'auditeur. Pour parler de la liquidation de l'effacement d'êtres humains on recourt à des expressions délibérément vidées de tout pouvoir d'évocation. Le discours administratif exerce à revêtir l'horreur de voiles qui masquent la réalité au lieu de la nommer, qui rendent tolérables pour la conscience ce qui ne le serait pas hors de ce déguisement verbal. On entend l'esprit comme on entend le patient. Qu'on relise les textes du régime de Vichy sur le statut des juifs : cela a un air de banalité inoffensive, de rigueur juridique, presque un air d'honnêteté. Le Journal officiel peut tout supporter.

Pourt-il alors sombrer dans le pessimisme ? C'est tout le contraire. C'est à regarder les choses en face qu'on mérite la liberté. Lorsque le régime soviétique puis le régime nazi ont mis en place leur appareil policier et leurs structures concentrationnaires, ils ont pu opérer parce que l'opinion n'était pas prévenue. La passion politique avait fait de qualifier les quelques informations qui pouvaient parvenir dans les pays libres de falsifications mensongères. En vérité la réalité dépassait l'imaginable, d'où la tranquille assurance des bourgeois, assez intoxiqués par leur propre idéologie pour être sûrs de leur droit, assez cyniques pour escompter l'incrédulité de l'opinion.

Pour être salutaire la vigilance doit être précoce. Non point avec de pessimisme, elle est alors, au contraire, signe de courage et garantie d'avenir. Plus le pouvoir de l'homme s'accroît, plus il crée les chances de son plein développement et plus il accumule en même temps les moyens de sa

propre destruction physique, morale et intellectuelle. L'électronique peut aider à restaurer le monde qu'Orwell avait imaginé pour 1984. Les manipulations génétiques sont peut-être encore plus redoutables. Il s'agit d'échapper aux vertiges du pouvoir, car, à utiliser ces moyens dans la seule perspective de la puissance, on peut craindre qu'ils ne servent principalement à anéantir les droits de l'homme sur la partie de la planète où ils subsistent encore.

A cet égard, il ne faut pas se dissimuler que si le péril majeur réside dans l'emploi de ces nouvelles technologies par un système totalitaire, un certain laissez-faire libéral peut lui aussi

aboutir à la négation des droits de l'homme. Laisser les puissances dominantes, qu'il s'agisse des grandes entreprises, des médias qui façonnent l'opinion, des organisations de toute nature, utiliser ces nouveaux pouvoirs pour leur propre compte et en fonction de leurs seuls intérêts, ce serait consentir à l'écrasement des personnes par les structures.

Les politiques ont ici une responsabilité particulière. Ils ont à déjouer les pièges que leur tend la technologie, ils ont à se défendre contre certaines facilités ou certains entraînements. Ils ont, parfois, à voir plus loin que ne voit l'opinion, telle du moins que nous la livrent les sondages.

Non pas pessimisme, mais vigilance, telle doit être l'attitude du politique.

## 1980

par THIERRY MOULONGUET (\*)

L'ÉPOQUE actuelle est caractérisée par trois grands traits :

— Un follement prodigieux d'invention, de recherches et d'initiatives : biologie, mécanique, énergies nouvelles, qui, relâchées unes aux autres, changent nos modes d'organisation et notre perception du possible ;

— La menace d'un conflit grave au Moyen-Orient, en Afrique ou en Asie du Sud-Est pouvant à tout moment éclater et déstabiliser la planète ;

— La grande misère des pays en voie de développement où des millions de personnes souffrent et meurent de faim ou de guerre.

Devenant ces courants contradictoires qui interpellent chacun de nous au fond de son être (l'avenir, la guerre, la faim), deux réactions sont possibles :

— La conviction de voir un monde qui bascule et qui va inéluctablement à la catastrophe ;

— La sensation d'un équilibre fragile qui ne tient que par le mouvement permanent mais où, en définitive, les forces de vie l'emportent et où la référence à l'homme prévaut.

Cette deuxième hypothèse peut l'emporter si nous savons :

— Raisonner autrement : aux thèmes des années 60 — la croissance et le conflit Est-Ouest — se substituent des thèmes nouveaux porteurs de comportements et d'organisations différentes : le dialogue

Nord-Sud, le triptyque Euro-stro-arabe, la coopération internationale pour engager d'une manière décisive la lutte contre la faim dans le monde, un sans retour de la solidarité entre les nations et les hommes, la mesure du progrès non plus en pourcentage de P.N.B. mais en termes de nature prélevée, d'initiative libérée, d'énergie économisée, de responsabilité partagée et d'équité accrue, une logique de la décision prenant en compte les interdépendances — plutôt que les divisions — ;

Adaptier nos institutions qui consacrent un grand bruissement du monde et les aspirations qui montent, élargir le débat démocratique, écouter les marginaux et les minorités, développer les identités culturelles, être à l'écoute permanente pour innover nos sociétés des courants de l'avenir plutôt que de s'arabouter sur le passé, jouer la transparence plutôt que l'opacité dans les rapports sociaux ;

— Vivre différemment : combattre cet individualisme forcené qui s'est emparé de nous et qui a étouffé notre capacité de créer ensemble, penser son action non pas en termes de rivalité et de concurrence mais en termes de coopération, redécouvrir le sens de l'autre et notre profonde communauté avec chacun des éléments qui forment la planète Terre, se passionner pour la vie ensemble.

Où, il y a mieux à faire qu'à se désespérer.

\* Conseiller municipal de Bayonne.

(1) Atelier Marcel Joullian.

هكذا من الأمل



## LES RÉACTIONS A L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN

L'intervention soviétique en Afghanistan provoque de nombreuses réactions dans le monde.

● A L'ONU, le secrétaire général, M. Waldheim a demandé, samedi 30 novembre, « à tous les intéressés » de « respecter les droits souverains du peuple afghan à déterminer sa propre destinée ». Le secrétaire général suit de près les événements en Afghanistan et il est préoccupé par la gravité de la situation dans ce pays et par ses répercussions possibles dans la région. Il indique une déclaration publiée au siège des Nations unies, à New-York.

● Six pays occidentaux se concertent ce lundi 31 décembre, à Londres, pour définir leur attitude face aux événements d'Iran : le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la R.F.A. Les États-Unis

sont représentés par le secrétaire d'État adjoint, M. Christopher, la France, par M. Bruno de Laet, secrétaire général du Quai d'Orsay, Mme Thatcher a envoyé, samedi, à M. Brejnev, une lettre où elle se dit « profondément troublée » par l'intervention soviétique.

● DANS LE MONDE MUSULMAN, l'intervention soviétique fait l'objet d'une réprobation générale. Seuls des États arabes, la Syrie, par la voix du quotidien officiel « Tachrite », l'approuve implicitement. Le journal estime que « l'Union soviétique, qui a répondu à l'invitation du nouveau gouvernement afghan et lui a apporté son assistance militaire, a détruit tous les espoirs que Washington fondait concernant la possibilité de récupérer l'Afghanistan et de le rattacher à une ceinture islamique » susceptible d'être troublée par l'intervention soviétique.

Un communiqué lu à la radio d'Arabie Saoudite qualifie l'action soviétique d'« ingérence honteuse » et de « viol de l'éthique internationale ». Le Koweït, Qatar, Bahreïn et les Émirats ont également condamné l'intervention soviétique. L'Égypte a fait savoir qu'elle se concentrait avec les pays non alignés pour décider les mesures à prendre, et la radio du Caire appelle les Arabes et les musulmans à soutenir les maquisards afghans.

● EN IRAN, les étudiants islamiques qui occupent l'ambassade américaine de Téhéran ont condamné, dimanche, l'intervention soviétique en Afghanistan, qualifiée d'« impérialisme oriental », a rapporté la radio iranienne. Ils déclarent que « le sangarisme gouvernement soviétique doit savoir qu'opprimer la malheureuse nation afghane est la même chose qu'opprimer le peuple vietnamien, qui, en fin de

compte, a battu et humilié les États-Unis ». L'ayatollah Mahmoud Shahrizi a rencontré un dirigeant de la rébellion musulmane afghane, le cheik Mohammad Asaf Mohsane Qandhari, auquel il a promis le soutien de l'Iran. L'ayatollah a aussi dressé un parallèle entre la guerre civile en Afghanistan et la révolution iranienne.

● DANS LES PAYS COMMUNISTES, si l'intervention de l'U.R.S.S. est approuvée, bien entendu par ses alliés les plus proches, elle est dénoncée par l'Albanie et critiquée implicitement par le président roumain, M. Ceausescu, et le gouvernement yougoslave. Un communiqué du ministère yougoslave des affaires étrangères estime que « toute intervention étrangère, sous quelque forme que ce soit, ou l'imposition d'une volonté extérieure dans un État souverain, est inadmissible ».

## ● WASHINGTON : reprise des livraisons d'armes au Pakistan

(Suite de la première page.)

Le conseiller de M. Carter a assuré qu'il était « complètement inexact » d'affirmer que les États-Unis se bornaient à « exprimer leur souci » devant les empiétements impunis de l'Union soviétique. Selon lui, des mesures prises par M. Carter pour renforcer l'OTAN, pour augmenter le budget du Pentagone et créer une « force à déploiement rapide » pour renforcer la présence américaine dans l'Océan indien et aussi pour étendre les relations avec Pékin montrent que Washington « ne se contente pas de parler ». Plus tard, M. Brzezinski trouvait dans les événements récents une bonne occasion de confirmer sa position de chef de file des « faucons » au sein du gouvernement.

En attendant des « conclusions », qui, selon M. Brzezinski, pourraient être tirées dans quelques jours, l'événement a déclenché ici une intense activité : M. Carter a adressé des messages à plus de vingt dirigeants étrangers, dont ceux de Pékin et de plusieurs pays islamiques. Il a reçu samedi, en réponse à sa lettre envoyée la veille sur le « mystère rouge », un long message de M. Brejnev à propos duquel aucune précision n'a été communiquée. Quant aux consultations que M. Christopher, secrétaire d'État adjoint, commence à Londres, avec les alliés européens, elles ont pour but de montrer, selon M. Brzezinski, que l'action « qualitativement nouvelle » de Moscou en Afghanistan est d'abord un problème « pour toute la communauté internationale » et pas seulement pour les États-Unis. Le même argument avait été évoqué à propos de la crise avec l'Iran.

## L'aide au Pakistan

Washington cherche néanmoins à maintenir à l'heure actuelle un ton plus apaisé que ses démarches en direction de deux pays directement concernés par la crise : ● LE PAKISTAN. — Les relations des États-Unis avec Islamabad s'étaient sérieusement détériorées depuis le début de l'année sous l'effet de trois facteurs : l'ingérence américaine devant l'intention prise au Pakistan de se doter d'un arsenal atomique, plus récemment la mise à sac de l'ambassade des États-Unis à Islamabad, et l'ajournement sine die par le général Zia des élections prévues pour novembre.

En temps normal, un seul de ces facteurs aurait suffi à tenir le Pakistan à l'écart des bonnes grâces américaines pour longtemps, mais l'invasion du pays voisin bouleversa les schémas traditionnels. M. Carter annonça samedi qu'il ordonnait la reprise des livraisons de matériel militaire au Pakistan, interrompues en avril en raison de la querelle nucléaire. Dès maintenant, les livraisons payables au comptant seront « accélérées ». Quant aux ventes (46 millions de dollars, en principe, pour l'année en cours), elles pourront reprendre si M. Carter autorise,

au nom de la sécurité nationale, une dérogation à l'application des lois rigides votées par le Congrès en 1976 à l'encontre des pays refusant les garanties contre la prolifération nucléaire.

En outre, M. Brzezinski a donné lecture d'un mémorandum présidentiel remontant à quelques semaines à propos des garanties de sécurité à Islamabad. « En cas d'agression contre le Pakistan », dit ce document, le gouvernement des États-Unis, conformément à ses procédures constitutionnelles, entreprendra toute action appropriée, y compris l'emploi de la force armée... pour, à sa requête, aider le gouvernement du Pakistan ».

Ces gestes et ce rappel ressemblent à ce qui avait été offert à la Thaïlande ces derniers mois en réponse à l'invasion du Cambodge voisin par le Vietnam. Les États-Unis se portent au secours de l'éventuelle victime de la « prochaine » agression, encore que le risque d'une extension de la guerre soit faible à ce stade. Le fait accompli est évident, non contredit au hiérarchisme. Les partisans d'une action plus musclée souhaitent que les États-Unis aillent jusqu'à aider directement la guérilla musulmane contre le régime de Kaboul : ils rendraient ainsi au Kremlin ce que ce dernier avait fait pendant la guerre du Vietnam par son aide à Hanoi. MM. Carter et Brzezinski n'ont pas écarté ces gestes nouveaux à cet égard. Il n'a pas été question, notamment, d'une reconnaissance officielle des insurgés, « mais non pas exclu non plus cette répartition en sens inverse de l'histoire récente ».

● L'IRAN. — M. Brzezinski a formulé de manière très directe les observations officielles entendues après le coup de force de Kaboul : « Je pense, et il est dit, que tous les Iraniens à la tête froide, même les plus anti-américains, devraient se demander ce que les événements de Kaboul annoncent pour l'Iran. Il y a déjà eu des troupes soviétiques à Téhéran dans le passé. Téhéran pourrait être la prochaine victime ». Après avoir affirmé que l'indépendance du Iran a reposé pendant trente-cinq ans sur l'amitié avec les États-Unis, le conseiller du président a conclu : « La sécurité de l'Iran sera assurée par des relations saines avec ceux qui sont prêts à être les amis de l'Iran ».

Cet appel du pied sera-t-il entendu ? On note ici que les critiques des dirigeants iraniens contre l'Union soviétique avaient été suspendues depuis la prise des otages américains, le 4 novembre, dans l'espoir que Moscou serait incité à soutenir l'Iran contre les États-Unis. Cet argument doit tomber maintenant, pense-t-on, les Soviétiques ayant montré quelle forme très particulière pouvait prendre leur « soutien » à un petit pays. Mais Washington, pour accentuer cette déstabilisation, doit renoncer à appliquer de trop fortes pressions sur l'Iran : mieux encore, exploiter comme une force nouvelle la faiblesse de sa réaction contre la prise d'otages de Téhéran.

MICHEL TATU.

## ● ISLAMABAD : une menace directe

Le gouvernement pakistanais a dénoncé samedi soir 29 décembre « la grave violation du principe de la souveraineté des États et de celui de la non-ingérence que constitue l'envoi de troupes étrangères en Afghanistan » et a exprimé sa « plus grande inquiétude » à ce propos. Le gouvernement du Pakistan espère que l'on se rendra compte clairement des conséquences négatives à long terme d'une telle intervention étrangère et que les troupes étrangères seront retirées sans délai de son pays. Nous sommes d'autant plus préoccupés que le pays qui a été victime d'une intervention étrangère est un pays islamique, notre voisin, un membre de la conférence islamique et du mouvement des non-alignés », ajoute le communiqué.

Samedi, le président Zia Ul Haq avait exprimé sa préoccupation devant les événements de

Kaboul, annonçant que son conseiller pour les affaires étrangères, M. Agha Shahid, avait samedi, pour la troisième fois, la visite qu'il devait effectuer dimanche en Afghanistan pour s'entretenir en particulier du problème des réfugiés afghans : ceux-ci sont plus de quatre cent mille au Pakistan. — (A.F.P., Reuters.)

● En Inde, les milieux officiels — qui n'ont pas encore pris position publiquement — s'inquiètent de la décision américaine d'accélérer les livraisons d'armes au Pakistan à la suite de l'intervention soviétique. Islamabad, estimant-ils, n'a pas besoin de ces armes et ses troupes sont capables d'affronter toute menace venant d'Afghanistan. La presse critique aussi avec acuité le rôle attribué à la France dans la fourniture d'uranium au Pakistan (Le Monde du 28 décembre).

## ● MOSCOU : selon la « Pravda » les troupes soviétiques seront retirées quand la menace d'une « ingérence armée du dehors » aura cessé

De notre correspondant

Moscou. — Quatre jours après leur intervention à Kaboul, les dirigeants soviétiques sont sortis de leur mutisme pour s'expliquer. Non pas sous forme de déclaration gouvernementale (la plus solennelle), ni d'une déclaration autorisée de l'agence Tass, mais sous la forme d'un long article de la Pravda signé Alexei Petrov (autrement dit, signé par le comité central du P.C.U.S.). Cet article, diffusé dès dimanche soir par la radio et la télévision, indique que les forces soviétiques seront retirées quand la menace d'une « ingérence armée du dehors » aura cessé.

Alexei Petrov rappelle les débuts difficiles de l'Afghanistan démocratique : « Détruire tout ce qui est vieux, éliminer tout ce qui est progressiste sont inévitablement un processus difficile et la résistance opposée à la révolution par la réaction intérieure, par ces forces qui perdent pouvoir et privilèges est étayée par l'ingérence de la réaction extérieure et de l'impérialisme cherchant à profiter du moment pour ébranler même pas le fait d'organiser des attaques de bandits contre telle ou telle région ».

« C'est pourquoi les réactionnaires bandaient pratiquement d'un appui limité de la part des milieux impérialistes américains, des dirigeants de Pékin, des gouvernements de certains autres pays qui fournissent grossièrement des armes, des munitions et de l'argent aux bandes contre-révolutionnaires ».

Puis Petrov désigne le principal responsable, le Pakistan : « Des dizaines de centres, en présentant formellement pour leur cause de réfugiés ont été mis en place sur le territoire pakistanais. C'est là que se sont entraînés les commandos qui pénètrent ensuite en territoire afghan. C'est là qu'ils se regroupent et qu'ils sont regroupés après des raids contre les localités afghanes, les voies de communication et les autres ouvrages. Parmi les commandos qui entraînent ces commandos, il y a des agents des services américains, des spécialistes chinois des opérations de guérilla, et même des Égyptiens rompus aux activités subversives ».

Amin, « homme de main de la réaction »

La Pravda s'en prend alors aux États-Unis : « Il y a une correspondance évidente entre les vagues d'émigration américaine au Pakistan, la visite de certaines régions en Afghanistan et les activités des rebelles (...). Des indications existent sur les tentatives faites auprès des autorités pakistanaises par des représentants américains pour qu'elles consentent à ce que leur territoire soit encore plus largement utilisé en vue de l'envoi de formations militaires en Afghanistan. On explique que le Pakistan dirigé en participation aux actions agressives contre l'Afghanistan ». Pourquoi Washington agissait-il ainsi ? C'est très simple : « La fameuse ceinture stratégique que les États-Unis s'acharnent à mettre en place à

(1) Celle d'avril 1978, qui renversa le président Daoud.

proximité des frontières sud de l'Union soviétique recue par ailleurs et, pour la consolider, ils voudraient faire reculer le peuple afghan et, par la même occasion, les peuples des autres pays de cette région. » Dès lors, l'U.R.S.S. devait agir : « En 1978 et en 1979, le gouvernement afghan a fait appel à plusieurs reprises au soutien de l'Union soviétique, notamment à une aide militaire pour faire face à l'ingérence armée des forces impérialistes ».

Une autre menace pesait sur le régime de Kaboul : « La réaction a trouvé au sein de la direction de l'Afghanistan démocratique un homme de main pour mettre en œuvre ses desseins antipopulaires. Elle l'a trouvé en la personne d'Hajjullah Amin. Par différents artifices et par la menace, il a pris le contrôle du pouvoir dans le pays. Après quoi, il a déchu le président légal, M. Taraki, et l'a physiquement supprimé. Par ses activités criminelles, par ses grossières infractions à la légalité et à l'ordre légal, par sa cruauté et par ses abus de pouvoir, il a compromis les idéaux de la révolution d'avril (...). S'appuyant sur le peuple, des forces patriotiques se sont levées et ont éliminé Amin (...). Depuis lors, le gouvernement afghan a de nouveau sollicité avec instance auprès de l'Union soviétique son aide urgente et son concours dans la lutte contre l'agression extérieure. L'Union soviétique a décliné d'accéder à cette demande et d'envoyer en Afghanistan des effectifs limités de troupes qui seraient uniquement utilisés pour aider à faire face à une ingérence armée du dehors. Ce contingent soviétique sera entièrement retiré de l'Afghanistan après que l'existence plus la cause qui a entraîné la nécessité de cette action ».

Conclusion du journal : Les structures corrélatées ces jours derniers par la propagande impérialiste au sujet de l'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, de la participation du personnel militaire soviétique aux événements intérieurs de ce pays, de l'ingérence de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures mettant en péril la paix internationale, n'ont rien de commun avec la réalité ».

(Interim)

## ● ANKARA : réveil de l'hostilité à l'égard de « l'ennemie héréditaire » du Nord

De notre correspondant

Ankara. — Le nouveau coup de force à Kaboul a été très mal accueilli par les milieux gouvernementaux turcs, qui le considèrent avant tout comme l'œuvre des troupes soviétiques. Un communiqué du conseil des ministres extraordinaire du 29 décembre dénonce « une très grave ingérence dans les affaires internes de l'Afghanistan que l'on se sentait obligé d'écarter d'urgence ».

L'intervention soviétique est jugée « très dangereuse et alarmante » quant à ses répercussions sur la paix et la stabilité dans la région et dans le monde. La Turquie, ajoute le communiqué, observe avec chagrin cette situation que subit la nation afghane-islamique avec laquelle nous avons une amitié historique et spirituelle. »

Après avoir, les représentants des quatre principaux partis, pour les informer et analyser la situation. Le chef de l'opposition, M. Ecevit, a, lui aussi, exprimé son inquiétude. Le Parti du Salut national (pro-islamique), qui depuis plusieurs mois se faisait le champion de la cause islamique en Afghanistan, propose que la Turquie aide les guérilleros musulmans dans leur lutte contre le régime mis en place par Mos-

## ● PÉKIN : inquiétudes devant les tentatives d'encercllement

De notre correspondant

Pékin. — Le gouvernement chinois, dans une déclaration publiée dimanche 30 décembre, a condamné l'intervention soviétique en Afghanistan, qu'il considère comme « une grave menace contre la paix et la sécurité en Asie comme dans le reste du monde ». Le texte dénonce les plans « hégémoniques » du Kremlin, qui visent à ouvrir à l'U.R.S.S. un accès à l'Océan indien, à contrôler les voies maritimes dans cette région, à s'emparer des zones pétrolières et ainsi à « débordner l'Europe » sur son flanc sud.

Comme les commentateurs du Quotidien du peuple et de Chine nouvelle, le gouvernement compare l'opération de Kaboul à celle de Prague en 1968.

Pékin rapproche aussi la crise afghane de l'action vietnamienne, soutenue par l'U.R.S.S., contre le Cambodge. Dans les deux cas, observe-t-il, l'agresseur a prévu la réaction de la victime et a tenté de la contrôler. Il a fait de la violence même dans les pays envahis. Cela montre, dit la déclaration, « ce qui se cache derrière l'empressement des Soviétiques à signer des traités d'amitié et de coopération ».

Le gouvernement estime que le comportement de l'U.R.S.S. fait « apparaître plus clairement la source de la menace principale contre la paix mondiale et la ré-

stable nature de ce soi-disant allié naturel du tiers-monde (...). Le Quotidien du peuple reprend, lundi, la plupart de ces arguments, mais ajoute que l'intervention directe des troupes soviétiques « ne constitue pas un signe de force » mais révèle au contraire « le danger de sombrer dans la banqueroute que courent les plans de l'U.R.S.S. pour s'emparer du contrôle du pays ». Le journal prédit que Moscou s'enlèvera en Afghanistan, « exactement comme les États-Unis se sont enlaidés au Vietnam il y a des années ».

## Le précédent cambodgien

L'organe du P.C. tire de l'événement une autre conclusion : évoquant l'affaire cambodgienne, il estime que la suggestion par « certains amis » d'une « solution politique » comportant des concessions aux agresseurs du Kampuchéa démocratique n'a eu pour résultat que d'« encourager Moscou à faire mais basse sur Kaboul ». Il appelle en conséquence à la vigilance. « La paix mondiale », écrit-il, « ne peut être maintenue que si des pressions sont exercées sur les hégémonistes qui risquent de nous entraîner sur le chemin de l'agression et de l'expansion ».

ALAIN JACOB.

## ● BUCAREST : le président Ceausescu condamne discrètement l'intervention soviétique

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Sans jamais se référer directement aux événements de Kaboul, M. Ceausescu a discrètement mais clairement exprimé, dans une allocution prononcée samedi 29 décembre à l'Assemblée nationale, son désapprobation de l'intervention soviétique.

« Le début même de l'année 1979, a-t-il déclaré, a été marqué par des événements qui ont compromis les relations internationales et dressé de nouvelles barrières sur la voie de la détente. (...) Je ne peux pas donner d'exemples de la politique de domination, mais je crois qu'il n'est pas même nécessaire de le faire », a-t-il ajouté, avant de dire, parlant du Front oriental : « Nous espérons que, dans d'autres zones du monde aussi, on fera preuve de retenue et comprendra qu'il faut renoncer à la force ».

Cela sous-entendait implicitement dans le droit fil de la politique d'indépendance de la Roumanie. M. Ceausescu a donné dans son allocution, de samedi

une autre illustration de cette continuité, en se gardant lorsqu'il a abordé le problème du désarmement, de « vitupérer l'OTAN, comme le font quotidiennement depuis les décisions prises à Bruxelles, les autres démocrates populistes ». Mais le président roumain a pour l'instant du moins — est resté beaucoup plus modéré qu'il ne l'avait été l'année dernière, après l'intervention de Hanoi au Cambodge, et surtout en 1968, après l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Cette prudence, si elle est maintenue, pourrait être le signe d'une certaine réduction de la marge de manœuvre de Bucarest vis-à-vis de Moscou, provoquée par les problèmes économiques du pays et ses difficultés d'approvisionnement pétrolier en particulier.

## L'Albanie dénonce Moscou et Washington

L'approbation exprimée par tous les autres pays membres du pacte de Varsovie (2) — et l'exemple de solidarité internationale donné par Moscou est, en revanche, unanimement et sans nuance. La R.D.A. semble déjà envisager d'apporter une réponse à l'initiative mise en place par Kaboul et Rude Praga, l'organe du comité central tchécoslovaque, donné samedi, avec une chaleur particulière, le ton général en écrivant : « Le souhait du nouveau gouvernement de la République démocratique d'Albanie de recevoir un soutien soviétique politique, moral et économique, incluant une assistance militaire, a été, pour le bénéfice de la révolution afghane et du démantèlement de l'impérialisme et des forces contre-révolutionnaires, une situation entièrement nouvelle. Il n'est pas étonnant que cela ait donné lieu à une nouvelle vague d'hystérie dans les cercles de la réaction impérialiste ».

L'Albanie, pour sa part, a condamné dimanche avec autant de vigueur « les actes hostiles » des États-Unis envers l'Iran et les « actes agressifs et fascistes du social impérialisme soviétique contre l'Afghanistan (...) qui ne servent que les intérêts expansionnistes et de rapine de la bourgeoisie réactionnaire soviétique ».

BERNARD GUETTA.

(1) Allusion à l'intervention vietnamienne au Cambodge.  
(2) On notera notamment l'envoi des messages de félicitations au nouveau président afghan, M. Husein (Tchad, Roumanie), Kader (Hongrie), Ghera (Pologne), ainsi que MM. Ton Duc Thang et Phan Van Dong (Vietnam).

ARTUN UNSAL



# ASIE

## L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN

### M. Babrak Karmal fait des déclarations conciliantes envers Téhéran, Islamabad et Pékin

L'agence Tass a diffusé dimanche 30 décembre, dans une dépêche datée de Kaboul, une déclaration de M. Babrak Karmal, chef d'Etat afghan. Selon M. Karmal, « à la suite des erreurs et surtout de la politique aventureuse, criminelle, contre-révolutionnaire, antipatriotique, nationale et islamique de Hafizullah Amin, le parti et l'Etat se sont engagés, malheureusement, dans une voie périlleuse de déviation, d'erreurs et de fluctuations, comme la volonté de la réaction et l'impérialisme ». Si les forces authentiquement révolutionnaires et patriotiques n'avaient pas pris une initiative révolutionnaire, a ajouté M. Karmal, l'indépendance de l'Afghanistan aurait été mise en péril et des millions d'hommes auraient été victimes du carnage ».

La tâche des nouvelles autorités, a dit M. Karmal, est tout d'abord de consolider la révolution libératrice d'avril 1978 dans un bon chemin, de corriger les erreurs nocives, de réparer les dommages causés et de surmon-

ter la crise. (...) Dans la conjoncture actuelle, nous ne nous sommes pas assignés pour objectif immédiat d'émanciper le socialisme, mais une « société progressiste ». La « mission historique » du régime est « de renforcer et de développer les fondements sociaux et politiques progressistes » du pays et « de faire triompher la révolution nationale, antifeudale, démocratique, anti-impérialiste et anticompradore ».

Abordant le domaine de la politique étrangère, M. Karmal a tout d'abord souligné que « le peuple et l'Etat d'Afghanistan sont attachés inconditionnellement au traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'U.R.S.S. du 5 décembre 1978, qui est, de par sa nature, un document garantissant une paix durable et la sécurité dans la région ».

Lancé un appel aux pays de la région, M. Karmal a conclu son allocution en déclarant : « L'Afghanistan salue la révo-

### Dans la presse parisienne

L'AUBORE, pourquoi les Etats-Unis n'occuperaient-ils pas Cuba ?

« Pourquoi Washington ne tenterait-il pas, en préparant minutieusement une opération qui n'exclut pas ses moyens, de déstabiliser les Soviétiques et leurs amis dans un secteur où il leur serait quasiment impossible d'intervenir étant donné l'extrême dispersion où se trouvent actuellement leurs troupes ? Pourquoi les Etats-Unis ne lanceraient-ils pas, par exemple, une attaque de grande envergure sur un objectif qui est à quelques centaines de kilomètres de leur côté : le Venezuela ? L'occupation du Venezuela par les Etats-Unis ne nous paraît pas, de prime abord, comme une opération aux dimensions excessives pour l'armée américaine. D'autant qu'une telle intervention pourrait être négociable à chaque instant. »

JACQUES GUILLIEM-REULON.

LE MATIN, le mensonge en direct.

« Les ennemis de tout poil ont toujours eu l'habitude de bonnes raisons pour blâmer

leurs actions. La nouveauté tient à ce que l'opinion internationale, de nos jours, est en droit de le penser : d'une part, elle connaît le mensonge de l'Union soviétique et de l'Afghanistan, de l'autre, elle sait que le Pakistan est la base de formation et de départ de la rébellion qui a causé des pertes et des dégâts importants dans la région frontalière. »

L'HUMANITE, le Pakistan est la base de la rébellion.

« Depuis des décennies, la menace qui pèse sur le pays provient de ses frontières de l'ouest et du sud-est, c'est-à-dire de l'armée du Pakistan, soutenue par l'au-

tre par les Etats-Unis. Le renversement du régime, au début de cette année, a introduit un nouvel élément dans la situation. Mais il est connu que le Pakistan est la base de formation et de départ de la rébellion qui a causé des pertes et des dégâts importants dans la région frontalière. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS, la colonisation soviétique des régions pétrolières ?

« En contrôlant l'Afghanistan, l'U.R.S.S. peut espérer, en encourageant le particularisme des tribus balouches, largement hostiles au pouvoir d'Islamabad, déstabiliser le Pakistan soviétique et accéder enfin à l'océan indien. Washington semble avoir perçu le danger (...) Mais les visées politiques ne sont pas seulement politiques. De source digne de foi, on assure, en effet, que les réserves afghanes de pétrole, situées surtout dans le Nord-Ouest du pays, pourraient être équivalentes à celles de l'Iran. L'Union soviétique aurait déjà procédé, dans cette zone, à des déplacements de la population, sous prétexte de « coloniser » la région. »

### L'aéroport de Kaboul : arsenal soviétique

(Suite de la première page.)

Selon certains témoignages, des soldats de l'armée afghane auraient été désarmés et, dans deux cas, ces armes ont été transférées aux troupes soviétiques.

Quant au nouveau président, M. Babrak Karmal, il n'avait toujours fait, dimanche après-midi, aucune apparition publique. Certains diplomates estimaient que son message radiodiffusé de jeudi n'avait pas été transmis à partir du sol afghan mais d'un émetteur situé en U.R.S.S., peut-être à Tachkent, en Asie centrale soviétique. Il est précisé en effet qu'un moment où M. Karmal s'exprimait sur les ondes, la radio afghane continuait à diffuser de la musique. En fait, ajoutaient-ils, le nouvel homme fort de l'Afghanistan ne serait arrivé à Kaboul qu'une fois le coup d'Etat achevé. Il résiderait à présent dans un édifice appelé « bureau du pre-

mier ministre », situé derrière l'ambassade de Chine et fortement gardé par des sentinelles soviétiques.

Selon le journal pakistanaise Jang, les forces soviétiques auraient réoccupé la majeure partie de la province de Takhar, ainsi que sa capitale, Takhkan. Les combats entre ces unités et les rebelles musulmans se poursuivraient dimanche matin et environ quatre cents maquisards auraient été tués au cours de ces affrontements. Les troupes soviétiques auraient aussi renforcé des unités de l'armée afghane dans la province de Badakhshan, au nord du pays, région qui, à l'exception de la capitale, Fajzabad, serait contrôlée par les rebelles. Des unités russes auraient pris position à Jalalabad, principale garnison sur la route qui relie Kaboul à la frontière pakistanaise, à environ cinquante kilomètres de la passe de Khyber.

PATRICK FRANCIS.

### PROCHE-ORIENT

#### LA MISSION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU A TÉHÉRAN

### M. Waldheim ne veut pas apparaître comme l'émissaire de Washington

De notre correspondant

New-York. — L'annonce du départ imminent pour Téhéran du secrétaire général des Nations unies a provoqué, dimanche 30 décembre, une certaine surprise au Conseil de sécurité, qui se réunissait à ce moment-là pour tenter de se mettre d'accord sur une nouvelle résolution propre à convaincre les autorités iraniennes de libérer les otages.

Une déclaration, dimanche après-midi, de M. Waldheim, indiquait que « sur la base des contacts qu'il a établis avec les autorités iraniennes dans les semaines précédentes, son objectif est de rendre en Iran et de faire accepter cette acceptation lui a été notifiée de la part du gouvernement iranien par le nouveau représentant permanent de l'Iran aux Nations unies, M. Mansour Farhang ».

Des bruits couraient depuis quarante-huit heures selon lesquels, craignant de ne pouvoir obtenir au Conseil de sécurité les neuf voix nécessaires au vote des sanctions économiques contre l'Iran, les Américains tentaient de pousser M. Waldheim, qui avait annoncé à plusieurs reprises sa volonté de négocier la

libération des otages et les autorités iraniennes étaient décidées à le recevoir, de se rendre à Téhéran.

Samedi soir, le secrétaire d'Etat américain, M. Vance, était venu faire au Conseil une déclaration qui donnait un avant-goût de la résolution que les Etats-Unis tentent de faire voter. Il suggère que le secrétaire général se rende à Téhéran et revienne dans un délai précis — faire le récit de sa mission au Conseil. Si les otages n'étaient pas libérés à la date de la nouvelle réunion du Conseil, celui-ci adopterait les sanctions prévues par l'article 41 de la charte des Nations unies l'interdiction de certaines relations économiques.

« Une fois les otages libérés, ajoutait M. Vance, la voie sera ouverte à l'Iran pour exposer ses griefs devant toutes instances appropriées », mais, ajoutait-il, « il n'existe aucun grief qui justifie l'application de la loi de la puissance (mob law) ».

Les représentants permanents de sept pays — Royaume-Uni, Norvège, France, R.F.A., Singapour, Portugal, Autriche — ont appuyé leur soutien au plan de M. Waldheim. Parmi les opposants, les représentants de la Jamaïque, du Nigeria, de la Bolivie, de la Zambie, de la Tchétchélie, du Japon et du Panama ont pris la parole. Tous ont appuyé le projet de mission de M. Waldheim, mais la Zambie et la

Tchécoslovaquie ont refusé toute application ultérieure de sanctions.

Malgré les efforts déployés par une partie des membres du Conseil de sécurité pour dissuader les Américains de mettre leur résolution aux voix, une nouvelle motion est prévue lundi à 10 h. 30 (15 h. 30 à Paris), qui devrait être suivie d'un vote.

La résolution américaine qui circule dimanche prévoit une réunion du Conseil le 7 janvier pour entendre le rapport du secrétaire général. Retour de Téhéran, et, faute d'une libération des otages à cette date, l'adoption des mesures prévues par les articles 41 (sanctions économiques) et 39 (cas de menace pour la paix) de la charte des Nations unies.

Patience et discrétion

La résolution américaine paraît vague, Portugal, et sur quatre voix occidentales du Conseil (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Norvège, Portugal), et quatre voix « non alignées » (Gambie, Jamaïque, Nigeria et Bolivie). Le veto soviétique n'est pas en jeu. La Tchétchélie paraît se montrer moins probable, particulièrement au vu de la situation en Afghanistan qui n'est pas mentionnée dans le projet de résolution. L'absence de l'Inde au Conseil, mais qui n'a pas fait l'objet de discussions son-

dages de la part de M. Vance. A un pays frontalier, le Pakistan, a joué un rôle important dans les négociations entre M. Waldheim et les dirigeants iraniens : son ministre des affaires étrangères, M. Shahi, vient de se rendre à Téhéran après avoir longuement conféré avec le secrétaire général.

M. Waldheim, qui prend Concorde lundi en fin de matinée, fera une courte escale à Paris avant de repartir pour Téhéran. Des rumeurs contradictoires couraient dimanche sur les chances du secrétaire général de mener à bien sa mission : tandis que le ministre des affaires étrangères iranien et l'ambassadeur aux Nations unies M. Farhang, lui assuraient qu'il serait reçu par les plus hautes responsables de leur gouvernement, l'imam Khomeiny annonçait qu'il ne rencontrerait pas M. Waldheim, et les étudiants islamiques déclaraient qu'ils ne négocieraient pas avec lui.

Il semble que le secrétaire général ait décidé de brasser le mouvement pour ne pas attendre les résultats du vote du Conseil de sécurité, lundi, afin d'être positif, de ne pas apparaître aux yeux des Iraniens comme un émissaire des Américains. M. Waldheim paraît décidé à jouer la carte de la discrétion et de la patience. Pour cette raison, il a refusé d'emmener des journalistes, malgré les protestations de la presse accréditée aux Nations unies.

NICOLE BERNHEIM.

# AMÉRIQUES

## El Salvador

### Le gouvernement somme les forces armées d'accomplir leur programme de démocratisation

San Salvador (A.F.P.). — Une grave crise politique a éclaté le dimanche 30 décembre au Salvador. La quasi totalité du cabinet a menacé de démissionner si le mouvement dit de la Jeunesse militaire, auteur du coup d'Etat du 10 octobre, n'adopte pas une attitude politique nettement aux récentes incidents qui ont secoué le pays.

Dans un communiqué publié dans la soirée du 30, le cabinet exige que ce soit la junte de gouvernement révolutionnaire qui assure effectivement le commandement général des forces armées ; en réalité, le ministre de la Défense et quelques officiers exercent le pouvoir militaire, au lieu de la junte de gouvernement — contrairement à toutes les promesses contenues dans la proclamation des forces armées, au lendemain du coup d'Etat.

Le cabinet, qui a le soutien de deux des trois civils de la junte de cinq membres, s'élève contre le « régime à droite » qui a pris le processus politique ces derniers temps.

Le cabinet, et de nombreux hauts

fonctionnaires qui ont contre-signé le communiqué accusent « l'oligarchie politico-militaire » de rétrograder le processus de changements. « C'est cette droite qui avait mené le Salvador à la crise sous le régime Romero qui est responsable du fait que les forces armées continuent de faire couler le sang du peuple », affirme le communiqué.

Insistant sur les menaces de guerre civile dans le pays, le texte réclame l'instauration urgente d'un dialogue entre le Conseil permanent des forces armées, le gouvernement et les organisations populaires (extrême gauche) en vue de réaliser la démocratisation promise.

Les signataires exigent également que cesse l'intervention des forces armées dans les conflits du travail. Dans la semaine du 17 au 23 décembre, plus de cinquante personnes avaient été tuées au cours des interventions de ce genre.

Le cabinet a donné jusqu'au mercredi 2 janvier au Conseil des forces armées pour se prononcer sur ses revendications, faute de quoi il démissionnera.

### DISPARITION, A BEYROUTH D'UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION

M. Nasser Salki, opposant au régime saoudien et réfugié à Beyrouth, a été enlevé dans la capitale libanaise le 22 décembre. Apprenant-on à Paris samedi au Comité pour la libération de Ben Bella, il aurait été, selon ce comité, embarqué dans un avion venu spécialement de Djeddah pour le ramener en Arabie Saoudite.

M. Nasser Salki, écrivain saoudien, membre du Comité pour la libération de Ben Bella, avait fondé en 1950 la centrale syndicale clandestine d'Arabie Saoudite. Arrêté en 1959, torturé, il avait été condamné à mort par contumace après son éviction vers le Liban, où il vivait depuis lors.

Il avait fondé dans ce pays un mouvement d'opposition, le Mouvement des peuples de la péninsule arabe, qui, sans avoir pris part aux récents événements de La Mecque, avait déclaré les soutiens.

À Beyrouth, selon un communiqué publié samedi, le mouvement de libération de la Palestine (P.L.P.), de M. Nayef Sawatneh, M. Salki a été enlevé dans la capitale libanaise par les services de renseignements saoudiens, qui l'ont emmené en Arabie Saoudite. À l'ambassade d'Arabie Saoudite à Beyrouth, on avait indiqué le 25 décembre ne pas être au courant de la « prétendue disparition » de M. Salki.

### Des provinces agitées

(Suite de la première page.)

Pas un jour ne passe sans qu'éclatent des incidents tantôt en Azerbaïdjan et dans le Kurdistan, tantôt au Khouristan, chez les Balouches et dans la région d'Ispahan. Des incidents toujours graves qui, à chaque fois, opposent les populations locales soit aux autorités civiles, soit encore et surtout à la force paramilitaire que constituent les pasdaran, ces miliciens de la révolution islamique qui sont bien loin d'avoir en gagner les sympathies.

« Ces provinces traditionnellement frondeuses, nous disait un Téhéranais retour d'un voyage dans le Nord, sont aujourd'hui plus hostiles à l'imam Khomeiny qu'elles ne l'ont jamais été au régime du chah. » A Tabriz, d'où vient, nous ne savons pas, un portrait de l'imam : croyez-moi, c'est un signe lourd de signification... »

Même si elle s'efforce de les minimiser quelque peu et surtout de leur attribuer une origine non conforme à la réalité, la presse rapporte cependant les faits quotidiennement. Ainsi après les sanglants incidents survenus voici un peu plus de deux semaines à Tabriz, et qui s'étaient soldés par dix morts, de nouveaux accrochages ont eu lieu dans la même région opposant à des miliciens des membres du Parti de la République, islamique du peuple musulman, dont le chef de file est l'ayatollah Chariat Madari. Peu importe que chacun des deux camps se dise victime de l'autre : le fait est que le sang a coulé. Et la question n'est d'ailleurs pas tranchée, puisque les Azerbaïdjanais déclarent tou-

jours en otages neuf des pasdaran qu'ils ont capturés. Face à ces événements on est amené à demander quel rôle l'armée peut être appelée à jouer. « Aucun », nous dira un homme dont le frère est officier en garnison dans le nord. Les militaires ont engagé leur frère, humbles d'être cantonnés, pour pas dire conspués, dans leurs casernes, vicieux de voir se substituer à eux des jeunes gens aussi inexpérimentés que fanatiques, inquiets enfin de la présence des mollahs qui, sous mille prétextes, s'entretiennent maintenant dans les cantonnements pour prêcher la « bonne parole ».

Autre fait significatif : la publication dans le quotidien Bamdad du 30 décembre du projet de Constitution élaboré par un Kurdistan unanime qui, sans même attendre que la République ait un président à sa tête, réclame sans mâcher ses mots son autonomie absolue. En vingt-six articles, c'est une totale liberté de penser et d'agir dans des structures démocratiques qu'on veut obtenir au plus vite ces Kurdes sunnites, qui rejettent ainsi purement et simplement l'autorité d'un Iran chiite, même s'ils prétendent ne pas rompre tout à fait les liens historiques et affectifs qui unissent à lui.

Dans un tel contexte auquel on pourrait ajouter encore plusieurs chapitres — la lente mais constante dégradation des conditions de vie, la disparition de nombreux produits et matériels et l'insupportable menace du marché noir — choisir un président est bien secondaire. D'au-

tant, comme on n'a pas manqué de nous le faire remarquer, que l'élé à qui va incomber la tâche de personnaliser la première république islamique d'Iran ne sera, du moins tant que l'homme de Qom restera en place, tout juste bon qu'à « inaugurer les chrysanthèmes ».

Même si l'imam Khomeiny continue à bénéficier d'un prestige apparemment intact, les grandes enthousiasmes du printemps et les folles espérances engendrées par le bouleversement qui a ébranlé le pays paraissent bien tiédes. Et la venue dans les rues de Kaboul des blindés de Moscou n'est pas pour apaiser les nerfs, non plus que la menace des représailles américaines.

On s'est fort étonné ici dans la capitale, où la rue reste d'un calme absolu, des décisions prises par les ambassades de rapatrier leurs ressortissants. Même si le mot fatidique d'évacuation a toujours été soigneusement évité et si les « ordres » sont devenus des « conseils », les Français les premiers n'ont guère compris pourquoi on les priait si soudainement de plier bagages. En revanche, les Iraniens eux s'accrochent à voir dans ce repli des étrangers un fait de bien mauvais augure.

Tenaille par le double menace que font dorénavant peser sur lui d'un côté les « impérialistes » américains, et de l'autre les « impérialistes » soviétiques — puisqu'on les nomme de la sorte depuis qu'ils sont présents en Afghanistan, l'Iran semble peut-être pour la première fois depuis un an douter vraiment de l'avenir, et, pis, le redouter.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

**Le Monde**  
dossiers et documents

## LA SANTÉ DES FRANÇAIS

« Un ouvrage de référence »  
LE QUOTIDIEN DU MÉDECIN

« Au travers des chiffres, des reportages, des témoignages apparaissent la richesse, la variété et l'incohérence du système de soins français. »

LE MATIN

Une brochure de 232 pages  
En vente chez les marchands de journaux : 22 francs

150 من الأمل



LES OBJECTEURS DE CONSCIENCE FACE A LA LOI

POINT DE VUE

LA CRAINTE DE LA LUMIÈRE

par JACQUES ROBERT (\*)

Quatre objecteurs de conscience, munis de leur matériel d'escalade, se sont suspendus dans le vide au deuxième étage de la tour Eiffel, dimanche 30 décembre vers 15 heures, pour protester contre les « poursuites arbitraires » dont ils sont l'objet. Vers 23 heures, deux d'entre eux étaient interpellés alors qu'ils venaient de regagner la terre ferme. L'un aurait été relâché, et l'autre, M. André Tidiani, considéré comme insoumis, remis aux autorités militaires.

Les deux autres objecteurs étaient toujours suspendus dans le vide ce lundi 31 en fin de matinée.

Les « suspendus » de la tour Eiffel

Dimanche 30 décembre, au deuxième étage de la tour Eiffel, à Paris, vers 15 heures, des cordes ont été déroulées à plusieurs dizaines de mètres du sol. Quatre jeunes gens sont descendus en rappel sous le regard étonné des nombreux promeneurs. Ils se sont arrêtés, suspendus dans le vide. Des sautoirs ont été lancés et des feuilles blanches dispersées dans le vent glacé, plusieurs allant s'accrocher sur les arbres dénudés par l'hiver.

Les plus curieux des promeneurs, et ceux qui comprennent le français, purent lire sur les sautoirs ainsi lancés : « Notre démarche vise à rompre l'isolement des objecteurs de conscience (...). Elle permet aussi une lutte efficace contre la commission juridictionnelle qui juge les demandes de statut. »

Un objeteur de conscience expliquait : « Depuis novembre 1978 la commission a refusé trois cent cinquante demandes en raison notamment du caractère stéréotypé des candidatures. Le Conseil d'Etat a, le 10 décembre, jugé illégaux ces refus de la commission, mais en attendant les objecteurs ont été déclarés insoumis. Huit d'entre eux sont en prison. »

Le 28 décembre, pour attirer l'attention sur ce problème, des objecteurs avaient apposé des affiches annonçant que l'eau de Paris était polluée par un mystérieux virus « OP 20 », nom de

l'APPLICATION du statut de 1983 sur l'objection de conscience fait depuis longtemps déjà l'objet de trois groupes de critiques précises. Celles-ci deviennent plus vives actuellement et donnent lieu à certaines démonstrations spectaculaires.

— Sont-elles justifiées ? — Pourrait-on apporter certaines améliorations au système actuel ?

Les critiques portent, d'abord, sur la légitimité intrinsèque de la loi du 21 décembre 1963 (intégrée aujourd'hui dans le code du service national).

— On oppose aux stipulations de son article 9 de la convention européenne des droits de l'homme. Cet article dispose que toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et que ce droit implique la liberté de changer de religion et de conviction. Or les objecteurs qui renouvellent leur livret militaire sont poursuivis en vertu de l'article 133 du code du service national. Ces derniers, qui ont accompli en leur temps leur service national, se verraient donc privés du droit de changer d'opinion et de devenir objecteurs.

— On fera remarquer cependant que l'article 9 (alinéa 2) dispose également que cette liberté de manifester son opinion ou sa conviction peut être soumise à des restrictions nécessaires à la protection de l'ordre ou des droits et libertés d'autrui. Ce qui serait précisément le cas de la loi française.

— Mais — et c'est un second grief contre celle-ci — qu'est-ce qu'un texte qui craint la lumière, qui se meurt dans une clandestinité ambiguë, qui semble avoir honte de lui-même ? L'article 11 de la loi — qui est devenu l'article 50 du code du service national — interdit, en effet, toute propagande sous quelque forme que ce soit tendant à inciter autrui à bénéficier des dispositions de la loi dans le but exclusif de se soustraire aux obligations militaires. Mais, en fait, la Cour de cassation donne à cet article une interprétation assez libérale : c'est possible que l'acte de propagande, même non public, qui incite autrui à réclamer le statut d'objecteur dans un but autre que celui de satisfaire à des impératifs moraux découlant de convictions philosophiques ou religieuses.

— D'autres griefs visent le statut lui-même.

— Pourquoi un service double ?

Ne pourrait-on point considérer le service de l'objecteur comme une modalité — semblable aux autres — du service national ? Mais n'aurait-

rait-on point alors la porte à des demandes innombrables, un service purement civil d'intérêt général pouvant éveiller plus de vocations qu'un service militaire de type traditionnel ? A tout le moins, si l'on maintient le service de l'objecteur au double du service normal, ne pourrait-on point considérer que la loi même d'accepter d'accomplir un service d'une durée nettement supérieure à la durée ordinaire est une preuve suffisante de la sincérité des convictions de l'objecteur et qu'il semble alors inutile de faire examiner son cas par une commission ?

— Pourquoi — en second lieu — une attestation obligatoire, la première année, à l'Office national des forêts ? On connaît l'argumentation qui sous-tend ce grief : fourniture de bon marché d'une main-d'œuvre concurrentielle. Mais, dans la réalité, le problème véritable est celui de l'affectation, dès la première année, des objecteurs à des œuvres civiles agréées. Ne serait-il pas possible — il semble qu'on le fasse déjà — d'ouvrir différentes voies d'affectation aux objecteurs dès leur incorporation ? Mais il faudrait alors les suivre pour s'assurer qu'ils accomplissent bien effectivement les obligations qu'ils ont librement acceptées.

— D'autres griefs visent, enfin, la procédure elle-même.

— Le délai pour introduire la demande est trop court : un mois, c'est trop peu. On voudrait allonger la durée : en amont et en aval. Mais il semble exclu, pour des raisons évidentes, que l'on puisse permettre à un appelé déjà incorporé dans une unité de demander, sous l'unité, à bénéficier du statut.

— La commission juridictionnelle fonctionnerait mal : elle rendrait des décisions arbitraires, et elle siège à huis clos.

Il est facile de mettre en évidence certaines erreurs du Conseil d'Etat en analysant les décisions de la commission pour traiter cette dernière de « pseudo-juridiction » et jeter le doute sur son impartialité et son sérieux.

Dernièrement, la haute juridiction administrative a cru devoir, à plusieurs reprises, assortir ses arrêts d'invitations pressantes adressées à la commission d'avoir à entendre directement les candidats objecteurs. On rappellera que la commission n'est pas obligée de le faire. Elle peut seulement convoquer toutes personnes dont l'audition lui paraît utile, quand, par exemple, elle éprouve un doute sur la sincérité du demandeur et souhaite compléter son information.

En sortir

Une telle jurisprudence peut parfaitement se comprendre en droit. Mais il faut bien saisir qu'elle conduit inévitablement en fait au blocage du système.

La commission, en effet, n'est pas une juridiction permanente composée de juges professionnels. Si elle doit, chaque fois que certains de ses membres éprouvent le plus léger doute sur la sincérité d'une conviction, convoquer le demandeur, le fonctionnement de la commission, dans ses conditions actuelles, est impossible.

Or, lorsque la commission rejette, sur dossier seulement, une requête qu'elle estime insincère, le Conseil d'Etat lui rappelle qu'elle a à sa disposition la faculté de convoquer le candidat.

Comme, par ailleurs, la conviction religieuse semble aujourd'hui se déduire d'une seule référence évangélique ou de la récitation du même

âmetel Credo, et comme toute vision du monde — même si elle n'est que fragmentaire et nébuleuse — peut se baptiser philosophique, certains discernent mal actuellement à quel point bien encore servir la commission juridictionnelle.

Comment donc en sortir ?

Sauf à vouloir, ce qui serait aujourd'hui excessif, remettre entièrement en cause la loi de 1963, deux formules sont possibles pour maintenir le système dans sa forme présente tout en le rendant viable :

— Soit prévoir plusieurs formations d'objecteurs au sein de la commission actuelle, chacune recevant ses dossiers à instruire et un certain nombre de candidats à entendre ;

— Soit instituer des commissions juridictionnelles régionales dont les décisions viendraient, éventuellement, en appel devant une commission nationale siégeant à Paris, les décisions de cette commission restant, bien entendu, toujours susceptibles d'un recours en cassation devant le Conseil d'Etat.

Le nombre actuel des demandes — même s'il augmente — n'est pas à ce point élevé qu'il faille, pour les instruire, bouleverser totalement le système en vigueur par l'appel à des solutions radicales qui réclameraient plus de dangers que d'avantages. Sur 250 000 à 300 000 appels chaque année, moins de 2 000 demandes, soit moins d'une pour mille !

L'heure n'est point venue — quoi qu'en pensent certains — d'un service civil volontaire européen qui constituerait l'alternative idéale aux services militaires nationaux.

L'heure n'a pas encore sonné en France d'une objection de conscience politique, à l'allemande, à la nordique ou à la belge.

Le problème français actuel de l'objection de conscience est ce qu'il est : pour l'instant modeste mais irritant. Il lui faut des solutions raisonnables et appropriées.

(\*) Professeur de droit à l'université Paris-IX.

MÉDECINE

APRÈS LA MORT DE DEUX NOUVEAU-NÉS

Il n'y a aucun rapport entre l'épidémie de Port-Royal et celle de Baudelocque

estime le professeur Minkowski

Après la mort de deux nouveau-nés, victimes d'entérococcie ulcéro-nécrosante, à la maternité de Port-Royal, à Paris (le Monde du 30 décembre), l'état de santé des nourrissons atteints qui sont encore hospitalisés demeure stationnaire. Le professeur Minkowski, chef du service de néonatalogie de la maternité, a publié un communiqué dans lequel il estime qu'il n'y a aucun rapport entre ces tristes événements et l'épidémie explosive de Baudelocque, qui, de manière tout à fait inhabituelle, a atteint des nouveau-nés à terme, bien portants.

Le professeur Minkowski ajoute qu'il se voit « dans l'obligation de sortir de son silence (...) » devant l'accumulation d'un certain nombre d'incertitudes concernant les cas d'entérococcie de Port-Royal. Pour le praticien, « le service de soins intensifs de nouveau-nés de Port-Royal reste ouvert, et cela prouve que le risque de contamination à l'intérieur du service est considéré comme faible et que, surtout, les six enfants qui y trouvent sont actuellement dans un état qui n'inspire pas d'inquiétude ».

Enfin, ajoute le professeur Minkowski, les cas d'entérococcie qui ont entraîné la fermeture de la maternité « concernent tous des enfants prématurés, de très faible poids, très atteints par ailleurs, et, par conséquent, le nombre des décès constatés n'excède pas ce qu'il est habituel de voir dans ce cas ».

D'ailleurs, conclut le praticien, « cette maladie, qui tuait neuf enfants sur dix il y a quelques années, n'entraîne maintenant la mort que rarement et chez des enfants qui ont d'autres lésions. La grande majorité des enfants traités dans le centre de soins intensifs de Port-Royal ont guéri sans séquelles. Quelques-uns sont morts et quelques-uns seulement ont eu une intervention chirurgicale. Ces résultats sont à placer dans le contexte général d'une réduction globale de la mortalité néonatale, et en particulier de celle des enfants de 700 grammes à 1 200 grammes, qui constituent de 30 à 35 % des enfants admis dans le centre de néonatalogie de Port-Royal ».

Le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris du 29, 30, 31 décembre publie un arrêté fixant les prix de journées, pour 1980, dans les hôpitaux de Paris relevant de l'assistance publique. Ces tarifs correspondent à ceux qu'étaient annoncés dernièrement les services de la mairie de Paris (le Monde du 18 décembre). À savoir notamment pour les malades aigus (séjours de plus de vingt-quatre heures) : médecine, 838 F ; médecine spécialisée, 839 F ; chirurgie-maternité, 877 F ; chirurgie spécialisée, 1 168 F ; services hautement spécialisés, 2 178 F ; pose et fourniture de stimulateurs cardiaques, 3 870 F ; neurochirurgie, 1 322 F.

JUSTICE

Faits et jugements

Un détenu en permission, Bernard Aratus, trente-quatre ans, condamné en 1975 à huit ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris pour complicité de vol qualifié, a été tué dans l'après-midi du samedi 29 décembre de sept balles de calibre 11,43 à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne). Les trois hommes qui ont tiré sur lui ont pris la fuite à bord d'une voiture. Bernard Aratus avait quitté la centrale de Caen samedi matin. Il s'agissait d'un règlement de comptes.

Condamné à ne plus chasser au bois. — Le tribunal de Rouen statuait en audience de référé à condamner M. Chasselin, demeurant à Bihorel (Seine-Maritime), à ne plus bruler de bois dans la chaudière à combustion mixte (bois et fuel) de son chauffage central. Son voisin, un invalide de guerre souffrant des bronches, et son épouse qui se plaignaient de la fumée l'avaient en effet assigné en justice. Le tribunal a en outre condamné M. Chasselin à une double amende journalière de 1 000 francs en cas d'infraction. M. Chasselin se chauffe désormais au fuel.

CORRESPONDANCE

A propos d'une affaire de dessous de table à Marseille

Invoquant le droit de réponse, M. Jean Chétilin, professeur à l'université d'Aix-Marseille III et secrétaire national du C.D.S., nous écrit :

Votre journal, le mardi 18 décembre, page 14, dans un article intitulé « Rumeurs à Marseille à propos d'une affaire de dessous de table », sous la signature de M. Laurent Greilhammer, a publié un entrefilet me concernant en cause.

tout cas, M. Chétilin n'a jamais été reconnu coupable des faits reprochés et a été relâché ».

Abonné et lecteur fidèle de votre journal, je suis très étonné qu'à propos d'une affaire de dessous de table, vous ayez cru devoir rappeler le procès ridicule intenté contre moi par M. Defferre en 1976. Ces affaires n'ont aucun lien et leur rapprochement est fortement préjudiciable à mon honneur.

D'autre part, la manière dont vous rappelez les faits est pour le moins équivoque et en tout cas incomplète.

Vous parlez d'une mauvaise querelle et vous faites suivre l'expression d'un point d'interrogation. Pourquoi ce doute alors que le respect de la chose jugée vous impose de considérer que la vérité est définitivement acquise et mon innocence totalement prouvée ? Les jugements pro veritate habetur. De même, vous dites : « M. Chétilin n'a jamais été reconnu coupable. » Il serait plus exact de dire que j'ai été reconnu innocent.

D'autre part, je n'ai pas été relaxé puisque je n'ai pas comparu devant un tribunal. En effet, je vous rappelle, comme vous l'avez d'ailleurs publié dans vos colonnes en son temps, que j'ai bénéficié d'un non-lieu en septembre 1977, rendu par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, confirmé par un arrêt de la Cour de cassation de janvier 1979. J'ai été juré de tout soupçon. Il a été fait justice des accusations de M. Defferre, puis que la cour a rejeté le pourvoi qu'il avait formé. Il a condamné aux dépens et à une amende pour pourvoi abusif.

La juridiction lyonnaise conclut qu'en « confiant à M. Chétilin la délégation du service des espaces verts, le maire lui avait donné la direction et la responsabilité du service et, par conséquent, le droit de disposer de la production suivant les habitudes de ce service » (le Monde du 11 novembre 1977).

DÉFENSE

La Préfecture maritime de Cherbourg a démenti, le 29 décembre, les informations selon lesquelles elle aurait adopté de nouvelles mesures de sécurité pour éviter que trois vedettes lance-missiles destinées à l'Iran ne puissent partir sans un feu vert des autorités françaises. Ces trois bâtiments, qui sont retenus dans l'enceinte du port militaire de Cherbourg, constituent le reste d'un contrat passé avec l'Iran aux Ateliers et Chantiers de Normandie (A.C.N.) pour la construction de douze engins de ce type. Neuf de ces vedettes commandées par le chah ont été livrées, tandis que les trois autres sont toujours à quai, le contrat n'ayant pas été totalement honoré. Les Français auraient encore à payer 10 à 15 % du montant total de la commande, soit 30 millions de francs. En attendant que la situation entre les deux parties se débloque, une centaine de marins français, commandés les équipages de ces vedettes, patientent à Cherbourg.

FAITS DIVERS

Sauvetage meurtrier au large de Noirmoutier

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR CRITIQUE L'IMPRUDENCE DES NAVIGATEURS AMATEURS

Le capitaine-chef des sapeurs-pompier de Noirmoutier, M. Jean-Yves Piquin, trente-deux ans, père de trois enfants, a trouvé la mort le 29 décembre dans l'après-midi en se portant au secours d'un voilier de la Trinité-sur-Mer (Morbihan), qui se trouvait en détresse à l'entrée du port de l'Herbaultier dans l'île de Noirmoutier.

Le Fidi, un bateau en location à bord duquel avaient pris place six personnes et qui était barré, selon les enquêteurs, par un jeune homme de dix-neuf ans, à première vue inexpérimenté, a manqué le chenal menant au port et s'est jeté sur des récifs à 300 mètres de là.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a, le lendemain, rendu hommage au courage de Jean-Yves Piquin. A cette occasion, le ministre a une fois encore condamné la compétence des « irresponsables qui mettent en péril la vie des sauveteurs ».

« Partagé entre l'émotion et la colère », a déclaré M. Bonnet, je rappelle le rôle efficace, dans les Pyrénées, d'un gendarme venu au secours d'un skieur en perdition et celui, plus récent, d'un gendarme et d'un sapeur-pompier volontaire dans le sauvetage d'un imprudent, sur la côte de Quiberon. Les prétendus navigateurs, les montagnards d'occasion, qui prennent avec légèreté des risques sans commune mesure avec leurs capacités et sans tenir compte des mises en garde de la météo ou des spécialistes, ne sont pas seulement des incriminés ; ils sont des hommes indifférents à la vie des autres ».

« Le rôle des sauveteurs n'est pas d'exposer leur existence pour éviter à ces hommes les conséquences de leur comportement ou de leur imprudence », a ajouté le ministre de l'Intérieur. Il existe aussi le problème de la couverture des frais, souvent très lourds, engagés pour les recherches, et dont les contribuables estiment à juste titre qu'ils doivent être mis désormais entièrement à la charge des imprudents ».

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe les amateurs de 3 à 83 ans 5, RUE LACEPÈDE, PARIS-5 Téléphone. (le soir) : 797-55-54

AVALANCHES DANS LES ALPES

Les conditions météorologiques rigoureuses rendent la pratique du ski parfois dangereuse dans les Alpes depuis le 29 décembre. Un jeune skieur de vingt-cinq ans, M. Christian Chasselin, a ainsi trouvé la mort dans une avalanche, dimanche 30 décembre vers midi, alors qu'il était promenant son chien des pistes de la station de Celliers (Hautes-Alpes).

En Savoie, une importante avalanche est survenue, le 29 décembre, dans le secteur de l'aiguille de la Vanoise, située dans le Parc national de la Vanoise. Des recherches ont été entreprises, alors que l'on ignore toujours s'il y a eu victimes. Le refuge de la Vanoise, en effet, n'est pas doté de téléphone, et le recensement des amateurs de ski de randonnée est malaisé. Deux caravanes de secours, environ soixante hommes — sont parties, lundi 31 décembre au matin, par un temps bouché. Le commandant de gendarmerie d'Albertville a lancé un appel aux « fondeurs » (adeptes du ski de fond) pour qu'ils s'abstiennent de pratiquer leur sport durant quelques jours en raison du froid et de la tempête de la neige lourde.

D'autre part, l'Agence France-Presse rapporte que, selon l'Association nationale pour l'étude de la neige et des avalanches, à Grenoble vingt-deux personnes ont été blessées et deux blessées au cours des vingt-neuf avalanches qui ont touché des personnes durant la saison 1978-1979 en France.

Après la diffusion d'un tract sur la drogue

LES PARENTS D'ÉLÈVES D'UN LYCÉE DU VAL-DE-MARNE ENVISAGENT DE DÉPOSER UNE PLAINTE

Après la diffusion d'un tract rédigé par des enseignants du lycée Darius-Milhaud, au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), pour réclamer une autre approche du problème de la drogue (le Monde du 27 décembre), le conseil des parents d'élèves de l'établissement (Fédération Corne) a publié un communiqué où il dénonce l'initiative de « quelques professeurs » dont les propos « discréditent » la cité scolaire Darius-Milhaud et l'ensemble du corps enseignant.

Les parents d'élèves (Fédération Corne) dénoncent une « utilisation de l'information à des fins partiales qui n'ont rien de justes » et la situation existant à la cité scolaire, où le climat de travail est « excellent ». Après avoir demandé la réunion du conseil d'établissement en session extraordinaire et une audience auprès du recteur de l'académie de Créteil, les parents

d'élèves (Fédération Corne) envisagent de déposer une plainte. La décision sera prise lors de leur prochaine réunion, le 7 janvier 1980.

De son côté, la fédération du Val-de-Marne du parti communiste a rendu publique une déclaration dans laquelle elle écrit notamment : « Les gros bonnets de la drogue trafiquent et bénéficient des fortunes colossales parées du pouvoir fait preuve de mansuétude à leur égard. Ce fléau ne peut laisser personne indifférent. Pour le combattre, il appelle esprit de responsabilité et de fermeté. Or, dans cette affaire, les journaux Libération, le Monde, le Quotidien de Paris et le Matin, entre autres, soutiennent les étudiants qui ne font guère honneur à leur nation, et cette presse se refuse du côté des partisans de la libéralisation de la vente de la drogue ».











# BILAN DE 1979

Ces deux exemples montrent à quels genres d'obstacles la lutte contre le dopage se heurte toujours, plus encore dans l'esprit des promoteurs des manifestations sportives que dans celui des compétiteurs. Pour certaines, l'idée même du contrôle fait peur, un soupçon intolérable qu'ils ne veulent tenir aucun compte. Pour d'autres, les coupables dénoncés par les contrôleurs n'ont pas besoin d'être sanctionnés tant il est vrai que leur responsabilité paraît minime en regard de celle des organisateurs et des dirigeants sportifs eux-mêmes.

Cette irresponsabilité face au « cancer du sport » est d'autant plus grave qu'avec le concours de la science le dopage prend des formes de plus en plus sophistiquées. Pour certains spécialistes, l'heure n'est plus au dépistage des produits, mais à celui des produits masquant aux analyses les produits interdits. « Si la lutte contre les substances stimulantes et analogues (amphétamines, morphine et dérivés) a abouti à des résultats probants et dissuasifs, il n'en est pas toujours ainsi pour les autres domaines », écrivait dans la « Revue olympique » le docteur Hans Howald, en février, après un congrès de médecine sportive. Le fait est que de nombreux produits synthétiques ou naturels qui permettent d'accroître la masse musculaire sans augmenter l'entraînement. Jusqu'à une date récente, il semblait que leur usage soit fruité à des sports de force comme

## NATATION

## La nouvelle vague soviétique

trente mille spectateurs massés dans la stade de Zurich pensèrent à mi-course que la tentative du Britannique était vouée à l'échec, car il avait pris plus d'un second. Mais, à l'approche du temps de passage de Bayl. Mais Coe, qui venait de prendre la tête de la course, donna alors un formidable coup d'élan. Il ne lui resta plus qu'à se débarrasser de ses paraites souffrir pour autant. Soutenant son effort solitaire jusqu'au bout, il grignota ainsi un petit record de 3 min. 32 sec. Le temps total de Bayl pour finir en 3 min. 32 sec. 1. C'était suffisant pour devenir le nouvel homme du monde.

Pourtant, à vingt ans, cet étudiant en économie de l'univer-

sité de Loughborough, qui a la particularité d'être entraîné par son père, un ingénieur ancien

## A l'approche des Jeux olympiques

ni la puissance d'un Snell, ces demi-dieux du demi-fond qu'il a surpassés chronométriquement. Ses performances n'ont pas surpris, mais ont étonné à Prague disputant la finale du 800 des championnats d'Europe en 1978, l'une des plus folles pourtaises qu'ent connues de la descente du mondial. Mais, à quelques semaines des Jeux olympiques de Moscou, le tégne de Sebastian Coe, son d'ores et déjà menacé. Par son ombrageux compatriote Steve Ovett, extraordinaire finisseur, qui a battu le record du monde de cette année. Par un Kenyan rabé, James Bolt Malma, qui sans bruit, a réalisé à Zurich la deuxième meilleure performance mondiale de l'histoire. Les mètres avant que Coe n'établisse le record qu'il a battu, en 1981, en 1.50, 150 mètres.

**leure saison de Berna.**  
soit affirmé cette année avec davan-  
tage d'autorité et de force.  
On devine qu'il est bien parti pour

... Moscou, la nation soviétique  
... l'ascence a fait un bond en avant  
... l'ascension. Dans la plupart des  
... styles, toute une génération  
... champions est venue au premier  
... mètres), en demi-fond, et en  
... mètres (3 min. 51 sec. et 40  
... mètres (7 min. 58 sec. 49).

« Je n'ai pas d'entraînement, que depuis ses débuts à l'âge de huit ans. Il a dû nager une distance équivalente au tour de la terre, soit plus de 4 000 kilomètres. Son programme comporte onze séances hebdomadaires, l'entraînement porte sur sept heures de natation et de musculation par jour, la distance impartie tourne autour de 15 kilomètres quotidiens. Pour l'entraînement, son entraîneur de l'équipe olympique Vladimir Salnikov ne présente aucun des défauts typiques des nageurs de demi-fond ou de fond, défauts qui ont trait à l'importance de la nage sur les bras. Au contraire, Salnikov est un nageur complet.

C'est à la suite de deux séjours aux États-Unis, en 1976, à l'University of California Los Angeles (UCLA) et en 1978, à Mission Viejo, que Vladimir Salnikov prit conscience de ce qui faussait la nage de la natation américaine : l'insistance à l'entraînement, la compacité permanente, le goût d'aller chaque fois que possible au bout de ses possibilités. Toute la nou-

## UNE TRANSFUGE DE Les accusations d

## Les accusations de Renate Vogel

phiques. Si cela avait été des simples champions, le support qu'on me l'aurait dit. De la même manière, il n'a jamais été possible à mes camarades et à moi de connaître le détail de la vie de ces champions. Pour mesurer que mes camarades avaient avancé, j'ai ressenti de vives douleurs articulaires. Tant que j'ai fait de la sportive de premier ordre, j'ai eu des repères. Mais quand ils ont disparu, il devenait difficile lors que la compétition a repris fin, l'accès à la médecine sportive, le recours au spécialiste, j'ai été intimidé. Jusqu'à ce que mes camarades eux-mêmes se soit écriés pour dire que Helmut Vogel avait été trahi. A des fins de propagande ou pour d'autres raisons, j'ai vu mon arrivée en R.F.G. être déformée. Ils pourraient au demeurant étayer les soupçons qui se sont portés sur l'équipe féminine de l'Est. Les membres de l'équipe olympiques du monde de Berlin-Ouest. Car il est vrai que jamais le mot d'ordre constant de l'équipe n'avait pu être établi, car les membres de l'équipe championne de R.D.A. Or, bien avant les championnats de Berlin, le laboratoire de Cologne, qui avaient été contris les membres de l'équipe de l'Est, avait été avant-garde est responsable, avait fait savoir qu'il était en mesure de déceler la présence de substances interdites dans l'urine. Est-ce une coïncidence ? Ces temps-ci est-ce que la grande R.D.A., pour la première fois depuis qu'elle a été complètement dominée par celle des Etats-Unis a accusé une réforme subite. L'explication est simple. Les membres de la R.D.A., à savoir qu'il s'agit d'un déclin normal d'une équipe de championnes, n'a jamais été fait connaître. Car, depuis 1972, les membres de l'équipe affirmaient que c'est la concurrence jouait en permanence dans l'équipe nationale de R.D.A. et que la victoire était petite.

(1) Il s'agissait des athlètes  
senato Neufeld, Jürgen May,  
Konrad Steinbach, des pater-  
eurs Bochenhauer, Zoller, des  
teurs Munck, Fehland, du  
yennaste Thüne, des footbal-  
lurs Nachtweg, Eigendorf, du  
agueur Mittbauer.

**MICHEL GARREGA**  
**TIREUR D'ÉLITE**

consciemment, il a inscrit à son programme le Tour de France durant lequel il a pu se faire connaître par ses performances. Enfin, s'il a obtenu (avec l'excuse d'une cruelle paralysie inopportune) dans le championnat du monde sur route, il est attribué le Trophée Supérieur du meilleur routier sur l'ensemble de la saison et cette victoire vaut bien celle de Rasmussen à Valkenburg.

En ces différentes circonstances, les deux groupes Renault-Gitane nous ont administré un coup d'entraînement de ses qualités multiples qui font véritablement de lui un coureur tout-terrain. Nous étions donc depuis plusieurs années d'accord pour penser que le nouveau Mouvement était capable de rivaliser avec les grimpeurs ou les routiers-primaires et nous le tenions pour le meilleur et le plus efficace de sa génération.

soit affirmé cette année avec davantage d'autorité et de force.

enlever plusieurs Tour de France dans la foulée, à la manière de Jacques Anquetil ou d'Eddy Merckx, et l'on ne voit pas actuellement qui pourrait le faire trébucher sur les pas du célèbre maître du montbu du Grand Prix des Nations. D'autant qu'il affronte, surtout dans les épreuves par étapes, une opposition réduite. Le Néerlandais Zoetemeek et le Portugais Agostinho qui ont été, cette année encore, ses suivants immédiats à l'arrivée du Tour, ne sont pas des adversaires les plus brillantes de leur longue carrière, sans que l'illusion leur soit permise. Zoetemeek (trente-trois ans en avril prochain), ne se sent pas encore en apparence un passé récent, même en approchant de la fin de sa vie, et il se croit capable de tout, de son à leur préparation, et ils ne le feront pas dans un proche avenir.

Il faut bien admettre que, s'ils ont obtenu des résultats flatteurs, ils ont aussi subi d'un affaiblissement de leur condition physique, à cause de l'effort, de Glimond et l'éclipse de Thévenet ayant laissé de grands vides dans le peloton.

Bernard Hinault, lui, progressera encore. Il n'a que vingt-cinq ans et son bon physique lui permet de supporter les lacunes dont on se la préparation dans des épreuves très particulières telles que Paris-Roubaix ou le Critérium des as. Son manque de souplesse lui interdit de négocier convenablement les virages parqués et son inexpérience de l'entraînement motorisé lui pose des problèmes délicats dans les cour-

en doute le bien-fondé de l'attaque sportive en R.D.A. vivait dans les pays de l'Est, de représentants des contrainctions. Ainsi s'en pu ne pas prendre à la lecture les premières révélations relatives au fait que les sportifs de la R.D.A. étaient quelques fois traités comme des cobayes en R.D.A.

En matière fédérale pourtant, discipline dans laquelle la R.D.A. avait acquis une grande maîtrise, les choses n'étaient pas permises de commencer à s'interroger. La première avait en lieu en 1973, à Belgrade, aux championnats du monde, venant d'un entraîneur roumain, la seconde, à Vienne, en Autriche, en 1974, aux championnats d'Europe. Cette fois, c'était un médecin militaire russe, assistant de la subite transformation morphologique des jeunes filles de la R.D.A., entrainant dans le même temps, un traitement en timbre passé et l'apparition de pilosité anormale.

La suite d'une découverte de la sports de notoriété (1), le 1974, à Belgrade, Remate Fop, l'une des vedettes de la grande équipe de natation de la R.D.A., détentrice de records mondiaux, avait cinq fois championne du monde d'Europe, a trouvé refuge en République fédérale d'Allemagne. Ce qui a été la cause de la préparation médicale en R.D.A. lors de la visite d'une approche sportive différenciée admissible.

Un autre exemple, un cobaye, un sujet de laboratoire, n'est venu pour prouver que, malade, il avait demandé répéter, je n'ai pas pu le faire, car il était les produits que l'on m'injectait régulièrement par

s'agit là d'un projet lointain, à l'immédiate, Hinzpelt va définir, accordé avec son directeur sportif, Cyrille Guimard, le programme de la saison routière 1980, qui fera passer des objectifs différents : la participation et peut-être le succès en Italie, et surtout la poursuite de la route de son évolution. Le retour du Tour de France retrouvera sa route Saronni, Moser, K. Lindingberg, Thureu, le Belge messager, et le champion de l'année, le canari, qui sera battu par l'équipe Raleigh. Entourés, en sa part d'une formation remarquablement organisée, il aura à ses côtés quelques-uns des meilleurs coureurs du monde : le champion de France Roland Berland, l'italien, le leader de la Semaine du Midi-Bribe, le suédois, cinquième du Tour de France, et Chalmel, qui finit deuxième du monde après avoir été Bordeaux-Paris.

**JACQUES AUGENDRE.**



# LES ÉVÉNEMENTS DE 1979

## JANVIER

- 3 : ESPAGNE. — Assassinat du gouverneur militaire de Madrid par les séparatistes de l'ETA. A l'issue de ses obsèques, des officiers insultent le ministre de la Défense.
- 4-5 : SOMMET OCCIDENTAL DE LA GUADALUPE. — MM. Callaghan, Carter, Giscard d'Estaing et Schmidt s'entrevoient principalement de la sécurité en Europe.
- 8 : IRLANDE. — L'explosion du pétrolier français « Bételgeuse », au cours de son déchargement, provoque la mort de cinquante et une personnes.
- 10 : FRANCE. — M. Monory annonce la libération totale des prix pour 1979.
- 11 : R.F.A. — Reprise du travail dans la sidérurgie, après quarante-cinq jours de grève. Le désaccorde subsiste sur le salaire de trente-cinq heures.
- 11 : TCHÉCOSLOVAQUIE. — M. Jarošlav Šabala, porte-parole de la Charte 77, est condamné à neuf mois d'emprisonnement.
- 17 : DANEMARK. — Les électeurs danois approuvent le statut d'autonomie interne qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai.
- 18 : CENTRAFRIQUE. — Une émeute contre le port d'uniforme imposé aux lycéens et aux étudiants est sévèrement réprimée à Bangui.
- 19 : SUD-LIBAN. — L'armée israélienne effectue une opération de représailles contre des camps de réfugiés, alors que le Conseil de sécurité de l'ONU renouvelle le mandat des « casques bleus » pour cinq mois. La mission de la FINUL sera à nouveau prolongée le 14 juin et le 18 décembre.

## FÉVRIER

- 7 : ALGERIE. — Le colonel Chadli est élu à la présidence de la République. Il succède à Houari Boumedienne, décédé le 27 décembre 1978.
- 8 : CONGO. — Le colonel Sassou Nguesso remplace à la tête de l'Etat le général Ntombi-Opango après un coup d'Etat légal.
- 10 : NICARAGUA. — Les Etats-Unis suspendent les sanctions imposées après le refus du président Somoza de se retirer.
- 14 : AFGHANISTAN. — Assassinat de l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Adolph Duba, par des rebelles musulmans en lutte contre le régime marxiste du président Tarek.
- 14 : GRANDE-BRETAGNE. — Signature d'un « accord » entre le gouvernement travailliste et les syndicats alors que la grève des camionneurs a gravement perturbé la vie économique en janvier.
- 15 : FRANCE. — MM. Henri Gouhier, philosophe, et Alain Decaux, historien, sont élus à l'Académie française.
- 16 : R.F.A. — M. Klaus Kinkel, ancien défenseur de la Fraction armée rouge, est condamné à deux ans et demi d'emprisonnement. Il sera libéré le 5 décembre.
- 23 : FRANCE. — M. André Girard, ministre de l'Industrie, annonce à l'Assemblée nationale que les syndicats ont accepté pour éviter toute mise au chômage en 1979 dans la sidérurgie, l'adoption d'un accord-cadre.
- 24 : FRANCE. — Création de la Lule, d'Alban Berg, par Pierre Boulez et Patrick Chéreau à l'Opéra de Paris.

## MARS

- 1 : ESPAGNE. — Maintien du statu quo aux élections législatives. M. Adolfo Suarez, reconduit à la présidence du gouvernement le 23 février, le 6 avril, un cabinet centriste homogène où le ministre de l'Intérieur est confié à un général.
- 12 : VENEZUELA. — M. Luis Herrera Campesin, démocrate-chrétien, succède à la présidence au social-démocrate Carlos Andrés Pérez, après l'élection du 3 décembre 1978.
- 13 : C.R.E. — Entrée en vigueur du traité de l'Union européenne : le 6, les Neuf, moins la Grande-Bretagne, avaient accepté un compromis sur le démantèlement des barrières douanières et tarifaires (M.O.C.M.).
- 13 : GRENADE. — Le coup d'Etat de M. Maurice Bishop provoque l'instauration d'un régime de tendance socialiste.
- 15 : HESSE. — Entrée en fonctions du général Josef Haubert, gouverneur, élu le 17 octobre 1978. Il succède, à la tête de l'Etat, au général Gieseler.
- 16 : TCHAD. — Un accord de réconciliation est conclu, à N'jamena (Nigéria), entre les principaux groupes politiques et militaires en guerre civile depuis le 12 février. Le 23, M. Goukouni Oueddeï prend la tête d'un Conseil d'Etat provisoire.
- 18-19 : FINLANDE. — Forte poussée des conservateurs aux élections législatives. Le gouvernement de M. Matti Kivimäki (socialiste) ne sera formé que le 26 mai.
- 18-19 : FRANCE. — Progression de la gauche aux élections cantonales : la majorité perd neuf pré-

- sidences de conseil général mais en gagne deux.
- 23 : FRANCE. — De violents incidents, provoqués par des « autonomes », suivent le défilé des « sénégalais » à Paris. Une vingtaine de jeunes gens sont condamnés.
- 26 : PROCHE-ORIENT. — Signature du traité de paix israélo-égyptien à Washington : du 7 au 14, M. Carter avait fait plusieurs voyages entre les deux pays pour tenter de débloquer la négociation.
- 27 : FRANCE. — L'accord sur la réforme de l'indemnisation du chômage est signé par les syndicats et le patronat.
- 27 : AFGHANISTAN. — M. Hafizullah Amin est nommé premier ministre avec des pouvoirs étendus : il a alors que la révolte des mouvements maoïstes contre le régime prosoviétique s'aggrave.
- 27 : O.P.E.P. — Haussée des prix du pétrole de 9 % au 1<sup>er</sup> avril.
- 28 : ETATS-UNIS. — Accident à la centrale nucléaire d'Elephant Butte.
- 28 : GRANDE-BRETAGNE. — Chute du gouvernement travailliste de M. Callaghan après le vote d'une motion de censure.
- 31 : CHINE. — Les autorités interdisent partiellement les manifestations publiques de contestation politique et religieuse. Une tentative de contestation est réprimée.
- 31 : PROCHE-ORIENT. — Conférence de Bagdad : dix-huit pays arabes et l'O.L.P. décident de rapeler leurs ambassadeurs au Caire et de suspendre l'aide économique à l'Egypte.

## AVRIL

- 1 : FRANCE. — La grève du personnel de la Poste prend fin après quatre jours d'interruption des cotations.
- 3 : BELGIQUE. — M. Wilfried Martens forme un gouvernement de coalition cent quatre jours après les élections anticipées du 17 décembre 1978.
- 4 : PAKISTAN. — M. Zulfikar Ali Bhutto, ancien premier ministre, est exécuté.
- 6-8 : FRANCE. — Au congrès du P.S. à Metz, la motion de M. Mitterrand devance, avec 47 % des mandats, celles de MM. Hecard (21 %) et Mauroy (32 %). Un accord, conclu le 22, permet au C.E.R.E. (15 %) de siéger à nouveau au secrétariat national.
- 7 : ITALIE. — Arrestation de quinze intellectuels d'extrême gauche, dont le principal idéologue de l'« autonomisme » Toni Negri, soupçonnés d'actes terroristes.
- 11 : OUGANDA. — Le régime du maréchal Idi Amin Dada est renversé après deux mois de conflit armé. Alors que les troupes tanzaniennes occupent Kampala, M. Yusuf Lule est installé à la présidence de la République puis renvoyé, le 29 juin, par M. Godfrey Binaisa.
- 12 : GATT. — Les négociations commerciales multilatérales (N.C.M.), dites de Tokyo round, aboutissent à la signature d'une première série d'accords sur le libre-échange.
- 13 : ZAMBIE. — Les troupes rhodésiennes lancent un raid contre le quartier général du mouvement nationaliste ZAPU, à Lusaka, et détruisent le bac sur le Zambèze qui liait avec le Botswana.
- 14 : NICARAGUA. — Les guérilleros sandinistes évacuent la ville d'Estelí qu'ils avaient occupée le 9. La garde nationale procède à des exécutions sommaires parmi la population civile.
- 17-18 : CENTRAFRIQUE. — Massacre d'une centaine d'écoliers arrêtés à Bangui. L'empereur Bokassa le aurait lui-même participé à la tuerie selon le rapport remis le 16 août par une mission africaine de constatation.
- 18 : SUD-LIBAN. — Le commandant Samir Haddad proclame l'indépendance des milices chrétiennes, à l'occasion du remplacement de la Force intermédiaire des Nations unies (FINUL) par l'armée régulière libanaise. Le nouvel « Etat de Liban libre » est un territoire de dix kilomètres de large le long de la frontière israélienne.
- 18 : FRANCE. — Première émission télévisée « Une heure avec le président de la République ». Faisant allusion à M. Jacques Chirac, M. Valéry Giscard d'Estaing évoque les risques qu'aurait fait courir à la France « un chef d'Etat agité ».
- 27 : U.R.S.S. — Cinq dissidents, dont Alexandre Guinebourg, sont échangés contre deux espions soviétiques détenus aux Etats-Unis.
- 28 : FRANCE-U.R.S.S. — Signature d'un programme d'coopération à l'issue de la visite officielle de M. Giscard d'Estaing à Moscou.
- 29 : EQUATEUR. — M. Jaime Robles, le candidat populaire élu président de la République succède le 10 août à la junte militaire.

## MAI

- 3 : GRANDE-BRETAGNE. — Victoire des conservateurs aux élections générales. M. Margaret Thatcher forme son gouvernement. Elle annonce, le 15, aux Communes, le lancement d'une politique économique libérale.
- 4 : EL SALVADOR. — Occupation de l'ambassade de France par un groupe d'extrémistes. La lutte contre le régime répressif du général Romero. L'ambassadeur, M. Michel Domenech, ne sera libéré que le 1<sup>er</sup> juin.
- 5 : CHINE-U.R.S.S. — La Chine propose à l'U.R.S.S. des négociations sur les relations bilatérales après avoir dénoncé, le 3 avril, le traité d'amitié conclu en 1950. La première phase des discussions a lieu en octobre et novembre sans apporter de résultats concrets.
- 6 : AUTRICHE. — Aux élections

- législatives, les socialistes conservent la majorité absolue.
- 9-13 : FRANCE. — Au cours du vingt-troisième congrès du P.C.F. à Saint-Denis, placé sous le signe de l'« union à la base », M. Marchais accuse à nouveau le P.S. d'avoir « provoqué délibérément la rupture ». M. Roland Leroy est élu secrétaire du comité central, mais demeure au bureau politique et à la tête de l'« Humanité ».
- 17 : FRANCE. — Violents affrontements entre sidérurgistes et policiers à Longwy. D'autres heurts avaient déjà eu lieu le 23 février, et à Denain, le 5 mars.
- 21-22 : CONFERENCE FRANCO-AMERICAINE DE KIGALI (RWANDA). — Les participants approuvent l'idée d'un dialogue euro-africain, lancée par M. Giscard d'Estaing dans sa conférence de presse de 15 février.
- 22 : CANADA. — Défaite du parti libéral aux élections fédérales. Le 4 juin, M. Joe Clark, conservateur, succède à M. Elliott Trudeau comme premier ministre.
- 23 : R.F.A. — M. Karl Carstens, chrétien-démocrate, élu président de la République, succède à M. Walter Scheel, libéral.
- 24 : FRANCE. — « Apocalypses Now », de Francis Ford Coppola, et « Tambour », de Walter Schloendorff, se partagent la Palme d'or du Festival de Cannes.
- 25 : ETATS-UNIS. — Deux cent cinquante soldats américains dans un accident aérien. Les autorités américaines interdisent à tous les DC-10 de voler pendant plus d'un mois.
- 28 : C.E.E. — La Grèce signe son adhésion qui deviendra effective le 1<sup>er</sup> janvier 1981.
- 29 : RHODESIE-ZIMBABWE. — L'évêque Abel Muzorewa, vainqueur des élections d'avril, est nommé premier ministre par le président Gurney, à la veille, alors que les deux branches du Front patriotique ont été, le 13, un commandement militaire unifié.
- 30 : FRANCE. — Le troisième pacte pour l'emploi est présenté en conseil des ministres : après son adoption par le Parlement, il entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet.

## Parmi les morts de l'année

- Janvier**
18. — Général Maurice Challe, l'un des auteurs du « putsch » d'Algérie.
  19. — Paul Meurice, comédien.
  20. — Nelson Rockefeller, ancien vice-président des Etats-Unis.
- Février**
12. — Jean Renoir, réalisateur de films.
- Mars**
2. — Général Mustafa Barzani, chef de la révolte kurde en Irak.
  9. — Cardinal Jean Villot, secrétaire d'Etat du Vatican.
  16. — Jean Monnet, le « père » de l'Europe.
  26. — Tito La Malfa, vice-président du conseil italien.
  28. — Ray Ventura, chef d'orchestre de variétés.
- Avril**
7. — Marcel Jouhandeau, écrivain.
  23. — Maurice Cheval, écrivain.
- Mai**
7. — Pierre Vianou, Ponté, éditeur de la « Revue ».
  14. — Jean Rhy, romancier anglais.
  29. — Mary Pickford, actrice du cinéma muet.
- Juin**
11. — John Wayne, acteur.
  12. — Jean-Louis Bory, écrivain et journaliste.
  17. — Nicholas Ray, réalisateur de films.
- Juillet**
15. — Alfred Deller, chanteur qui réunissait la voix de « contre-ténor ».
  22. — Joseph Kessel, écrivain et journaliste, de l'« Académie française ».
  29. — Herbert Marcuse, philosophe.
- Août**
2. — Victor Paul Hays de la Torre, homme politique péruvien.
  3. — Cardinal Alfredo Ottaviani, ancien responsable du Saint-Office.
  12. — Gilbert Cesbron, écrivain.
  27. — Paul Corré-Floret, ancien ministre, membre du Conseil constitutionnel.
  29. — Mary Marquet, comédienne.
- Septembre**
8. — Jean Seberg, actrice.
  10. — Agostinho Neto, président de la République angolaise.
  18. — Général André Zeller, l'un des auteurs du « putsch » d'Algérie.
  20. — Général Ludvik Svoboda, ancien président de la République tchécoslovaque.
- Octobre**
3. — Nicos Poulantzas, théoricien du marxisme.
  10. — Paul Farcy, chef d'orchestre.
  22. — Nidia Boulanger, pianiste et professeur de musique.
  28. — Germaine Lubin, cantatrice.
  29. — Robert Boulin, ministre du travail et de la participation.
- Novembre**
8. — Mme Yvonne de Gaulle.
  25. — Marcel L'Herbier, réalisateur de films.
- Décembre**
4. — Sonia Delaunay, peintre.
  22. — Darryl Zanuck, producteur de films.
  23. — Peggy Guggenheim, collectionneuse d'art moderne.
  27. — Richard Rodgers, compositeur de comédies musicales.

## ASIE DU SUD-EST : LES CONFLITS ET LE DRAME DES REFUGIES

- Janvier**
1. — L'armée vietnamienne lance une offensive généralisée contre le Cambodge.
  6. — Arrivée à Pékin du prince Sihanouk, que M. Pol Pot, premier ministre khmer rouge, a invité par le « Phnom-Penh ».
  7. — Chute de Phnom-Penh. Le Front uni de salut national (F.U.S.N.) installe, le lendemain, un conseil révolutionnaire du peuple dirigé par son président M. Heng Samrin.
  15. — L'Union soviétique oppose son veto à l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution demandant le retrait des « forces étrangères » du Cambodge.
- Février**
- 5-7. — Le général Kiangpak, premier ministre thaïlandais, reçoit à Washington l'assurance du soutien américain en cas d'agression vietnamienne. La Chine promet, début avril, d'agir de la même façon.
  17. — La Chine déclare une « contre-attaque » en territoire vietnamien, qualifiée d'« action limitée » qui ne sera pas étendue ni développée.
- Mars**
16. — La Chine annonce que ses troupes ont réoccupé leur territoire vietnamien. Selon Pékin, le bilan des combats serait de 70 000 tués et blessés.
  23. — La signature d'un traité d'amitié entre la Laos et le Cambodge achève la formation d'un ensemble indochinois sous l'égide politique et militaire du Vietnam.
- Avril**
14. — Ouverture à Hanoï des négociations sino-vietnamiennes. Elles seront suspendues par Pékin le 19 mai après un accord sur un échange de prisonniers de guerre.
- Mai**
14. — M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, qualifie de « tragique » la situation alimentaire au Cambodge. Des dizaines de milliers de civils ont trouvé refuge en Thaïlande.
- Juin**
1. — L'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie décident de refou-



- ler les réfugiés indochinois alors que plus de cent mille Vietnamiens ont fui leur pays par bateau en mai et juin.
- Juillet**
3. — M. Houn Van Houn, vice-président de l'Assemblée nationale vietnamienne, se réfugie en Chine.
  - 20-21. — Les Nations unies organisent à Genève une conférence.
- Septembre**
21. — L'Assemblée générale des Nations unies décide la mission de la « désignation des Khmers rouges » en tant que représentant du Cambodge.
  26. — La Croix-Rouge et l'UNICEF obtiennent des autorités cambodgiennes l'autorisation de lancer une vaste « opération survie » pour sauver deux millions et demi de personnes.
- Octobre**
10. — Le Vietnam lance une « opération de nettoyage » contre les positions Khmers au nord du Cambodge. De nombreux Cambodgiens fuient la famine et les combats, et le 14 décembre, près d'un million de réfugiés sont massés le long de la frontière thaïlandaise.
- Novembre**
5. — Une conférence des Nations unies réunie à New-York prévoit l'envoi de secours humanitaires d'urgence au Cambodge pour un montant de 210 millions de dollars.
  14. — L'Assemblée générale de l'ONU adopte à une très forte



# LES ÉVÉNEMENTS DE 1979

## JUILLET

1. **R.F.A.** — Le vote du Bundestag sur l'impérissibilité des assassinats va permettre de continuer à poursuivre les criminels nazis.
2. **ALGERIE** — Réajustement de M. Ahmed Ben Bella. L'ancien chef de l'État est assigné à résidence.
3. **CHINE** — Publication de la loi sur les entreprises mixtes, favorable aux investissements étrangers.
4. **CHINE** — Un accord commercial signé avec les États-Unis accorde à la Chine la classe de la nation la plus favorisée.
5. **PROCHE-ORIENT** — La rencontre entre M. Arafat et M. Kissinger et Scudari, à Vienne, dans le cadre de l'Internationalisme socialiste, représente une victoire diplomatique importante pour l'O.L.P.
6. **PORTUGAL** — Le président Ramo appelle à des élections anticipées après la démission, le 5 juin, du cabinet Mota Furló. Le 19, il charge Mlle Pintasilgo de former un « gouvernement de gestion ».
7. **ÉTATS-UNIS** — M. Jimmy Carter présente son « budget » plus d'économie de l'énergie puis remanie son équipe en prévision des élections présidentielles de 1980.
8. **IRAN** — M. Saddam Hussein, vice-président du Conseil de la révolution, devient chef de l'État.

## AOUT

1. **GUINÉE ÉQUATORIALE** — Un conseil militaire suprême dirigé par le colonel Ouhalla Nguema prend le pouvoir. M. Macías Nguema, l'ancien chef de l'État, reconnu coupable de génocide, sera fusillé le 25 septembre avec six autres commandants.
2. **RHODESIE-IMBARIWE** — À la conférence du Commonwealth, à Lusaka, la Grande-Bretagne accepte de rédiger un nouveau projet de Constitution et d'organiser à Londres une conférence qui rassemblera, à partir du 19 septembre, toutes les parties concernées par le conflit.
3. **SARAH OCCIDENTALE** — La Mauritanie et le Front Polisario signent, à Alger, un accord de paix définitive. Le 14, le territoire égyptien par la Mauritanie est annexé par le Maroc. Des violents combats opposent forces marocaines et sahraouies, le 11, à Brakna et, le 24, à Leberridj.
4. **BOLIVIE** — Le général David Padilla remet son pouvoir à M. Walter Guevara, désigné à la présidence par le Congrès pour mettre fin à la confusion née des élections présidentielles du 1<sup>er</sup> juillet.
5. **INDONÉSIE** — Rupture d'un barrage dans l'état de Goudjeng. Le nombre de morts s'élève à quarante mille personnes.
6. **NIGÉRIE** — M. Raji Shelu Shagari est élu président de la République. Il prend ses fonctions le 1<sup>er</sup> octobre, après plus de treize ans de régime militaire.
7. **ÉTATS-UNIS** — M. Andrew Young, ambassadeur à l'ONU, est reconstruit de démissionner après sa rencontre avec un représentant de l'O.L.P., le 25 juillet, à New-York.
8. **FRANCE** — Le pétrole, acheté le 25 juin par

## SEPTEMBRE

1. **ESPACE** — Survol de Saturne par la sonde américaine Pioneer-11.
2. **CARABINES** — Le cyclone David ravage plusieurs îles des Petites Antilles. Mille six cents morts sont recensés en République Dominicaine. Le gouvernement français adopte, le 25, des mesures d'aides à la Martinique et à la Guadeloupe, où les dégâts s'élèvent à 900 millions de francs.
- 3-5. **BELGIQUE** — Au cours d'un colloque tenu à Bruxelles, M. Kissinger dit son doute la capacité des États-Unis à répondre à une attaque par surprise de l'U.R.S.S., contre leur système de fusées intercontinentales.
- 6-9. **SOMMET DES NON-ALIGNÉS À LA HAVANE** — Le président Tito vient à empêcher M. Fidel Castro de pousser les non-alignés dans le camp soviétique.
10. **AFRIQUE DU SUD** — Le ban-toutisme du Venda devient indépendant, bien que dépourvu de ressources et d'infrastructure.
11. **AFGHANISTAN** — Le premier ministre, M. Babrak Karmal, renverse le président Taraki, qui a été tué au cours du coup d'État. L'U.R.S.S. manifeste son soutien au régime.
12. **PROCHE-ORIENT** — Le gouvernement israélien autorise l'achat de terres dans les territoires occupés.
13. **SUÈDE** — Les partis « bourgeois » l'emportent d'un siège aux élections législatives sur la gauche : ils forment, le 12 octobre, un

gouvernement de coalition dirigé par M. Thorbjörn Fälldin.

14. **NORVÈGE** — Forte progression des conservateurs aux élections municipales.

15. **FRANCE** — Première rencontre au sommet F.C.-P.S. depuis 1978 : constatant la persistance de leur désaccord, les deux partis conviennent cependant de « favoriser les convergences qui pourraient se manifester sur le terrain ».

16. **FRANCE** — L'assassinat de Pierre Goldman est revendiqué par un groupe honneur de la police.

17. **CENTRAFRIQUE** — M. David Dacko s'empare du pouvoir avec l'appui de l'armée française. L'empereur Bokassa I<sup>er</sup>, jugé indésirable en France, reçoit, le 24, l'asile politique en Côte-d'Ivoire.

18. **CHINE** — Le parti communiste fait son auto-critique pour les « excès » de la révolution culturelle, à l'occasion du trentième anniversaire de la République populaire.

19-20. **VATICAN** — Voyage de Jean-Paul II en Irlande et aux États-Unis. À Drogheda, près de Dublin, le 20, le pape condamne la violence terroriste. À Chicago, le 5 octobre, il s'élève contre le divorce, l'homosexualité, la contraception et l'avortement.

21. **FRANCE** — Le général

Barrot lui a succédé, le 4, comme ministre de la santé et de la sécurité sociale.

22. **NICARAGUA** — Le général Somoza abandonne le pouvoir après sept semaines de combats qui ont provoqué la mort de 25 000 à 40 000 civils. Le 20, Managua en laisse la capitale à la « junte de reconstruction nationale », expression politique du Front sandiniste de libération nationale.

23. **FRANCE** — Signature de la Convention sociale de la sidérurgie destinée à atténuer les effets du plan de restructuration de décembre 1978 qui prévoit la suppression de vingt et un mille emplois.

24. **PROCHE-ORIENT** — Assassination à Cannes de Zohar Mohsen, membre de l'O.L.P. et chef de l'organisation palestinienne Al Fatah.

25. **ESPAGNE** — Triple attentat à Madrid revendiqué par l'ETA-pollito-militaire. L'émotion suscitée par les six morts et la tentative de brousse provoque une « auto-critique » de l'organisation séparatiste basque qui renonce à la « guerre des vacances » commencée le 26 juin.

26. **FRANCE** — Le général

Barrot lui a succédé, le 4, comme ministre de la santé et de la sécurité sociale.

27. **NICARAGUA** — Le général Somoza abandonne le pouvoir après sept semaines de combats qui ont provoqué la mort de 25 000 à 40 000 civils. Le 20, Managua en laisse la capitale à la « junte de reconstruction nationale », expression politique du Front sandiniste de libération nationale.

28. **FRANCE** — Signature de la Convention sociale de la sidérurgie destinée à atténuer les effets du plan de restructuration de décembre 1978 qui prévoit la suppression de vingt et un mille emplois.

29. **PROCHE-ORIENT** — Assassination à Cannes de Zohar Mohsen, membre de l'O.L.P. et chef de l'organisation palestinienne Al Fatah.

30. **ESPAGNE** — Triple attentat à Madrid revendiqué par l'ETA-pollito-militaire. L'émotion suscitée par les six morts et la tentative de brousse provoque une « auto-critique » de l'organisation séparatiste basque qui renonce à la « guerre des vacances » commencée le 26 juin.

## La révolution iranienne

Janvier

1. **M. Chapour Bakhtiar**, nommé premier ministre le 29 décembre 1978, présente son gouvernement au chah.
2. **Le chah et l'impératrice Farah** quittent l'Iran pour l'Égypte, puis s'installent successivement aux Bahamas et au Mexique.
3. **À Téhéran**, plusieurs millions de manifestants réclament la démission du gouvernement. De sa retraite à Xanqouh-le-Château, l'imam Khomeiny qualifie cette manifestation de « référendum populaire ».

pétroliers interrompus depuis décembre 1978. Leur volume est réduit de moitié.

2-11. — Des manifestations de femmes réclament le respect de leurs droits ont lieu dans plusieurs villes. Des hommes et des auteurs de violences sont arrêtés. Le 13, les premières élections pour motifs politiques ont lieu.

12. — Des incidents éclatent au Kurdistan. L'ayatollah Tehghani, le 22, des pourparlers avec les représentants du mouvement national kurde qui réclament un « gouvernement autonome ».

du Khouzistan. Un accord interviendra le 8 juin entre le chah et le minorité arabe de cette province et les autorités.

Juin

1. **Nationalisation du secteur bancaire** puis, le 25, des compagnies d'assurances et, au début de juillet, du secteur industriel.

Août

1. — L'élection de l'Assemblée de soixante-quinze experts chargée de la mise au point du texte définitif de la Constitution iranienne est entachée de nombreuses irrégularités.

le 3 novembre, un cessez-le-feu pour la durée des négociations.

Novembre

1. — Des étudiants islamiques réclament l'expulsion du chah, hospitalisé à New-York. Investissent l'ambassade américaine de Téhéran et prennent en otage le personnel diplomatique.
2. — M. Basargan, accusé de « complaisance » à l'égard des États-Unis, présente sa démission, et le conseil de la révolution prend en main les affaires de l'État.
3. — Le président Carter annonce l'arrêt des importations de pétrole iranien puis, le 14, le gal des avoirs officiels iraniens déposés dans des banques américaines.



(Dessin de PLANTU.)

Février

1. — Retour d'ayatollah à Téhéran de l'imam Khomeiny après quinze ans d'exil. Il annonce, deux jours plus tard, la formation d'un « Conseil de la révolution ».
2. — Le chef religieux charge M. Mehdi Basargan de former un cabinet provisoire et exige la démission du gouvernement « illégal » de M. Bakhtiar.
- 3-11. — Insurrection à Téhéran. M. Basargan s'installe au pouvoir le 12.
12. — Les premières peines de mort prononcées par les tribunaux islamiques sont immédiatement appliquées.

Mars

1. — Reprise des exportations

30-31. — 98 % des votants se prononcent pour l'instauration de la République islamique.

Avril

1. — Un cessez-le-feu est conclu au Kurdistan après des affrontements qui avaient commencé le 26 mars.
2. — L'ancien premier ministre du chah, M. Esvafer, est condamné à mort et exécuté.

Mai

1. — Le chah et l'impératrice Farah sont condamnés à mort par contumace. Depuis le début de la révolution, plus de deux cent cinquante exécutions ont eu lieu.
2. — Sanglants affrontements à Khouzistan, port pétrolier

Le Conseil de la révolution approuve une nouvelle loi restreignant la liberté de la presse.

Septembre

1. — L'armée pénètre à Mahabad, principale place forte de la rébellion kurde.
2. — À l'occasion d'un important remaniement ministériel, le gouvernement prend en main la gestion de l'industrie pétrolière.

Octobre

1. — L'imam Khomeiny charge quatre ministres de négocier un règlement au Kurdistan et fait suspendre les opérations militaires. Les deux principaux dirigeants kurdes prêtent, le 20, le serment.

Le Conseil de la révolution approuve une nouvelle loi restreignant la liberté de la presse.

Décembre

1. — Le référendum constitutionnel qui consacra la toute-puissance de l'imam Khomeiny donne lieu à des incidents dans plusieurs provinces. À Téhéran, capitale de l'Azerbaïdjan occidental, des combats opposent, du 5 au 10, les partisans de l'imam à ceux de l'ayatollah Chariat Madari, chef de file de la droite libérale.
2. — Le chah quitte les États-Unis pour l'île panaméenne de Contadora.

## OCTOBRE

1. **ÉTATS-UNIS-URSS** — Le président Carter annonce un renforcement du potentiel de défense américain dans les Caraïbes après un mois de tension provoquée par la présence d'une brigade soviétique à Cuba.
2. **PANAMA** — Entrée en vigueur du traité de libre-échange entre les zones du canal. Le transfert complet de souveraineté aura lieu en l'an 2000.
3. **U.R.S.S.** — M. Brejnev annonce le retrait de P.D. de vingt mille hommes et de mille chars, puis, le 8, « met en demeure » les membres de l'OTAN de renoncer à l'installation de missiles de théâtre en Europe.
4. **JAPON** — Recul des conservateurs aux élections législatives anticipées. M. Ohira reste cependant premier ministre et forme, le 8 novembre, le nouveau gouvernement.
5. **FRANCE** — « Le Canard enchaîné » affirme que M. Giscard d'Estaing a reçu des diamants offerts par Bokassa et que les archives confidentielles ont été transférées à l'ambassade de France à Bangui. Le président de la République, le 27 novembre, à la télévision et, après, à la radio, a déclaré que « l'État » aurait reçu, en « démenti catégorique et méprisant ».
6. **NATIONS UNIES** — M. Fidel Castro, président du Mouvement des non-alignés, annonce un « concours à New-York, où il se rend pour la première fois depuis 1968 ».
7. **AMNISTY INTERNATIONAL** — Un rapport, publié à l'occasion de l'Année de l'enfant, prouve que des enfants sont torturés dans vingt et un pays.
8. **CHINE** — M. Hua Guofeng, premier ministre chinois, commence à Paris sa première visite officielle en Europe occidentale.
9. **TURQUIE** — Démission de M. Bülent Ecevit, dont le Parti républicain du peuple a perdu la majorité aux élections partielles du 14. Le nouveau gouvernement, formé par M. Süleyman Demirel, chef du Parti de la justice, entre en fonction le 25 novembre.
10. **EL SALVADOR** — Un coup d'État militaire installe une junte de cinq membres — deux colonels et trois civils — qui met en place un gouvernement réformiste.
11. **PAKISTAN** — Le général Zia-ul-Haq, chef de l'État, annonce « sous des » les élections du 17 novembre et interdit toute activité politique. Plus de trois cents opposants sont arrêtés.
12. **CHINE** — M. Wei Jingsheng, l'un des principaux contestataires arrêtés du mouvement, est condamné à quinze ans de prison.
13. **FRANCE-ITALIE** — M. Francesco Cossiga, accusé de complicité dans l'assassinat d'Alde Moro, est

extradité à la suite de l'avis favorable par le 17 par la cour d'appel de Paris. M. Lanciauro pour les mêmes motifs.

14. **ISRAËL** — Le général Dayan démissionne pour protester contre la politique de M. Begin à l'égard des territoires occupés.

15. **TCHECOSLOVAQUIE** — Les lourdes peines infligées à l'ingénieur Petr Uhl, à l'écrou à Václav Havel et à quatre autres détenus des droits de l'homme suscitent de nombreuses protestations.

16. **FRANCE** — Grève des médecins contre les mesures de redressement financier de la Sécurité sociale décidées le 25 juillet.

17. **DANEMARK** — Malgré le poids des conservateurs, les sociaux-démocrates progressent aux élections anticipées : M. Anker Jørgensen (social-dém.) forme, le 28, un gouvernement minoritaire.

18. **ESPAGNE** — Les projets d'autonomie du Pays basque et de la Catalogne sont approuvés par 88 % des votants, mais 33 % des inscrits.

19. **FRANCE** — Le « projet socialiste » est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

20. **CORÉE DU SUD** — Le président Park Chung-hee est assassiné par le chef de la C.I.A. sud-coréenne.

21. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

22. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

23. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

24. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

25. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

26. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

27. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

28. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

29. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

30. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

31. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

32. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

33. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

34. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

35. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

36. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

37. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

38. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

39. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

40. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

41. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

42. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

43. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

44. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

45. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

46. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

47. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

48. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

49. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

50. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

51. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

52. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

53. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

54. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

55. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

56. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

57. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

58. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

59. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

60. **FRANCE** — Le projet socialiste est adopté à l'unanimité par les instances dirigeantes du P.S.

## NOVEMBRE

1. **FRANCE** — Jacques Mesrine est tué par la police à Paris. Il était recherché depuis dix-huit mois pour divers méfaits commis après son éviction de la prison de la Santé.
2. **GRANDE-BRETAGNE** — Répartition du « Times » après cinquante semaines de suspension, due à un conflit social.
3. **FRANCE** — M. Giscard d'Estaing confirme M. Barre dans ses fonctions en lui fixant un programme d'action pour six mois.
4. **BOLIVIE** — Le Congrès élit Mme Lidia Gueiler présidente de la République par intérim après avoir refusé son soutien au colonel Natusch, auteur d'un coup d'État le 1<sup>er</sup>.
5. **AFGHANISTAN** — Une liste de douze mille prisonniers politiques, morts dans les prisons, est publiée par les autorités.
6. **FRANCE** — M. Giscard d'Estaing présente, à Maastricht, un plan décennal pour le Grand-Sud-Ouest.
7. **ARABIE SAOUDITE** — La grande mosquée de La Mecque est investie pour plusieurs jours par des intégristes musulmans hostiles au régime. Le bilan des combats est de cent trente-cinq morts, dont soixante-quinze saoudiens, et cent soixante-dix prisonniers.
8. **SARAH OCCIDENTALE** — L'Assemblée générale des Nations unies condamne l'occupation des territoires marocains et recommande l'autodétermination. L'O.A. avait déjà proposé, le 30 juillet, un référendum sur l'indépendance du pays.
9. **U.R.S.S.** — M. Nicolas Tikhonov, premier adjoint de M. Alexia Kosyguine, malade depuis la mi-octobre, est élu à soixante-quatorze ans membre du bureau politique.
10. **TURQUIE** — Jean-Paul II, au cours de son « premier voyage ecclésiastique », rencontre le patriarche orthodoxe Dimitrios I<sup>er</sup>.
11. **C.E.E.** — Rebut du conseil européen de Dublin : la discussion sur la réduction de la participation britannique au budget communautaire est reportée au mois de février.

## DÉCEMBRE

1. **PORTUGAL** — Victoire de la droite aux élections législatives. Le P.S. subit un net recul. M. Francisco Sá Carneiro sera chargé de former le gouvernement.
2. **CHINE** — Le « mur de la démocratie » est érigé au centre de Pékin : l'interdiction des drapeaux anonymes réveille les limites de la libéralisation.
3. **OTAN** — L'implantation de missiles de théâtres américains en Europe est acceptée par les pays membres de l'Alliance, à la suite du renforcement du potentiel militaire du pacte de Varsovie.
4. **C.E.E.** — L'Assemblée européenne rejette le budget de 1980. Opposés à la politique agricole commune, les parlementaires cherchent à faire passer une motion de censure des ministres des Neuf.
5. **CANADA** — La Cour suprême déclare inconstitutionnelle la loi faisant du français la seule langue officielle du Québec.
6. **CANADA** — Démission du cabinet conservateur de M. Joe Clark après le vote d'une motion de censure. Des élections anticipées auront lieu le 18 février 1980.
7. **VATICAN** — La congrégation romaine pour la doctrine de la foi déclare que le « professeur Hans Küng ne peut plus être considéré comme un théologien catholique ».
8. **FRANCE** — Les parlementaires rendent définitive la loi de 1975 sur l'avortement malgré l'opposition d'un grand nombre d'élus de la majorité.

Investie pour plusieurs jours par des intégristes musulmans hostiles au régime. Le bilan des combats est de cent trente-cinq morts, dont soixante-quinze saoudiens, et cent soixante-dix prisonniers.

9. **SARAH OCCIDENTALE** — L'Assemblée générale des Nations unies condamne l'occupation des territoires marocains et recommande l'autodétermination. L'O.A. avait déjà proposé, le 30 juillet, un référendum sur l'indépendance du pays.

10. **U.R.S.S.** — M. Nicolas Tikhonov, premier adjoint de M. Alexia Kosyguine, malade depuis la mi-octobre, est élu à soixante-quatorze ans membre du bureau politique.

11. **TURQUIE** — Jean-Paul II, au cours de son « premier voyage ecclésiastique », rencontre le patriarche orthodoxe Dimitrios I<sup>er</sup>.

12. **C.E.E.** — Rebut du conseil européen de Dublin : la discussion sur la réduction de la participation britannique au budget communautaire est reportée au mois de février.

13. **PORTUGAL** — Victoire de la droite aux élections législatives. Le P.S. subit un net recul. M. Francisco Sá Carneiro sera chargé de former le gouvernement.

14. **CHINE** — Le « mur de la démocratie » est érigé au centre de Pékin : l'interdiction des drapeaux anonymes réveille les limites de la libéralisation.

15. **OTAN** — L'implantation de missiles de théâtres américains en Europe est acceptée par les pays membres de l'Alliance, à la suite du renforcement du potentiel militaire du pacte de Varsovie.

16. **C.E.E.** — L'Assemblée européenne rejette le budget de 1980. Opposés à la politique agricole commune, les parlementaires cherchent à faire passer une motion de censure des ministres des Neuf.

17. **CANADA** — La Cour suprême déclare inconstitutionnelle la loi faisant du français la seule langue officielle du Québec.

18. **CANADA** — Démission du cabinet conservateur de M. Joe Clark après le vote d'une motion de censure. Des élections anticipées auront lieu le 18 février 1980.

19. **VATICAN** — La congrégation romaine pour la doctrine de la foi déclare que le « professeur Hans Küng ne peut plus être considéré comme un théologien catholique ».

20. **FRANCE** — Les parlementaires rendent définitive la loi de 1975 sur l'avortement malgré l'opposition d'un grand nombre d'élus de la majorité.

21. **PORT**



# Le Monde

## DE L'ECONOMIE

### LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1979

Un bilan établi par François Renard, André Dessot et Patrice Claude.  
Graphiques dessinés par Robert Segond et Jean-Michel Solves

## Le poids du pétrole

**B**AROMETRE des économies, les Bourses des valeurs du monde entier ont fidèlement enregistré les secousses successives du pétrole, essayant d'évaluer, au fur et à mesure, les conséquences de la hausse vertigineuse des prix du « brut ». Parallèlement, elles ont eu à subir la formidable ascension des taux d'intérêt telle que le monde financier n'en avait jamais connu.

Logiquement, les cours des actions auraient dû fortement baisser, comme cela s'est produit, et avec quelle ampleur, à l'automne 1979, lorsque le monde occidental commença à ressentir durement les premières morsures d'une crise qui se prolonge. De même, un niveau élevé des taux d'intérêt, qui alourdit les frais financiers et diminua l'attrait pour les distributions de dividendes, n'a jamais constitué un dopant pour les Bourses de valeurs, bien au contraire.

Eh bien ! non seulement il n'y a pas eu d'effondrement, comme certains le redoutaient, mais encore certains marchés ont enregistré d'honorables performances. Certes, Düsseldorf a perdu 12 %, de même que Londres, déçu par les premières décisions du nouveau

cabinet conservateur, et Amsterdam s'est enfoncée dans la grisaille (- 6 %). Mais Tokyo a réussi à finir l'année avec un léger gain (+ 2 %), ainsi que Zurich (+ 3 %). Sur le plus grand marché au monde, New-York, la redoutable conjonction d'une inflation à deux chiffres et d'une politique monétaire très sévère n'a pu, en dépit d'une formidable secousse au début de l'automne, annuler complètement les quelques gains enregistrés auparavant, de sorte que l'année s'y termine sur une progression légère (+ 5 %).

Certes, les pronostics sur l'évolution des économies en 1980 ne sont guère encourageants. Selon tous les augures, officiels et officieux, l'ombre de la récession ou de la stagnation plane déjà sur les Etats-Unis et risque de s'étendre sur l'Europe à partir du second semestre. Mais il semble que les milieux financiers, qui mangent toujours le pain du lendemain, aient déjà anticipé une bonne part de ces tristes prévisions. Sans doute, personne ne compte plus sur une reprise de l'expansion, mais personne n'attend vraiment un fléchissement profond.

Sous les chocs répétés que subit l'Occident, il semble qu'une certaine philosophie vienne atténuer le pessimisme des Cassandra.

Le comportement de la Bourse de Paris en donne la meilleure illustration. Avec ses 17 % de hausse, qui succèdent au bond de 50 % enregistré en 1978, et font plus que compenser l'inflation, notre place a accompli une véritable performance. A l'automne, la progression avait même atteint 30 %, dans un optimisme qui contrastait étrangement avec un environnement mondial particulièrement menaçant. Rien n'a pu y faire, ni la dégradation du climat social en début d'année, ni les événements d'Iran, ni les pronostics de ralentissement exprimés en juin (mais démentis en novembre), ni l'effacement formidable de la facture pétrolière, ni les dissensions au sein de la majorité politique, ni l'ascension irrésistible de l'or, concurrent dangereux des placements en actions, ni le retour en grâce de l'immobilier, autre concurrent redoutable. Tout se passe comme si la France devait traverser la crise en lui payant un tribut supportable et que la Bourse pour suivre le réajustement amorcé depuis dix-huit mois.

Le fait est que l'exercice 1979 aura été assez brillant et même davantage pour les sociétés françaises. La libération des prix industriels accordée au cours de l'année précédente a pu

jouer à plein, et la restructuration des groupes, que la proximité des élections législatives avait retardée, s'est poursuivie activement, de sorte que la trésorerie des entreprises s'est nettement améliorée, avec des résultats globaux plus satisfaisants, le redressement étant même spectaculaire pour certains groupes précédemment maltraités, comme P.U.K. Les boursiers comptent donc sur une majoration des dividendes distribués en 1980 au titre de 1979, ce qui permettra, au moins, de compenser l'érosion monétaire.

Pour faire bonne mesure, ajoutons-y les achats d'actions pour bénéficier de la déduction fiscale de 5 000 F au titre de la loi Monory, qui ont notablement soutenu la conjoncture boursière en 1979, comme ils l'avaient fait en 1978, et comme ils le feront sans doute en 1980. Ce genre de stimulant a manifestement réussi, au point que son succès éveille l'intérêt à l'extérieur de nos frontières, notamment aux Pays-Bas. Quant à l'année qui vient, avec sa menace de ralentissement, paradoxalement, elle n'effraie pas : certains, évoquant la reprise des investissements qui se dessine depuis la fin de l'été, envisagent même qu'elle pourrait être point trop mauvaise, la France s'engageant, avec un certain retard, sur la voie du « redéploiement ». C'est le pari qu'a fait la Bourse de Paris en 1979 : il n'est pas sûr qu'elle le perde en 1980.

## PARIS : mieux que l'inflation

**P**LUS de 17 % de hausse du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, avec même une pointe à près de 30 % au début d'octobre, les transactions ont augmenté de plus de 11 %, donc égales ou supérieures au taux d'inflation : l'année 1979 n'aura pas été mauvaise, loin de là, pour la Bourse de Paris, surtout après une année 1978 qui avait été marquée par une formidable explosion des cours (+ 50 %) et des transactions (+ 85 %).

Elle doit même être considérée comme assez exceptionnelle si on la compare aux autres places financières, comme on l'a vu, et cela malgré les hausses successives du pétrole annoncées à partir de juin.

Comme la précédente, mais à un bien moindre degré, l'année 1979 commence plutôt mal. Les conflits sociaux ont empêché de s'aggraver, notamment dans la

sidérurgie, où l'annonce du plan de restructuration, et des milliers de suppressions d'emplois qui en découlent, soulevaient l'inquiétude et la colère en Lorraine et dans le Nord. Les mesures de chômage partiel prises dans l'industrie automobile créent un malaise au point que le cours de l'action Peugeot-Citroën fléchit fortement.

Enfin, le flot des achats en déduction d'impôt au titre de la loi Monory est brusquement tari après le déclin de fin d'année, juste avant la date limite. Brochant sur le tout, l'annonce, la première, d'une majoration du prix du pétrole par deux entrées du Golfe, alourdit l'atmosphère. Le 15 février, à l'issue de la plus mauvaise semaine depuis un an, la baisse moyenne des cours dépasse 8 % : l'ordre d'une crise se profile sur la Bourse, et les orga-

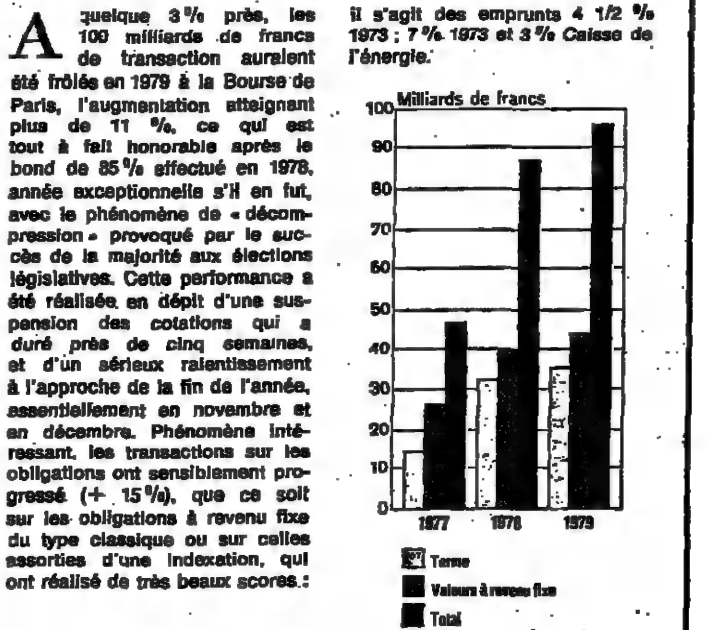
nismes de placement institutionnels, les fameux « gendarmes », ont fort à faire pour freiner l'émigration « Si la situation sociale s'améliore et si la situation en Iran veut bien s'apaiser, le Boursier peut gagner entre 15 % et 30 % cette année », a beau proclamer M. Yves Flornoy, le syndic des agents de change, l'optimisme s'est évanoui. Et pourtant, le syndic, finalement, aura raison, en dépit de l'ira.

A peine le marché a-t-il commencé à faire preuve d'une timide résistance que le conflit rituel entre les agents de change et leurs employés, surtout de leur chambre syndicale, éclate et se durcit. En onze ans, les cotisations ont été suspendues onze fois, pour des durées très variables. Cette fois-ci, la suspension va durer près de cinq semaines, les négociations s'achoppant sur le versement de primes supplémentaires et, en fait, comme toujours, sur le montant de la participation aux bénéfices attribuée aux employés. Après de nombreuses péripéties donnant lieu notamment à l'occupation de certains locaux et à une appli-

caution du « service minimum » par les agents, qui recueillent l'été la fête continue, le havre de tranquillité prospère dans un océan d'incertitudes, que ce soit sur la conjoncture à la rentrée, la situation en Iran ou aux Etats-Unis.

A la réouverture du palais Brongniart, en dépit de la longue semaine d'incapacité, peut-être même à cause d'elle, le climat s'est quelque peu amélioré. Il faut dire que l'un des « moteurs » du marché en 1979 a commencé à fonctionner à pleine puissance : il s'agit des valeurs de pétrole, dont les performances vont défrayer la chronique boursière jusqu'à l'automne inclusivement. En même temps s'amorce le mouvement de hausse de l'or qui, lui, va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année, en liaison avec la reprise de l'inflation. Puis nou-

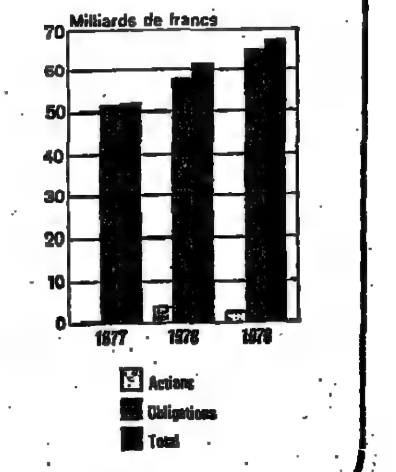
### Les transactions : une activité satisfaisante



### Les émissions : les obligations en flèche

**E**N ce qui concerne les émissions, l'année 1979 n'a guère rassemblée la précédente. Les augmentations de capital par appel public à l'épargne, qui avaient été très importantes en 1978, notamment au second semestre, dépassant 4 milliards de francs contre 0,5 milliard en 1977 — un véritable réveil ! — ont notablement régressé, n'atteignant que 2,8 milliards de francs et même bien moins si l'on fait abstraction des 800 millions de francs souscrits au bénéfice de la société nationalisée Générale Maritime. C'est qu'en 1978 la plupart des grands groupes en état de lancer un appel à leurs actionnaires du fait d'une situation plénière ou partiellement satisfaisante, avaient fait : C.G.E., Française des Pétroles, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, L'Oréal, Lafarge, Ferodo, Machines Bull, C.S.F. Rhône-Poulenc, en revanche, et Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.), qui auraient besoin de le faire, attendaient des jours meilleurs.

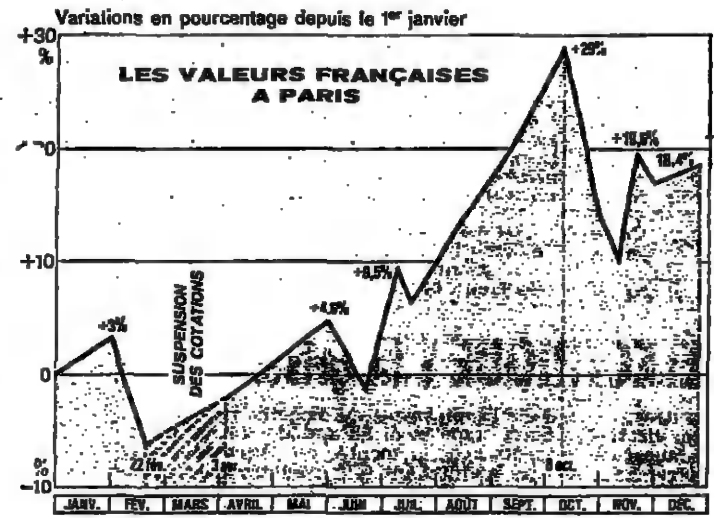
Cette année, forte du redressement de sa situation, Rhône-Poulenc a augmenté son capital à hauteur de 478 millions de francs, mais en fin d'année seulement, et P.U.K. a retardé cette opération faute de n'avoir pu résoudre le problème du sort de sa filiale défective Ugine-



### LES INDICES DE LA BOURSE DE PARIS

Institut national de la statistique  
(Base 100 : 29 décembre 1972)

Compartiments	30 déc. 1978	Prix hausse 1979	Prix bas 1979	31 déc. 1979	Diff. en %
Indice général	100,0	128,5	105,8	128,5	+ 28,5
Assurances	122,2	235,9	167,2	235,9	+ 93,7
Banques et sociétés financières	90,8	105,5	95,3	97,1	+ 7,3
Sociétés financières	90,8	143,7	94,2	135	+ 44,9
Sociétés d'investissement et de portefeuille	118,9	143,6	118,9	131	+ 12,1
Agriculture	97	141,1	95,6	130,8	+ 33,8
Alimentation, brasseries, distilleries	107,3	132,8	102,3	122,3	+ 15,0
Automobiles, cycles et leurs équipements	142,7	137,9	83,5	80,9	- 57
Bâtiment, matériaux, construction, travaux publics	127	162,7	121,4	145,7	+ 14,7
Caoutchouc (industrie et commerce)	70,3	73,3	61,7	61,7	+ 12,2
Carrières salines, charbon	101,7	127,1	100,1	116	+ 14,3
Constructions mécaniques et navales	96,2	130,9	95,9	119	+ 23,7
Hôtels, casinos, thermal	141,1	174,4	136	162,3	+ 15
Imprimerie, papeterie, cartons	89,6	87,1	72,9	83,2	+ 3,2
Magasins, comptoirs d'exportation	97,1	106,8	91,3	97,6	+ 8,7
Matériel électrique	122,1	149,5	120,3	133,9	+ 11,8
Métallurgie	49,2	53	38,3	45,4	+ 12,9
Mines métalliques	85,2	122,9	82,9	104,6	+ 22,9
Pétroles et carburants	86,4	197	85,3	173,8	+ 101,2
Produits chimiques	145	182	137,6	163,9	+ 14,4
Services publics et transports	100,9	110,7	90	106,9	+ 5,9
Textiles	126,8	129,3	112	115,1	+ 9,2
Divers	128,7	155,8	121,5	147,1	+ 14,3
Valeurs étrangères	100,9	141,1	103,1	140,2	+ 38,9
Valeurs à revenu fixe ou indexé	130,9	166,7	138,7	166,7	+ 26
Rentes perpétuelles	50,8	57,7	45,4	45,4	+ 16,9
Rentes amortissables, fonds garantis	215,6	330,7	217,5	330,7	+ 53,4
Secteur industriel public à revenu fixe	80,9	100,1	83,2	83,2	+ 5,5
Secteur industriel public à revenu indexé	305,1	335,1	304,2	335,2	+ 55,4
Secteur libre	110,1	111,3	102,4	102,4	- 7
Indices généraux (base 100 en 1949)					
Valeurs à revenu fixe ou indexé	243,4	292,5	244,5	292,1	+ 20
Valeurs françaises à revenu variable	750,5	858,9	733,2	878,7	+ 15,7
Valeurs étrangères	715,5	1 042,5	752	1 035,2	+ 38,9
Cie des agents de change (base 100 : 29 décembre 1967)	745,5				
Indice général	87,8	112,4	82,4	104	+ 18,4
Produits de base	52,5	107,4	50,7	98,2	+ 85,9
Construction	125,9	149,7	112,5	135,1	+ 9,9
Biens d'équipement	88,2	119,5	84,1	101,5	+ 15,1
Biens de consommation durables	130,6	129,1	85,3	90,7	- 30,5
Biens de consommation non durables	88	93,9	77,5	79,6	- 9,5
Biens de consommation alimentaires	97,9	119	89,7	104,9	+ 7,1
Services	138	157,1	130,5	147,5	+ 5,4
Sociétés financières	101,8	116,9	96,1	111	+ 9
Sociétés de la zone franc					
exploitant principalement à l'étranger	197,7	210,5	188,5	194,2	+ 1,5
Valeurs industrielles	77,1	107,1	71,4	95,5	+ 25,2
Bourses régionales	108,2	134,6	107,7	130,4	+ 20,5



Le 8 octobre, le plus haut niveau de l'année est atteint, avec près de 30 % de hausse sur le niveau du 1<sup>er</sup> janvier et une nouvelle avance des pétroles sur des découvertes en Afrique ; apparemment, M. Flornoy a gagné son pari. Réalisant la robe Tarpéenne est proche du Capitole, l'annonce d'une augmentation de 10 % du prix du pétrole koweïtien, surtout, la véritable chute de la Bourse de New-York sur des mesures draconiennes de resserrement, du crédit déclenchant une violente tempête à la Bourse de Paris, où l'indice perd près de 8 % en trois jours : on n'avait pas vu cela

depuis le « septembre noir » de 1974 ! Les opérateurs se hâtent de prendre leurs bénéfices sur un marché qui était devenu vulnérable, et la baisse se poursuit malgré les interventions des « gendarmes » : « le ressort est cassé », entend-on autour de la corbeille. Brusquement, l'environnement apparaît menaçant aux boursiers, notamment la hausse des taux d'intérêt, amorcée depuis plusieurs mois, et qui s'amplifie à une cadence inconnue jusqu'alors. Des rumeurs courent sur le départ de M. Flornoy, démenties par la suite. La doute succède à l'espoir, pendant que la facture pétrolière



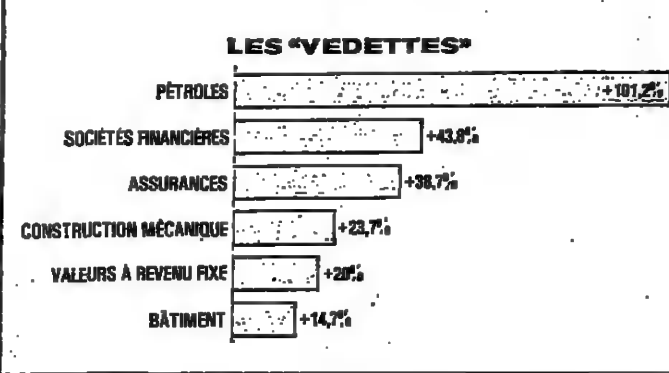
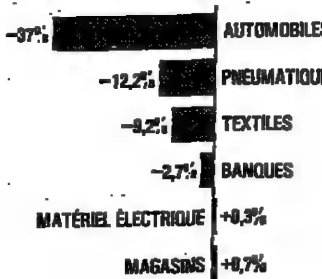
## Le pétrole en flèche

Plutôt défavorisés en 1979 avec une hausse de 29 % en regard d'une hausse moyenne de près de 80 %, les pétroles ont littéralement « flambé » en 1979, l'indice du compartiment ayant doublé.

C'est cette formidable progression qui a « tiré » l'indice général, car les performances des autres secteurs ont été beaucoup moins brillantes. Seules exceptions, les sociétés foncières qui bénéficient de la reprise de l'immobilier, les assurances avec la libération des tarifs, les constructions mécaniques, en pleine réorganisation, et le compartiment des obligations, grâce à l'indexation attachée à certains titres (or, énergie).

L'année a été grise pour les magasins, le matériel électrique, et franchement mauvaise pour le textile et, surtout, le compartiment automobile-pneumatique, très favorisé en 1979, il est vrai.

### LES "MALTRAITÉS"



## AUTOMOBILES : la lanterne rouge

N'OMME l'un des « déshérités » de 1979, le compartiment des automobiles n'est pas sorti de la lanterne rouge avec un retard considérable sur les autres secteurs.

L'action Peugeot-Citroën, une des six entrant dans la composition de l'indice ISEQ, a été la plus mauvaise de la Bourse, mais, qui plus est, la plus mauvaise avec un retard considérable sur les autres valeurs.

L'action Peugeot-Citroën, une des six entrant dans la composition de l'indice ISEQ, a été la plus mauvaise de la Bourse, mais, qui plus est, la plus mauvaise avec un retard considérable sur les autres valeurs.

De tout cela, la Bourse en a conclu que Peugeot-Citroën s'appuyait à souffrir terriblement. Et l'action a chuté, après sa hausse fulgurante de 1978.

Le marché a pu encore valablement brûler son idéal, mais il a moins confiance désormais.

D'autres déconvenues ont aussi coûté cher au compartiment, celle des Cycles Peugeot, en particulier, dont le titre a été affecté par la mauvaise conjoncture dans le cyclisme liée en partie à l'obligation de port du casque.

Pire encore, la Bourse a été déçue, après la baisse en janvier 1979, de ses résultats en 1978, et malgré les solides espoirs fondés par ses dirigeants sur une amélioration des résultats pour 1979, le titre a en quelque sorte fait un « travail de dégel ». Bonnes prévisions, les opérations ont manifestement attendu de voir comment le groupe parviendrait à digérer ses récentes acquisitions, une crise de croissance ne pouvant à leur yeux jamais être totalement évitée.

Finalement, Solex a été la seule valeur à faire des étincelles malgré des résultats médiocres. Mais c'est surtout son entrée dans le groupe Matra, devenu au début de l'automne son principal actionnaire (le Monde des 23 et 31 octobre), qui a séduit la Bourse. Avec un tel talent, dont les ambitions dans l'électronique ne sont pas mineures, Solex, qui figure parmi les principaux fabricants mondiaux de carburateurs et régle pratiquement en maître dans l'équipement des motos, a dûment mérité, notamment par le biais de l'indexation, d'être classé en tête.

Satellite de l'automobile en qualité d'équipementier, l'industrie des pneumatiques, essentiellement Michelin et sa filiale Rhône-Poulenc, a été sérieusement éprouvée et pas seulement par la mauvaise conjoncture.

Malgré la hausse de son chiffre d'affaires, la vieille dame de Clermont-Ferrand, affectée par des efforts d'investissement — en vue des bénéfices stagner en 1979 encore et probablement aussi en 1978, la médiocrité persistante de sa rentabilité, plus élevée cependant que celle de ses grands concurrents internationaux, lui a quand même coûté son statut. Pour le C.C.F., la sortie du tunnel serait proche. Mais la Bourse, visiblement, n'en a pas encore tenu compte.

Cela a été pis encore pour Rhône-Poulenc. Directeur d'activités dans la région parisienne (cinq cents emplois), le groupe, de plus, a vu ses bénéfices d'exploitation se creuser, qui, de 1974 à 1978, sont passés de 2,7 à 10,7 millions de francs pour totaliser 263 millions, soit deux fois son capital. Pour couronner le tout, la firme a été prise sous le feu de l'union fédérale des consommateurs qui a porté plainte contre X... pour homicide et blessures volontaires à la suite des accidents qu'aurait occasionnés ses pneus V 18 et V 12. La pente sera dure à remonter.

Valeurs	Fin 1978	Fin 1979	Plus haut	Plus bas
Chausson	67	78	85	57
Cycl. Peugeot	458	458	458	288
Pneumat. Rhône-P.	468,10	310	320,50	320,50
Peugeot-Citr.	489	481	250	235
Obliq. conv. 6%	398	398	325,10	325
Peugeot	268	20	12,20	15,25
Kléber	56,50	75	54,30	70,30
Michelin	1221	1230	795	860
Obliq. conv. 3%	610	555	545,20	545,20
Matrobec	58,20	51,30	42	71,20
Rhône-Poulenc	79	74	60	60
S.E.V.	70,40	55	60	60
Solex	80	233,50	75	182

## ALIMENTATION : conjoncture assez bonne

LES grandes manœuvres de concentration entreprises en 1978 par les grandes surfaces en vue de pallier l'insuffisance des permis de construire se sont poursuivies durant l'année écoulée, mais sur une plus petite échelle. Ainsi, deux opérations vraiment majeures ont eu lieu.

La première a concerné Coirade, dans l'orbite des Docks de France, et la seconde Goulet-Turpin, parti grossier le groupe Promodes (Hypermarchés Continent), qui en a pris le contrôle (70 %) au nez et à la barbe de Félix Potin. Promodes, dont l'on a beaucoup parlé à ce sujet tout au long de l'année, a fait une entrée très remarquée en Bourse, où ses titres ont été admis le 17 octobre dernier, devenant ainsi le premier distributeur à figurer sur la liste des sociétés cotées.

Promodes, ce n'est pas rien, puisque, avec un chiffre d'affaires consolidé d'environ 7 milliards de francs, le groupe arrive à la troisième place en France pour la distribution, derrière Carrefour et Casino, et à la troisième aussi, mais à l'échelle mondiale, pour son activité dans le commerce de gros, derrière deux firmes américaines.

L'autre événement de l'année a été constitué par l'affaire Viniprix. Quelque temps après avoir annoncé une distribution gratuite d'actions, les dirigeants du groupe révélaient que celui-ci avait perdu de l'argent, beaucoup d'argent, en 1978 et que, en conséquence, le service du dividende serait suspendu. La nouvelle provoqua, l'on s'en doute, une très vive émotion à la Bourse de Paris. A telle enseigne que la société se crut obligée de donner des explications. Il eût mieux valu à la limite qu'elle se taise, ses explications embarrassées, du type « Vous connaissez à une erreur de l'ordinateur », puis « La filiale SAVCO continue à générer des pertes », contri-

Valeurs	Fin 1978	Fin 1979	Plus haut	Plus bas
Bégla-Say	118	160	111,10	132,50
BSN Gerv. Da.	580	1018	451,50	833
Carrefour	1880	2018	1594	1882
Casino	1400	1558	1234	1435
Gén. Occid.	273,50	335	249	276
Guy. et Gm. (1)	386	460	285	310
Martell	450	572	439	485
Moët-Hennessy	355	427	432,50	501
Mumm	428	510	389	470
Onida	—	—	—	—
et Caby (2)	188	219,50	162,50	164,50
Bernard-Ricard	314,50	334	294	287
Perrier	207,50	381	251,50	274
Radar	475,10	585	446	549
St-Louis	109,50	109	101	121
S.I.A.S.	250	468	221	261
Viaprix (3)	735	944	689	150
Viaprix (3)	382	465	389	394
Vestis	8320	8590	3150	8760

## BANQUES : médiocre

EN flèche l'an dernier après les élections à la présidence de la République, l'hypothèque « nationalisée » qui pesait sur elles, les banques ont été médiocrement traitées en 1979. La sévérité de l'encadrement du crédit, qui limite l'expansion des chiffres d'affaires alors que les frais généraux s'accroissent rapidement, a freiné la progression de leurs résultats. En outre, la hausse brutale du dollar, à la suite de quelques perturbations dans certains comptes d'exploitation.

Les performances ont donc été bien peu brillantes, une remarquable exception étant constituée par le Crédit commercial de France, qui a lancé une campagne de vente de ses actions à ses propres clients assez originale, avec des résultats probants. Un événement a été constitué par la cession à la banque britannique de Midland du contrôle de la B.C.T. par l'immobilière construction de Paris (groupe Alphonse). Cette cession avait initialement été consentie au groupe Emap-Schneider, qui avait abandonné son option. Le nouvel acqué-

Valeurs	Fin 1978	Fin 1979	Plus haut	Plus bas
Ball Equip.	260	233,50	217	234
B.C.T.	135	170	147	124,50
Banque	—	—	—	—
Compt. Ind.	183,38	199,08	148,58	152,90
Compagnie	—	—	—	—
Banque (1)	493,50	485	329	176
C.C.F.	127,50	176	125,50	175
C.L.C.	446,70	573	429	344
Créd. com. F.	74,90	68,70	55,85	58,70
Fin. Paris	212	245	201,50	232
Locafinance	245	253	185	197
Leclercq	415	498,28	396	410
Prêtat	627	650	465	622
U.C.B. (2)	228,50	277,50	170	176

## MATÉRIEL ÉLECTRIQUE : la grisaille

COMME beaucoup d'autres, le compartiment du matériel électrique s'est fait lui aussi distancer en 1979, après son excellente performance de l'année précédente, puisqu'il a rétrogradé de quatrième place à la huitième place avec un score à peu près nul. Mais faut-il s'en étonner ? De grandes inégalités ont en effet pu être observées dans les secteurs d'activité. Les affaires ont ainsi bien marché dans l'industrie des composants et de l'électronique professionnelle, moyennement dans le gros matériel électrique et plutôt mal dans la branche des biens de consommation. Cependant, prise de façon plus globale, la conjoncture n'a pas été vraiment porcelaine. Très ralentie durant les cinq premiers mois, le rythme des ventes s'est brusquement accéléré pendant l'été, pour diminuer ensuite et se stabiliser jusqu'à la fin de l'année. De ce fait, la plupart des valeurs cotées ont terminé l'année en dessous de leurs niveaux du 20 décembre 1978.

Cinq d'entre elles ont néanmoins fait exception.

Matra en premier lieu, bien sûr, vedette incontestée et incontestable, dont on a encore beaucoup parlé, évoquant son appétit grandissant dans l'électronique. Cet appétit s'est tout d'abord illustré par l'alliance conclue avec le fabricant américain de composants Elvaco. Une nouvelle société est née de cette alliance, qui sera bientôt dotée d'une fabrique de circuits intégrés.

Deuxième épisode du développement tentaculaire du groupe : sa prise de participation de 25,5 % dans Jaeger, obtenue par désinvestissement par celui de son principal actionnaire, l'allemand VDO Schindler, et la revente par Elvaco de ses titres (10 %). Manifestement insatiable, Matra devait ajouter, un peu plus tard, trois nouvelles filiales à sa couronne. Jaz, dont 37 % du capital étaient rachetés au groupe Emap-Schneider, la société Depasse, premier fabricant européen de postes téléphoniques, puis Solex.

Matra a pris de sérieuses options, tant dans l'horlogerie, où par Jaz, il détient en plus la minuscule de blocs chez Yema, que dans la téléphonie et

Valeurs	Fin 1978	Fin 1979	Plus haut	Plus bas
Alstom-Atl.	63,30	62,50	56,10	62,40
C.E.M.	49	71	50	52
C.E.R.	488	422	330	338
Ch-Alcatel	894	1240	981	1045
C.S.F.	394	458	345	459
Jeumont Ind.	142	171	122	141,50
Legrand (1)	1995	2641	1250	1254
Matériel télép.	1160	1430	825	827
Matra	5390	9150	6800	7410
Mot. Leroy Som.	710	840	608	821
Matériel Bull	5110	76,90	50,50	54,10
Westing.	122	152	77	75
P.M. Labinal (2)	133	289,50	121,10	121
Radio-technique	429	480	301	391,50
S.E.S.	580	588	280	227
Signaux	790	860	680	680
T.E.T.	844	883	650	715
Th. Renard	249	273	185,10	198

## L'OR ET SES MINES : une année explosive

DEVANT la montée des pétroles de toute sorte, l'or s'est remis à bouillonner en 1979 et, parti de 220 dollars l'once, a atteint par étapes successives et rapides le cours intégré mais aussi incroyablement de 515 dollars. Quel fut son ? Quant en novembre 1977, M. Franz Pick, l'expert américain bien connu, affirmait que le métal jaune, un jour, vaudrait 600 dollars voire 700 dollars l'once, conséquence inévitable selon lui de la dépréciation du billet vert (82 % en trente-sept ans à l'époque), il n'avait rencontré qu'une indifférence polie. Pour tout dire, personne ne l'avait pris au sérieux.

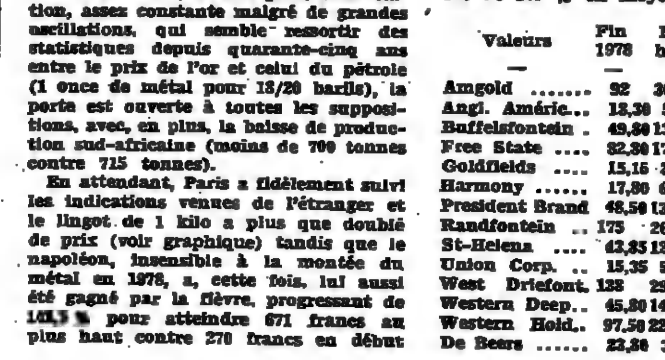
L'année, il est vrai, marquée par la crise iranienne et ses incessants rebondissement, a été en plus fertile en événements propres à faire valoir le dollar et à faire baisser les cours de l'or, l'éclatement détonnant ayant été le doublement du prix du pétrole en un an.

Le métal jaune n'a pas monté, il a galopé, menant l'année durant un véritable train d'enfer, pulvérisant mois après mois tous ses records : pour finalement franchir la barre des 500 dollars en fin d'année, se grand d'un Américain, franchissant par étapes la démonstration. Le Trésor des États-Unis a bien tenté de freiner cette ascension en accélérant le rythme de ses ventes de monnaie métallique, puis en procédant à partir du mois de novembre d'un déstockage de ses réserves de métal précieux. Mais les nouvelles et considérables quantités d'or mises ainsi sur le marché (près de 500 tonnes au total en incluant celles provenant des ventes de F.M.I., soit 100 tonnes de plus que la production sud-africaine), la spéculation, apparemment impossible à contrôler, n'a pas permis de freiner la hausse, après chaque arrêt ou chaque baisse, reprenant son ascension à une allure toujours plus rapide.

Bref, ce que M. Franz Pick subodorait est tout bonnement en train de se réaliser devant nos yeux. A Chicago, de fait, la barre des 600 dollars vient d'être franchie à l'échelle la plus lointaine, rendant possibles toutes les hypothèses. Si l'on se réfère, d'un autre côté, à la relation, assez constante malgré de grandes fluctuations, qui semble ressortir des statistiques depuis quarante-cinq ans entre le prix de l'or et celui du pétrole (1 once de métal pour 12/25 dollars), la porte est ouverte à toutes les spéculations, avec, en plus, la baisse de production sud-africaine (moins de 700 tonnes contre 715 tonnes).

En attendant, Paris a fidèlement suivi les indications venues de l'étranger et le lingot de 1 kilo a plus que doublé de prix (voir graphique) tandis que le sapin, insensiblement à la montée du métal en 1978, a cette fois, lui aussi gagné par la flèche, progressant de 10,3 % pour atteindre 671 francs au sein haut, contre 270 francs au début

Valeurs	Fin 1978	Fin 1979	Plus haut	Plus bas
Anglo	32	30	30,50	308
Angl. Amér.	15,30	54,30	12,25	33
Baffelstein	49,50	131,20	40	124
Free State	82,30	177	75,10	174
Goldfields	15,15	34,90	14,90	34,20
Harvey	17,90	62,90	16,90	61,80
Président Brand	48,50	137,50	45,10	131,90
Randfontein	175	285	171,50	229
St-Elena	42,85	130	42,80	114,10
Union Corp.	15,35	51,50	15,35	50
West. Briston	128	295,30	128,30	290
Western Deep	48,50	147,20	46	143
Western Gold	77,50	227	56	219
De Beers	23,50	38,20	22	38



## SOCIÉTÉS FONCIÈRES ET IMMOBILIÈRES : le réveil de la pierre

LE réveil du marché immobilier a partir du début de 1979, en liaison avec les événements d'Iran et la reprise de l'inflation, a passablement stimulé le placement du compartiment, les placements directs ou indirects retrouvant toute leur valeur. Ainsi a-t-on enregistré la forte remontée du Crédit foncier immobilier et de sa maison mère, la Régie de la Région Impériale à Lyon. Même les sociétés conventionnelles, dont la conjoncture boursière continue à être affectée par les ventes hors plus-values émanant de souscripteurs d'origine ou d'anciens acheteurs, ont bénéficié

Valeurs	Fin 1978	Fin 1979	Plus haut	Plus bas
C.F.I.	140,50	280	125	129,50
La S.A. (1)	355,10	418	250,50	360
R. Impér.	504	880	490	779
S.I.L.C.	251	355,30	240	250
Imprimerie	122,10	185,60	119,90	185,90
Safinor	121	42,05	121	173,50
SIMCO	163	374,80	163	264

PÉTROLES : une ascension

VALEURS A REVENU

le boom des index

et la chute des non-in

MAGASINS : la méf

1980



## PÉTROLES : une ascension fulgurante

MEME en 1978, lors de la formidable reprise qui aura vu la hausse de plus de 100 % sur tout un compartiment. Et encore de doubler à l'été 1979, l'ascension de certaines valeurs pétrolières a été littéralement fulgurante : le cours d'Elf-Aquitaine, qui comptait 120 F en début d'année, a atteint 240 F à la fin de l'année, soit une plus-value de 100 %.

En comparaison, le gain de 80 % enregistré par la Française des Pétroles apparaît modeste, voire insignifiant. Mais, en fait, la Française des Pétroles, bien qu'elle ait été la plus performante des valeurs pétrolières, n'a pas été la seule à bénéficier de la hausse du pétrole. La crise iranienne entraînant une réduction de la production pétrolière de ce pays, puis les exigences en cascade des autres producteurs, a conféré une valeur presque magique aux gisements détenus ou exploités par les compagnies françaises. Cela a été le cas pour Esso, appuyé sur ses vieux puits de Parentis, mais surtout sur ses nouvelles découvertes du Sud-Ouest, en commun avec Elf-Aquitaine, forte de ses gaz et de son pétrole de la mer du Nord et de ses découvertes en Afrique.

La Française des Pétroles, moins bien lotie en gisements pétroliers, n'a pas bénéficié de la hausse du pétrole.

Valeurs	1978	haut	bas	1979
Elf-Aquitaine (1)	120	140	120	240
Esso	120	140	120	240
Esso Pétro	120	140	120	240
Pétroliques	120	140	120	240
Raffineries	120	140	120	240
Sogepar	120	140	120	240
Esso	120	140	120	240
Pétroliques	120	140	120	240
Royal Dutch	120	140	120	240

## VALEURS A REVENU FIXE : le boom des indexées et la chute des non-indexées

L'ÉVOLUTION des cours des obligations a été spectaculaire en 1979. D'un côté, les indexées ont littéralement explosé, du fait de la hausse des taux d'intérêt. De l'autre, les obligations classiques et non indexées ont fortement souffert de la hausse des taux d'intérêt.

Un chapitre des indexées, la palme revient à l'emprunt 4 1/2 % 1973, qui a progressé de plus de 130 %, en liaison avec la hausse spectaculaire du cours de la pièce d'or de 20 francs, à laquelle il est attaché. Ce bond contraste avec la quasi-stagnation de l'an dernier et porte l'emprunt en question à son cours historique le plus élevé.

Une autre progression spectaculaire a été celle de l'emprunt 7 % 1975, qui après avoir gagné 30 % en 1978, a encore ajouté un peu plus de 70 % à son cours au début de l'année, sans toutefois égaler la performance de l'emprunt 4 1/2 % 1973. C'est qu'une crainte vague plane sur ce titre, une crainte insidieuse planant sur le jeu excessif du mécanisme d'indexation. On sait qu'à défaut du réajustement d'un lien entre le franc et l'or, l'indexation de remboursement, c'est le cours du lingot d'or de 1 kg qui servira de référence, la base de départ étant de 10 000 F. Mais nous ne saurions le franc sera rattaché à nouveau à l'or, ni quand ni comment, et l'évolution du cours du lingot reste hypothétique.

D'autres obligations ont progressé, mais à un rythme moins élevé. L'emprunt 3 % Caisse de l'énergie a fait, lui aussi, un véritable bond : + 60 % en 1978 après un gain de 40 % en 1977. Les modalités de son indexation (un prélèvement de 1 % sur les ventes d'EDF-GDF) en ont fait un pla-

Valeurs	1978	haut	bas	1979
4 1/2 % 1973	710	1050	710	1050
7 % 1975	100	130	100	130
10 % 1976	100	130	100	130
10 % 1977	100	130	100	130
10 % 1978	100	130	100	130
10 % 1979	100	130	100	130
10 % 1980	100	130	100	130
10 % 1981	100	130	100	130
10 % 1982	100	130	100	130
10 % 1983	100	130	100	130
10 % 1984	100	130	100	130
10 % 1985	100	130	100	130
10 % 1986	100	130	100	130
10 % 1987	100	130	100	130
10 % 1988	100	130	100	130
10 % 1989	100	130	100	130
10 % 1990	100	130	100	130
10 % 1991	100	130	100	130
10 % 1992	100	130	100	130
10 % 1993	100	130	100	130
10 % 1994	100	130	100	130
10 % 1995	100	130	100	130
10 % 1996	100	130	100	130
10 % 1997	100	130	100	130
10 % 1998	100	130	100	130
10 % 1999	100	130	100	130
10 % 2000	100	130	100	130

## MAGASINS : la méfiance

DANS le tiers, l'année précédente, les grands magasins ont dû, en 1979, se contenter d'une modeste trentième place au classement. La conjonction de l'été et de l'automne a été contrairement à ce qu'on espérait, une année de déclin. Mais la marche des affaires s'est révélée très inégale. Après un mois de janvier brillant, la conjonction s'est peu à peu déclinée, jusqu'à devenir franchement mauvaise en juillet. Par la suite, et contrairement aux craintes formulées, les ventes ont repris, pour se stabiliser à un niveau assez voisin de celui atteint durant le second semestre de 1978. Globalement, pour l'année entière, tous commerces confondus, elles se sont accrues de 3,1 % en volume (contre 2 % en 1978), et de 13,5 % en valeur (contre 10,9 %).

Cela étant, la grande bataille des grands magasins n'a pas été gagnée. Le Bon Marché, si est vrai, recueille en son temps les fruits d'une restructuration visiblement payante pour tous puisque ses actionnaires recevront en principe un dividende majoré.

Cela étant, la grande bataille des grands magasins n'a pas été gagnée. Le Bon Marché, si est vrai, recueille en son temps les fruits d'une restructuration visiblement payante pour tous puisque ses actionnaires recevront en principe un dividende majoré.

Valeurs	1978	haut	bas	1979
C.F.A.O.	120	140	120	240
S.B.V.	120	140	120	240
Novel	120	140	120	240
Paris-France	120	140	120	240
Printemps	120	140	120	240
La Redoute	120	140	120	240
Darty	120	140	120	240
S.C.O.A.	120	140	120	240
U.S.	120	140	120	240
Bon Marché	120	140	120	240

## CHIMIE : l'assainissement continue

LE compartiment des produits chimiques ne s'est classé, à l'issue de l'année écoulée, qu'à la septième place. La performance est médiocre, cadencée, avec des scores obtenus par l'industrie chimique en 1979, sur les meilleurs critères. A telle enseigne qu'en octobre dernier M. Jean Gaudon, nouveau président de Rhône-Poulenc, annonçait la gestion du groupe, encore bien mal en point, un peu plus tôt. Malgré la persistance d'un déficit encore lourd dans les fibres synthétiques, près de 600 millions de francs de résultats d'exploitation consécutifs sont attendus pour l'exercice 1979 sur environ 30 milliards de chiffre d'affaires (hors engrais). Profitant de la situation, Rhône-Poulenc a, pour la première fois depuis quinze ans, fait appel à ses actionnaires et augmenté son capital en numéraire (1 pour 5). Cette opération lui a rapporté 475 millions de francs, et avec la vente de son siège social, avenue Méricourt, il dispose au total d'environ 1 milliard de francs, qui lui permettront de mener à bien sa restructuration et de renforcer ses positions dans les secteurs prometteurs à haute valeur ajoutée (chimie fine, bio-industrie, pharmacie, etc.). Ses actionnaires recevront un dividende global fortement majoré (10,50 francs pour 1979).

La situation de tous les groupes chimiques s'est améliorée. P.C.U.K. (groupe P.U.K.) a ramené sa perte d'exploitation de 200 à 44 millions de francs. P.M.C. a équilibré ses comptes. C.A.F.-Chimie et A.T.O.-Chimie ont fait des bénéfices.

Reste à signaler pour conclure, le groupe de la chimie pharmaceutique, D.T.E. Aquitaine, qui de la Sanofi rendu effectif en fin d'année.

Valeurs	1978	haut	bas	1979
C.N. Industries	300	350	300	350
Sanofi	300	350	300	350
Sanofi	300	350	300	350
Sanofi	300	350	300	350
Sanofi	300	350	300	350
Sanofi	300	350	300	350
Sanofi	300	350	300	350
Sanofi	300	350	300	350
Sanofi	300	350	300	350
Sanofi	300	350	300	350

## TEXTILES : lumières et ombres

LA conjonction ne s'est guère améliorée dans l'industrie textile en 1979. Cependant, malgré la légère baisse de la consommation intérieure (-1 % en volume), la production a quand même faiblement augmenté. La reprise technique observée sur le marché français (reconstitution des stocks) et des meilleurs résultats à l'exportation. Cela étant, la situation est demeurée précaire avec la nouvelle montée des importations qui ont compté pour 45 % dans la consommation intérieure contre 40 % en 1978.

Pour 1980, les perspectives ne sont guère optimistes. Que le compartiment des textiles soit arrivé à l'avant-dernière place du classement ne saurait, dans ces conditions, vraiment surprendre. Cela aurait pu même être pire.

Seule la baisse des cours a été en définitive assez modérée.

Attendue en 1979, la restructuration des activités industrielles du groupe Agache-Willot et Boussac a finalement en lieu. Deux branches ont été créées, l'une spécialisée dans la distribution dépendant de la société fondrière et financière Agache-Willot, l'autre dans la production, regroupant, après de multiples opérations d'absorption et d'échanges de titres, une trentaine de sociétés, dont Saint-Frères, autour du Consortium général textile.

Le nouvel ensemble a pris le nom de Boussac-Saint-Frères. La cotation de ses titres en Bourse a été décevante. L'autre fait saillant de l'année a été la confirmation du redressement du grand groupe textile Dollfus-Mieg, dont la vente de la branche de restructuration semble ainsi toucher à sa fin.

Les dirigeants de Dollfus-Mieg affirment encore à la mi-décembre : pour 1979, « les résultats consolidés seront largement positifs ». Du coup, l'on a murmuré, en Bourse, que le service du dividende, suspendu en 1977, pourrait être repris, mais, chut !

Valeurs	1978	haut	bas	1979
Dollfus-Mieg	70	85	70	85
Sommer	300	350	300	350
Agache-Willot	300	350	300	350
Saint-Frères	300	350	300	350
Fournies	300	350	300	350
Latex de Roub.	300	350	300	350
Roubaix	300	350	300	350
Vitex	300	350	300	350

## SIDÉRURGIE : la pénitence

APRÈS la solution, que l'on espérait définitive, intervenue fin 1978 et début 1979 pour assurer le sauvetage de la sidérurgie et la prise de contrôle par les pouvoirs publics dans le capital des « grands » (Usinor et Sacilor), la « pénitence » du compartiment s'est poursuivie. Certes, la conjonction s'est quelque peu redressée, permettant aux comptes d'exploitation, désormais allégés d'une grande part de leurs charges financières, de s'équilibrer. Certes, les compressions de personnel ont été évitées, mais le poids des investissements indispensables reste lourd. Quelques performances brillantes ont néanmoins été enregistrées : la sidérurgie et la métallurgie de Normandie à Roubaix, à décoller à un peu près à ses activités « classiques » et à une amélioration de la situation de l'Acier de Caen. Certains holdings ont progressé, comme Pompy qui a cédé, pour très peu de chose, sa filiale « aciérie » à Sacilor. Mais d'autres ont fléchi.

Danah-Nord-Est est devenu Nord-Est et est coté à la Bourse à 200 F. Un peu d'espoir pour Vallourec, dont les perspectives sont nettement meilleures, et pour Creusot-Loire, dont les lourdes pertes de 1978 se réduisent en 1979 : le profit de la restructuration de l'industrie des aciers spéciaux n'a, toutefois, pas encore reçu sa solution.

Valeurs	1978	haut	bas	1979
Dollfus-Mieg	70	85	70	85
Sommer	300	350	300	350
Agache-Willot	300	350	300	350
Saint-Frères	300	350	300	350
Fournies	300	350	300	350
Latex de Roub.	300	350	300	350
Roubaix	300	350	300	350
Vitex	300	350	300	350

## SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT ET DE PORTEFEUILLE : très inégal

LE comportement de ce secteur a été très irrégulier, en raison des activités principales des sociétés et holdings. Les sociétés de gestion, navigant majestueusement, n'ont guère varié, tandis que la Compagnie du Midi, grâce à ses participations dans l'assurance (groupe de Paris) doublait presque. L'évolution du secteur a été le rapprochement entre Fricol, dont la restructuration est presque achevée, et les Chargeurs Réunis, qui ont besoin de capitaux et de dirigeants ; apparemment, Fricol est en mesure de lui procurer les uns et les autres, et a déjà commencé à l'occasion d'une augmentation de capital des Chargeurs.

A noter la transformation en Sicaev de la SNI, après absorption d'une Sicaev, la Société d'épargne mobilière, la diffusion du nouvel ensemble, le huitième sur cent quatorze par l'importance des capitaux (15 milliards de francs), étant assurée exclusivement par le réseau du CIO. Comme prévu, la Compagnie du Nord a été absorbée (7 pour 1) par sa filiale, la Banque Rothschild, désormais cotée à 100 F.

Valeurs	1978	haut	bas	1979
Ch. Réunis (1)	120	140	120	240
Cie du Midi (2)	120	140	120	240
Chargeurs	120	140	120	240
P.N. Dev. Par.	120	140	120	240
O.F.I. Par.	120	140	120	240
Fricol	120	140	120	240
Schneider	120	140	120	240
Suez (Fin. de)	120	140	120	240

## DIVERS : l'Air liquide en vedette

DANS un compartiment aussi étendu que celui-ci, il est normal de constater des variations de l'activité, et de performances. La vedette du lot a été, une fois de plus, l'Air Liquide, qui progresse de près de 40 % et a pratiquement doublé en deux ans. Le groupe est l'un des principaux bénéficiaires de la crise de l'énergie dans la mesure où l'emploi des gaz liquéfiés permet d'économiser l'énergie. Autre vedette, l'Ynnorm, celle-ci, la fabrique de petites voitures pour enfants MAJORETTE, en vigoureux essor.

Parallèlement, citons les sites Rosignol, en baisse de près de 50 %, du fait de la baisse du dollar, des frais financiers et des difficultés de certaines filiales, la croissance sera nulle en 1979-1980.

Le Club Méditerranée a nettement fléchi, de même que l'édition Châchette et Presses de la Cité et P.L.M., qui a essuyé des pertes en Iran. Quant à l'Oréal, l'augmentation sensible des résultats ne s'est pas fait sentir dans les cours.

Valeurs	1978	haut	bas	1979
A.D.G.	130	210	130	210
L.A. Hq. (1)	300	350	300	350
Arjomat	150	180	150	180
Bic	300	350	300	350
Bis	400	450	400	450
C.N. Méd.	300	350	300	350
Radio (2)	300	350	300	350
Europe 2	300	350	300	350
G. Ind. P.	120	140	120	140
Hachette	230	250	230	250
J. Borel	110	130	110	130
L'Oréal	730	850	730	850
Médiateur	300	350	300	350
N. M. R.	120	140	120	140
N. M. R. (3)	270	300	270	300
P.L.M.	70	75	70	75
Presses Châchette	320	350	320	350
P.U.E.	70	80	70	80
St-Gobain	120	140	120	140
P. M. M.	120	140	120	140
Sk. Ross	120	140	120	140
U.T.A.	120	140	120	140

## ASSURANCES : des valeurs sûres

LA progression moyenne du compartiment, déjà sensible en 1978 (+32 %), s'est poursuivie en 1979 (+39 %). Le retour à la liberté des tarifs permet aux sociétés de renouveler les fruits de leur gestion, à condition qu'elle soit bonne, ce qui n'est pas le cas général. En outre, néanmoins, les gains sont brillants dans la plupart des groupes : parmi les plus performants, le groupe de Paris, le groupe Vie, le groupe Dronot, avec une mention pour la Réassurance française dans un secteur généralement ignoré du public.

Valeurs	1978	haut	bas	1979
At. G. F.	120	140	120	240
At. G. F. (1)	120	140	120	240
Vie (1)	120	140	120	240
Comp. (2)	120	140	120	240
Fin. Vie	120	140	120	240
Fin. IARD	120	140	120	240
G.A.N.	120	140	120	240
Monde	120	140	120	240
I.A.R.D.	120	140	120	240
Paris. Vie	120	140	120	240
Paris. Vie	120	140	120	240
Prov. IARD	120	140	120	240
Réa. F. (3)	120	140	120	240
Rh. et Méd.	120	140	120	240
Le Secr.	120	140	120	240
U.A.P.	120	140	120	240

(1) Répartition. Valeur du droit : 70 F.  
(2) Souscription 1 pour 2. Cours du droit : 10 F.  
(3) Souscription 1 pour 2. Cours du droit : 10 F.  
(4) Souscription 1 pour 2. Cours du droit : 10 F.

## BATIMENT : satisfaisant

EN dépit de la crise qui affecte le secteur, les grandes entreprises cotées à la Bourse de Paris se sont assez bien comportées, notamment Bouygues, qui a atteint ses plus hauts cours cette année. A noter que pour cette société, très axée sur l'étranger, notamment l'Arabie Saoudite, il est devenu indispensable de se reconstruire quelque peu sur le marché métropolitain, moins lucratif, mais moins aléatoire que le marché étranger, notamment l'Iran, où plusieurs entreprises ont laissé des plumes, notamment l'Auxiliary d'Entreprises. Aux côtés, Lafarge annonce une progression régulière, tandis que Maisons Phénix a profité du retour en faveur de l'immobilier.

Valeurs	1978	haut	bas	1979
Auxil. d'entrep.	120	140	120	240
Bouygues (1)	120	140	120	240
Chim. et Roub.	120	140	120	240
Chimants franc.	120	140	120	240
Dumez	120	140	120	240
Ent. J. Leclerc	120	140	120	240
G. d'entrep.	120	140	120	240
G. d'entrep.	120	140	120	240
Marcelle	120	140	120	240
Lafarge	120	140	120	240
Maisons Phénix	120	140	120	240
Poliet et Chausson	120	140	120	240

(1) Division par deux (ATT. GRAT. pour 1).



## BOURSES ÉTRANGÈRES

## Ombres persanes

PEUT-ON affirmer, au terme de cette année boursière, que l'économie occidentale a bien résisté au nouveau choc pétrolier de 1979 ? Si l'on s'en tient aux chiffres globaux, la réponse est à coup sûr affirmative. Évaluée à environ 1 800 milliards de dollars fin 1979, la capitalisation boursière mondiale, c'est-à-dire la valeur globale de toutes les entreprises du globe cotées en Bourse, représente près de 1 800 milliards de dollars un an plus tard.

Mais, outre que la monnaie de référence a elle-même perdu de sa valeur cette année, ce chiffre cache des situations fort différentes selon les secteurs géographiques et industriels. Ainsi, si les marchés européens ont globalement progressé de 8 %, ceux d'Amérique et d'Extrême-Orient ont reculé. En Amérique, Wall Street a pratiquement stagné, tandis que les bourses

canadiennes montaient pour la seconde année consécutive.

Deux secteurs ont, d'un bout à l'autre de l'année, conduit la hausse : le pétrole et les valeurs énergétiques en général ont vu leurs cours progresser de 50 % en moyenne, tandis que les mines d'or, cotées un peu partout dans le monde, ont fait un bond de 120 %. D'autres compartiments (travaux publics, transports, imprimerie, assurances) ont réalisé d'honorables performances (+10 à 20 %), mais la Bourse s'arrête là.

Au total, cette année fut celle des espoirs déçus : reprise de la croissance, ralentissement de l'inflation, baisse des taux d'intérêt. Tous ces rêves ne se sont pas réalisés et les marchés, comme les hommes, en ont montré de l'amertume.

## NEW-YORK : victime de la guerre des taux

L'ANNÉE rouge des marchés financiers internationaux du monde occidental en 1979 et en 1978, Wall Street a repris en 1979 une place un peu plus digne de sa réputation internationale. Certes, avec une hausse limitée à 4 % selon le vieux indice Dow Jones, la grande star de la place boursière mondiale est loin de briller de tous ses feux. Inférieure au taux d'inflation — ce qui révèle une perte de pouvoir d'achat des actions — en partie compensée par des dividendes souvent importants — cette performance n'est apparue pas moins digne d'être soulignée. D'abord, bien sûr, parce qu'un certain nombre de marchés étrangers s'en seraient contentés. Ensuite parce qu'elle a été réalisée dans un climat de désaffection grandissante à l'égard du placement actions fortement concurrencé par le papier bancaire et les obligations à haut taux d'intérêt. Enfin, parce qu'elle s'est produite dans un climat national qui fut toujours inquiet, voire parfois explosif.

L'année 1978 s'était achevée sur un parfum de révolution en Iran. A Wall Street comme ailleurs, personne n'aurait pu en prévoir l'issue. Sur les marchés des changes, le dollar était ferme, l'évolution de la masse monétaire semblait maîtrisée, les taux d'intérêt proches de

hausse des prix du brut décidée par l'OPEP fut même bien accueillie parce qu'elle était à 9 %.

Dès lors, et pour deux mois, seuls les événements internes à l'Amérique furent pris en compte à Wall Street. Ils ne furent pas tous favorables. L'accident nucléaire de Harrisburg, une longue et dure grève des camionneurs, viennent s'ajouter aux menaces de plus en plus précises de récession économique liée, d'abord, au durcissement de la politique menée par le Fed. Fin mai, le Dow Jones a cédé 5 % en deux mois. Mais rien n'est perdu. L'été qui s'annonce sera même assez facile pour les boursiers. Bien sûr, Jimmy Carter « démissionne » collectivement son cabinet le 18 juillet tout en annonçant un plan d'économies d'énergie qui qualifie de « draconien ». Bien sûr, le dollar donne des signes de faiblesse. Mais M. Miller, le nouveau secrétaire au Trésor, lui-même renoué avec la Réserve fédérale par M. Volcker, annonce qu'il défendra la monnaie américaine. Lui, comme M. Volcker, sont « crédibles » aux yeux de Wall Street. Du coup, même la menace d'une taxation sur les « super-bénéfices » réalisés par les compagnies pétrolières, ne parvient pas à faire baisser les cours. Grâce, en grande partie, aux performances de ces titres qui profitent de chaque hausse décidée par l'OPEP, le Dow Jones passe de 848 fin juin à 875,5 fin août. Entre-temps, pour Chrysler, en proie à d'énormes difficultés, a demandé de l'aide et le taux de base bancaire (« prime rate ») a repris une tendance inquiétante : l'arme des taux à pour défendre le dollar, est utilisée à fond. Elle déclenche même un peu plus tard ce que l'on a appelé une « guerre internationale des taux d'intérêt ».

Grâce, en grande partie, aux performances de ces titres qui profitent de chaque hausse décidée par l'OPEP, le Dow Jones passe de 848 fin juin à 875,5 fin août. Entre-temps, pour Chrysler, en proie à d'énormes difficultés, a demandé de l'aide et le taux de base bancaire (« prime rate ») a repris une tendance inquiétante : l'arme des taux à pour défendre le dollar, est utilisée à fond. Elle déclenche même un peu plus tard ce que l'on a appelé une « guerre internationale des taux d'intérêt ».

## L'INDICE DOW JONES RAJOURNÉ

Le 29 juin 1979, la composition du vieux indice Dow Jones, créé en 1896 par la célèbre agence du même nom, a été modifiée pour la première fois depuis vingt ans.

L'action I.B.M. qui figurait dans la liste entre 1932 et 1939, a refait son entrée, remplaçant Chrysler. Quant à Esmark (anciennement Swift and Co), elle a été remplacée par un américain de la pharmacie, Merck and Co.

Les trente valeurs composant l'indice sont désormais les suivantes : Allied Chemical, Alcoa, American Brands, American Can, A.T.T., Bethlehem Steel, Du Pont, Kodak, Exxon, General Electric, General Foods, General Motors, Goodyear, Inco Ltd, I.B.M., International Harvester, International Paper, Johns-Manville, Merck, M.M.M., Owens-Illinois, Procter & Gamble, Sears-Roebuck, Standard Oil California, Texaco, Union Carbide, United Technologies, U.S. Steel, Westinghouse Electric et Woolworth.

Leurs plus hauts niveaux historiques (11,75 % pour le taux de base des banques) et, pour comble de bonheur, les sociétés annonçaient de confortables résultats annuels. Autour du Big Board, l'atmosphère était bonne. Si bonne que même le départ précipité du chah d'Iran, le 16 janvier, ne sembla guère inquiéter les opérateurs. Satisfait du budget d'austérité présenté quelques jours plus tard par Jimmy Carter, la Bourse américaine termina le mois historique par une hausse de plus de 4 %. Des révisions parfois déclinantes n'allaient pas tarder à s'opérer.

L'Amérique commença à s'inquiéter pour son approvisionnement pétrolier, les premiers signes de ralentissement économiques se faisaient jour, des difficultés surgirent à propos du règlement pacifique israélo-égyptien et la Réserve fédérale, sur le territoire vietnamite. Tous les gains du mois précédent furent perdus. Les choses allaient heureusement s'arranger temporairement un peu plus tard. Le retrait chinois, la reprise des exportations de pétrole iranien, un moment suspendues, et l'imminence du traité de paix israélo-égyptien, permirent un rétablissement de l'indice. La

## Mercredi « noir »

Début septembre, le « prime rate » est de 12 1/2 %, son plus haut niveau historique, déjà. Mais, pour l'heure, les boursiers sont « dans le pétrole ». Tour à tour, Dome Petroleum, Chevron (filiale de Standard Oil) annonce d'importantes découvertes. Tout le compartiment pétrolier flambe au « Big Board ». Ni les rumeurs d'abandon du dollar par l'OPEP, qui provoquent une chute vertigineuse du billet vert, ni l'annonce de la récession économique ne semblent prises au sérieux à Wall Street. Le 5 octobre, le vieux Dow Jones s'établit à 871,51. Ce sera son plus haut niveau de l'année, il n'y reviendra plus.

Cinq jours plus tard, c'est la catastrophe. Le 10 octobre, un mercredi, l'indice Dow Jones subit l'une des plus fortes baisses de son histoire : 26,45 points d'un coup. A cinquante années de distance, et presque jour pour jour, Wall Street vient de célébrer un triste anniversaire. Par tout, on évoque le krach de 1929, et la journée noire du 28 octobre, l'issue de laquelle le même indice, modifié depuis (voir encadré) avait cédé 38,33 points. A ceux qui doutent encore, le marché expédie le lendemain un nouveau message alarmant : en six heures de séance, 82,20 millions d'actions changent de propriétaire. Le fameux « ticker » de Wall Street a plus d'une heure de retard. Tous les records d'activité ont été battus (le précédent datait du 3 août 1978 avec 65,37 millions d'actions échangées) et le Dow Jones baisse toujours.

Ce qui a déclenché un pareil cyclone ? La décision du Koweït d'augmenter le prix du pétrole de 10 % avec rétroactivité au 1<sup>er</sup> octobre et surtout les restrictions draconiennes de crédit annoncées par la Réserve fédérale (le « prime rate » est notamment porté de 13,5 à 14,5 % d'un coup !). Pourtant, malgré ces taux élevés, le dollar continue de baisser. L'inflation ne désarme pas et la récession s'aggrave, tandis que, sur les marchés internationaux, l'or flambe. Pour comble de malheur, à Téhéran, le gouvernement de M. Bazargan ne semble guère solide. La no-

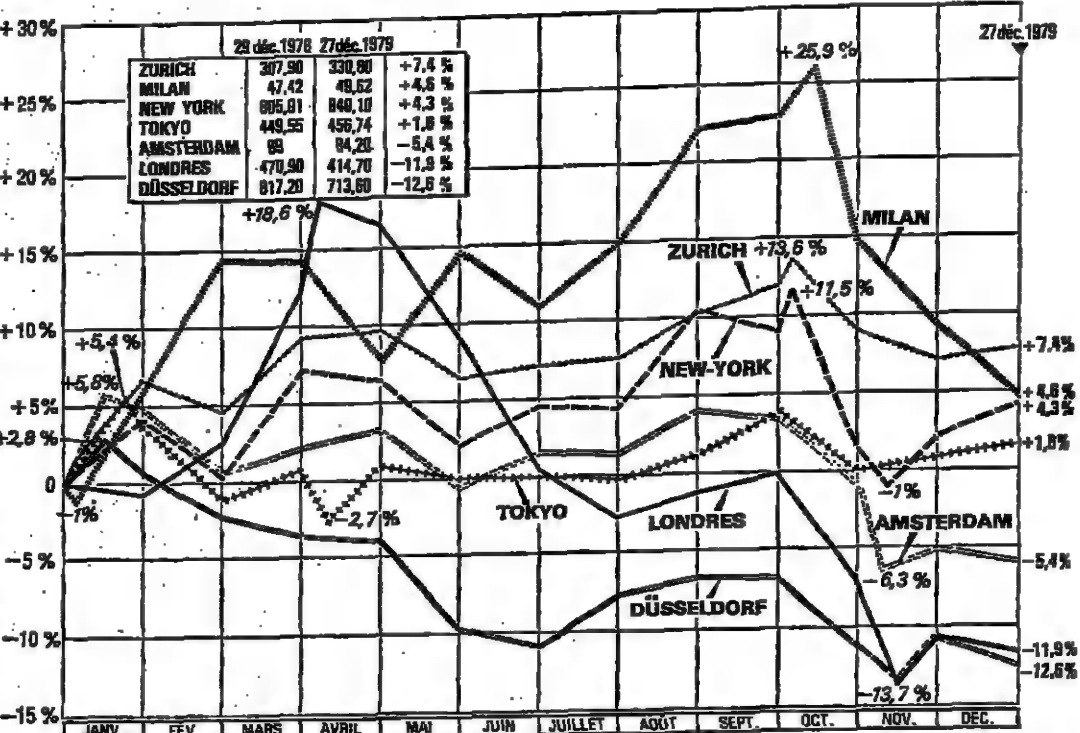
vembre, les « étudiants islamiques » investissent l'ambassade américaine et prennent son personnel en otage. On craint — à juste titre — un embargo pétrolier. A Wall Street, la baisse continue, et le 17 novembre le Dow Jones passe sous la barre des 800 points. A 796,57, l'indice vient de toucher son plus bas niveau de l'année. Les crises, comme on le sait, ne se règlent pas. Les menaces des uns s'ajoutent aux mises en garde des autres. Les incidents de La Mecque et du Pakistan feront même un moment craindre le pire. A l'intérieur du pays, tout ne va pas non plus pour le mieux. Le géant sidérurgique, U.S. Steel, ferme dix mines fin novembre et licencie treize mille personnes, le « prime rate » des banques monte à 15 3/4 % et l'inflation fait rage. Pourtant, les investisseurs se remettent. Les institutions et les particuliers regorgent de liquidités à investir. Un plan international de soutien au dollar a été mis au point. Celui-ci remonte un peu, tandis qu'une première réduction du déficit commercial mensuel est enregistrée. Le 2 décembre sera le mois de l'espoir. Espoir de règlement pacifique de la crise avec l'Iran. Espoir d'une détente généralisée des taux d'intérêt (le « prime rate » est revenu à 15 %). Espoir d'un début de reprise des activités commerciales par des actes électorales des dividendes d'une politique économique et financière qualifiée de « crédible » pour la première fois depuis longtemps. Du 17 novembre à la fin décembre, l'indice Dow Jones a regagné un peu plus de 4 %. Sa hausse de l'année...

Fin 1978	Fin 1979
Alcoa	47 3/4
A.T.T.	49 1/2
Boeing	71 3/8
Chase Man. Bank	29 3/8
Du Pont de Nem.	126 1/2
Eastman Kodak	58 3/4
Exxon	49 1/4
Ford	42 1/4
General Electric	47 1/8
General Foods	22 1/4
General Motors	34 1/4
Goodyear	16 1/4
I.B.M.	228 1/4
I.T.T.	17 1/2
Kronen	18 1/4
Mobil Oil	69 3/8
Pfizer	32 1/4
Schleiberg	32 1/4
Texas	23 3/8
U.S. Steel	29 1/4
U.S. Steel	21 1/4
Westinghouse	16 3/8
Xerox Corp.	52 3/8

## FRANCFORT : une baisse continue

UN mois, un seul petit mois de hausse, par ailleurs bien modeste (+ 0,5 %, en janvier) et onze mois de baisse plus ou moins continue. Tel est le bilan annuel du marché allemand de valeurs mobilières. Un marché qui fut délaissé par une grande partie de sa clientèle de volume annuel des transactions effectuées à Düsseldorf peut être estimé à moins de 20 milliards de D.M., contre plus de 30 en 1978. Un marché brisé dans son élan par une hausse vertigineuse des taux d'intérêt, des ponctions de liquidités très importantes effectuées par l'Etat, les Länder et les entreprises. Un marché, enfin, effrayé par une inflation dépassant 6 %, une incertitude sur les perspectives économiques et les succès électoraux reportés par des groupes écológicos susceptibles de remettre en question l'actuelle « german way of life ».

Certes, l'accroissement de 13 % des bénéfices des entreprises en 1979 aura permis de limiter les dégâts. D'autant plus que l'on s'attend à une progression encore plus forte en 1980. Mais cette hausse n'aura pas pu dissuader les grands investisseurs institutionnels, véritables maîtres des marchés d'outre-Rhin, de diminuer leurs acquisitions de valeurs mobilières. Quant aux achats de l'étranger, encore attirés par un deutchmark fort,



## LONDRES : trop d'espoirs déçus

UN premier semestre brillant et six mois de déception. Ainsi pourrait-on résumer l'année boursière au Stock Exchange. Après deux années consécutives de hausses, l'indice Financial Times des valeurs industrielles a terminé 1979 en repli de 10 %. L'arrivée au pouvoir des conservateurs, tant espérée par la City, n'a pas réglé tous les problèmes économiques du Royaume-Uni. Les dividendes pétroliers de la mer du Nord non plus. L'agitation sociale, très forte avant les élections, s'est un peu calmée par la suite. Mais les mauvaises surprises de l'actualité internationale ont pris le relais.

Le premier trimestre de l'année fut décevant. Certes, le pouvoir depuis le printemps 1978, les travaillistes de M. Callaghan se défendaient comme de beaux diables pour ne pas céder la place. Le gouvernement avait même, contre toute attente, à renouveler, le 5 février, son « contrat social » avec les syndicats. Mais la tâche de guerre ne fut pas entrée par la suite entre les deux parties. Les grèves (transporteurs routiers, ambulanciers, métalliers, et même les pompiers) furent si multipliées que l'indice Financial Times perdait du terrain. Elle était mûre pour un changement de gouvernement. Il ne restait plus aux Tories, conduits par Margaret Thatcher, qu'à saisir une bonne occasion. L'événement se produisit le 28 mars. Une motion de censure fut votée par 311 députés contre 310. Fixées au 30 mars, les élections furent reportées par la « dame de fer » et son parti. Favorisée de la City, à qui elle avait promis des dénationalisations, une baisse des impôts et la fin du contrôle des dividendes, Mme Thatcher vint avec elle une « lune de miel » qui dura environ deux mois.

L'indice Financial Times des valeurs industrielles, en progrès de 15 % de janvier à mars — la meilleure séance de l'année — entama le 28 mars, jour du dépôt de la fameuse motion de censure, un repli progressif de 20 points, — s'ajoutant encore 35 % au cours des huit séances suivantes. Le plus haut niveau de l'année fut atteint le 4 avril, après que M. Healey, chancelier travailliste de l'Echiquier, eut présenté, le veille, un budget provisoire en forme de bilan testamentaire.

Le cabinet de la « dame de

fer » tint l'essentiel de ses promesses. Mais le budget d'austérité présenté par le nouveau chancelier, Sir Geoffrey Howe, le 12 juin, comporte aussi quelques épines. Pour combattre l'inflation, et surtout l'expansion de la masse monétaire, le taux de l'escompte porté de 12 1/2 à 14 % le 8 février pour soutenir le livre sterling, et ramené à 12 % le 5 avril, remonte brusquement à 14 %. Les impôts sur le revenu sont effectivement diminués pour certaines catégories de contribuables, mais la T.V.A. progresse, elle, de 10 à 15 % selon les produits. Ainsi « foudroyée », l'inflation s'accroît à nouveau très fort pour atteindre un rythme annuel d'environ 15 % (chiffre probable pour l'année entière).

Au Stock Exchange commence une période de déstabilisation. En juin, l'indice F.T. ne varie pratiquement pas. Fin juillet, il a perdu 3 %. Il en sera ainsi jusqu'à la fin de l'année, jusqu'à repartir, et au-delà, tout le terrain acquis lors du premier semestre. Deux séances seront marquées d'une pierre noire : celles du 8 octobre, après l'annonce du nouveau plan de défense américain du dollar, et du 15 novembre, jour où, à 408,30, l'indice Financial Times touche son plus bas niveau de l'année, qui est aussi son plus faible depuis février 1977.

Bien sûr, comme tous les autres marchés, le Stock Exchange a subi les coups de boutoir d'une actualité internationale riche en nouvelles inquiétantes (Iran, Vietnam, Cambodge, OPEP, etc.). Certes, le marché des actions, comme celui des fonds d'Etat, a dû faire face à la redoutable concurrence de l'or et des mines, objet d'un extraordinaire engouement (voir autre part). Mais l'arrivée à Downing Street de Margaret Thatcher fut tellement souhaitée par la City qu'il n'est sans doute pas abusif, en terme de huit mois de pouvoir, d'évoquer l'espoir déçu.

Fin 1978	Fin 1979
Bovater	172
Brit Petroleum	205
Charter	139
Courtauld	116
De Beers	392
Free State Geduld	13 1/2
Gt. Univ. Stores	343
Imp. Chemical	363
Shell	185
Vickers	189
War Loan	30

## MILAN : le réveil

DEUXIÈME année de hausse à la Bourse italienne (+ 7 % en 1978). Certes, tombée à son plus bas niveau depuis 1954, il y a trois ans, il reste au cours des actions transalpines beaucoup de chemin à parcourir. Mais les faits sont là : d'une année à l'autre, le volume des transactions effectuées à Milan a augmenté de près de moitié pour atteindre environ 4 100 milliards de lire pour 1979. Plus d'entreprises ont fait appel au marché boursier cette année, et l'endettement bancaire global des sociétés industrielles a légèrement diminué.

Les comparaisons des produits alimentaires, des assurances et du commerce ont été les plus favorisées. Lanterne rouge : le secteur des communications, toujours handicapé par le bas niveau des tarifs publics. L'année a donc été globalement bonne. On s'attend à ce que, en 1980, une seule chose paraît certaine : les agents de changes italiens croient à la poursuite du mouvement. Les énormes dépenses réalisées pour l'amélioration technique et informatique du marché n'auraient probablement pas été entreprises dans le cas contraire.

Fin 1978 Fin 1979

	Fin 1978	Fin 1979
A.S.F.	70,48	75,50
S.A.S.F.	134	138,60
Sayer	122,10	123
Commerzbank	222	189,20
Rochemet	132,70	123,50
Manomani	174	124,20
Siebert	252,18	228,50
Volkswagen	237	184

## TOKYO : l'année de la consolidation

UNE année de hausse (1978), douze mois de consolidation (1977). Une nouvelle année de progrès (1978) et douze autres mois de consolidation des gains. Telle semble être la règle adoptée par le Tokyo Stock Exchange depuis quelques temps. L'exercice 1979 vient, en effet, de s'achever par une hausse marginale de moins de 2 %. Compte tenu de l'extrême fragilité de l'économie du pays en ce qui concerne ses approvisionnements pétroliers, la performance n'en apparaît que plus remarquable. Parce que les épargnants nippons sont très peu familiarisés avec les placements en or, que le marché de l'immobilier est complètement saturé et qu'il faut bien, néanmoins, s'assurer une retraite qui, pour être complète, n'en constituera pas moins l'essentiel des moyens de subsistance du travailleur trop âgé, la Bourse est restée le refuge privilégié de l'épargne.

Le volume d'échanges quotidiens s'est établi à 327 millions d'actions en 1978. Il a atteint 322 millions cette année, pour une somme moyenne de 115,5 millions de yens par jour, contre 106,3 millions l'année précédente. Ces chiffres illustrent la vitalité d'un marché qui n'est pas dépourvu d'une loi Momo pour attirer sa clientèle. Ce n'était pourtant pas gagné d'avance.

Au début de cette année, personne ne donnait bien cher du mouvement de hausse qui se développait depuis douze mois. Le 26 janvier, cependant, l'indice général de la Bourse (953 valeurs) atteignit un niveau sans précédent de 471,74. Ce sera aussi son meilleur niveau de l'année. L'indice Nikkei Dow Jones lui, situé autour de 6 195 à cette époque, ne se contenta pas de cette performance (49 %). Plus léger (235 valeurs seulement), il profita tout au long de l'année de la formidable hausse de trente actions liées à l'énergie et aux ressources naturelles (+ 160 % en moyenne, avec des pointes à 200 % pour des titres comme Nippon Seloku Tokoku Sekiyu ou Mitsubishi Corporation) et, après une hausse quasi constante, atteindra le niveau record de 8 940,3 le 21 septembre. Entre-temps, l'indice général a pratiquement stagné. Le conflit sino-vietnamien en février, les hausses répétées des prix du pétrole, les relèvements de taux de l'escompte (en avril et en juillet), le durcissement de la politique de crédit, la faiblesse du yen, ont constitué autant de freins à des mouvements de reprise qui se sont pourtant jusqu'à la fin, succédé au Kabuto-cho (nom japonais de la Bourse).

L'année fiscale 1978, close fin mars 1979, fut excellente pour la plupart des grandes firmes industrielles de l'empire. L'exercice qui se terminera dans trois mois sera, probablement plus brillant encore. Même, et surtout peut-être, pour les sociétés exportatrices que la baisse du yen a encore aidées à conquérir des parts de marchés. Mais les experts financiers au Japon sont presque tous d'accord : le ralentissement économique mondial provoquera en 1980 une diminution des profits des entreprises japonaises. Certes, le gouvernement table pour l'exercice 1980 (début avril prochain) sur un taux de croissance de 4,5 à 5 %. Mais les grandes firmes privées d'études (Daiva, Nikko, Yamachi, etc.) s'attendent, elles, à une expansion comprise entre 2 et 4 % seulement. Comme l'avait annoncé M. Ohira, premier ministre reconduit après les élections générales du 7 octobre 1978, « la croissance à la japonaise, c'est fini ». On dira si le Kabuto-cho accepte sans broncher une alternative dont se satisfait sans doute beaucoup de nations européennes.

	Fin 1978	Fin 1979
Canon	485	676
Fuji Bank	238	347
Fujitsu	480	685
Mitsubishi Electric	711	728
Mitsubishi Heavy	198	198
Sony Corp.	1679	1368
Toyota Motors	888	833















# INFORMATIONS «SERVICES»

## — TROISIÈME AGE

### Loisirs à petits prix

La plupart des grandes villes proposent des loisirs gratuits ou peu onéreux pour l'ensemble de la population, auxquels les personnes âgées peuvent participer, et organisent également des manifestations qui leur sont plus ou moins réservées. En voici quelques exemples.

● A BORDEAUX, une carte Culture-Sports-Loisirs permet aux personnes âgées d'obtenir 50 % de réduction et parfois la gratuité totale sur les concerts, les spectacles, les variétés, les représentations théâtrales, organisées sous la responsabilité de la municipalité. Il en est de même pour l'entrée dans les musées, la Foire de Bordeaux, le Mal, SIGMA et pour les transports en commun.

La mairie (tél. 90-41-50) et le bureau d'aide sociale, décentralisé, délivrent cette carte.

● A DIJON, la réduction sur le prix des places pour les opéras et les opérettes peut atteindre 50 %, le dimanche après-midi, pour les personnes âgées. La place est gratuite, deux heures par semaine. L'Office des personnes âgées propose des visites commentées, des conférences, etc. Les transports sont gratuits pour les plus de soixante-cinq ans non imposés.

● A GRENOBLE, la « carte vermillon des cinémas » donne une réduction de tarif de 4 à 6 francs sur le tarif ordinaire dans les salles de la ville et de certaines communes de l'agglomération (sauf samedi et dimanche). Elle est délivrée par les cinémas.

La téléphérique est ouvert gratuitement tous les jours, de 8 h. 30 à 0 heure, aux titulaires de la « carte vermillon ».

La carte de la Maison de la culture, gratuite pour les personnes âgées, donne droit à un tarif réduit sur tous les spectacles (Maison de la culture, 4, rue Paul-Claudel).

Les différents musées de la ville sont gratuits pour tous publics.

Le Centre culturel cinématographique propose un jeudi après-midi par mois une projection spécialement destinée aux personnes âgées. Prix : 5 francs, 4, rue Hector-Berlioz.

La « carte émeraude » pour l'agglomération grenobloise permet de voyager gratuitement sur l'ensemble des lignes (de 9 heures à 11 h. 30 et de 14 h. 30 à 19 h. 30). Dimanche et jours fériés : aucune restriction d'horaires. Pour obtenir cette carte, s'adresser au bureau d'aide sociale ou à la mairie de sa commune.

● A LILLE, au Théâtre Sébastopol ont lieu les Vendredis du Sébasto, spectacle de variétés gratuit pour les personnes âgées.

● A LYON, les personnes âgées sont, depuis bien des années, l'objet de la sollicitude des élus municipaux. On leur propose des séances d'opérette ou de théâtre traditionnel. Des chœurs leur accordent des tarifs réduits. Une adresse : le Centre du Rhône d'information et d'action sanitaire et sociale en faveur des personnes âgées, 142 bis, avenue de Saxe-Lyon 3<sup>e</sup>, tél. : (7) 882-90-24.

● A MARSEILLE, les musées suivants sont ouverts gratuitement le dimanche : Musée d'archéologie et d'antiquités égyptiennes-Château Sorel (73-21-00), Musée Cantini, rue Grignan (54-77-75), Musée des docks romains, place Vieux (91-24-02), Musée d'histoire naturelle, palais de Longchamp (62-30-78), Musée Grébert-Labadie (instruments anciens), rue Louis-Grébert (62-21-02), Musée de la Vieille Charité, 2, rue de l'Observance (90-25-14). Au Centre municipal d'information, place Léon-Dum (64-27-75), les expositions, les conférences, les projections cinématographiques sont gratuites. Gratuites aussi les fêtes et animations de quartier. Pour faciliter le déplacement des personnes âgées : gratuité des transports en commun pour celles ne disposant pas de plus de 1 450 F par mois.

● A NANTES, l'accès aux musées est gratuit pour les personnes âgées.

Une « carte verte » délivrée par l'OPAN (Office des personnes âgées de Nantes) donne droit à des réductions dans les grandes salles de cinéma du centre (avec plus ou moins de restrictions de jours ou d'horaires), pour certaines manifestations comme les Floralies, les soirées-club et la Maison de la culture consentent un tarif spécial.

Les concerts de l'Orchestre philharmonique des pays de

Loire proposent des tarifs d'abonnement avantageux pour les personnes âgées. Tarif réduit, également (6 F), pour les visites-conférences pour découvrir le patrimoine architectural de la ville. OPAN, 6, place Eugène-Livet, Nantes (71-12-16).

● A TOULOUSE, c'est une carte orange qui sert de « laissez-passer » aux personnes de plus de soixante-cinq ans. Elle leur assure la gratuité sur l'ensemble de transports en commun de la ville. Elle permet l'accès gratuit à tous les musées toulousains et aux bibliothèques municipales. Elle donne droit à une réduction de 30 à 35 % pour les spectacles et concerts donnés au Théâtre du Capitole ou à la halle aux grains, une réduction de 40 % sur le prix des places au Théâtre Dardel-Sorano, une réduction de 50 % pour les manifestations au Parc des expositions. Des places gratuites sont distribuées aux personnes âgées pour les représentations du Centre culturel.

● A PARIS, pour l'organisation de ses loisirs, une adresse : l'Office du tourisme, 127, avenue des Champs-Élysées (720-04-90). L'entrée du musée du Louvre est libre le dimanche. Les autres jours : demi-tarif pour les personnes âgées communiées pour les autres musées nationaux de Paris et d'Ile-de-France.

— Les musées de la ville de Paris sont gratuits. Le Centre Georges-Pompidou, dont beaucoup de manifestations, d'expositions sont ouvertes librement au public, accorde, en outre, un tarif préférentiel aux personnes âgées pour son « laissez-passer » permanent pour certaines de ses activités (27-12-33).

Pour les amateurs d'histoire, l'association « Paris et son histoire » organise des visites et conférences tous les jours de l'année. Cotisation annuelle : 85 F (526-26-77).

Les mairies annexes et les bibliothèques proposent des expositions (et parfois des clubs) pour ces derniers, dont l'entrée est libre. Se renseigner auprès de sa mairie.

La direction des affaires culturelles de la Ville de Paris offre d'autre part toute une série d'« ateliers d'expression culturelle et de voyage » dans chaque arrondissement. L'accès n'est pas limité aux habitants du quartier. L'atelier sensibilise et initie à différentes techniques : tissage, reliure, sculpture, céramique, musique, marionnettes, etc. Renseignements : ADAC, 27, quai de la Tourneville (5<sup>e</sup>) (354-62-77).

La Ville de Paris accorde aux personnes âgées non imposées sur le revenu une « carte émeraude » qui leur permet de voyager gratuitement sur le réseau de la R.A.T.P. et du R.E.R. La présentation de cette carte permet l'entrée gratuite dans les jardins de la ville, dans les piscines et dans les établissements sportifs de plein air.

Les salles de cinéma « Germain-Patin-U.G.C. » accordent un tarif réduit aux personnes âgées titulaires de la « carte vermillon » (ce n'est pas celle de la S.N.C.F.) qui est délivrée gratuitement au guichet des cinémas de ces compagnies ou au Bureau d'aide sociale. De même, les salles de cinéma Paratrance (c'est-à-dire les Paramount) accordent un tarif réduit aux personnes âgées titulaires de la carte « Age d'or », qu'elles délivrent gratuitement.

Nous avons aussi pensé à toutes ces émissions de radio ou de télévision qui se déroulent en public et qui peuvent constituer un agréable moment de détente. Pour T.P.1, c'est « Au théâtre ce soir » ou bien « Ce n'est pas sérieux » (invitation à demander au 538-67-57). Antenne 2 dispose de peu de places pour le public. Seule l'émission « Chorus » se passe en public, il suffit de se présenter au théâtre de l'Empire, avenue de Wagram. Europe n° 1 fait largement participer le public à ses émissions. Il faut téléphoner au 258-00-00 et demander une invitation pour le jour de son choix. Même démarche pour R.T.L. (720-44-44).

CHRISTIANE GROLIER.

[L'absence des clubs et universalité de troisième âge n'est pas fortuite. Nous avons préféré élargir, cette fois, les portes qui permettent aux personnes âgées de se mêler aux activités culturelles de tous.]

## CIRCULATION

### • Relèvement des amendes

### • Port du casque pour les cyclomoteuristes

Plusieurs mesures entrèrent en vigueur en 1980, qui intéressent les automobilistes pour le relèvement des amendes et les cyclomoteuristes pour le port obligatoire du casque.

### • AMENDES.

L'augmentation des taux d'amendes contraventionnelles a fait l'objet, le 19 décembre, d'un vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat. Cette décision, le Bulletin d'information du ministère de l'intérieur le signale, est définitive, et les nouvelles amendes seront appliquées après publication d'un décret rendu par le Conseil d'État. Ce texte devra être rédigé avant le 1<sup>er</sup> octobre 1980.

Les nouveaux taux sont les suivants : 1<sup>re</sup> classe : 20 F à 150 F (au lieu de 3 F à 40 F) ; 2<sup>e</sup> classe : 150 F à 300 F (au lieu de 40 F à 80 F) ; 3<sup>e</sup> classe : 300 F à 600 F (au lieu de 80 F à 160 F) ; 4<sup>e</sup> classe : 600 F à 1 200 F (au lieu de 160 F à 320 F) ; 5<sup>e</sup> classe : 1 200 F à 3 000 F (6 000 F en cas de récidive).

Les cinq classes de contraventions sont établies par ordre de gravité croissante ; par exemple : éblouissement des passants (1<sup>re</sup> classe), stationnement interdit simple (2<sup>e</sup> classe), émission de fumée (3<sup>e</sup> classe), non-respect du signal « stop » (4<sup>e</sup> classe), vente d'un véhicule non réceptionné par le service des mines (5<sup>e</sup> classe).

Les poursuites sont exercées de quatre manières différentes.

La procédure de l'amende forfaitaire (paiement par timbre-amende) est applicable aux contraventions des quatre premières classes et des infractions portant l'arrêt et le stationnement

des véhicules, d'une part, la protection de conduits de circulation, d'autre part. Il existe quelques exceptions, notamment lorsque les sanctions prévues portant sur une suspension du permis de conduire ou sur l'emprisonnement.

La technique de l'amende pénale fixe n'est, comme la précédente, applicable qu'aux infractions de stationnement dangereux, qui est possible d'emprisonnement. Elle est utilisée lorsque le contrevenant a « oublié » de payer par timbre-amende.

L'ordonnance pénale est une procédure simplifiée pour le parquet comme pour le juge. La décision du magistrat est prise hors la présence du contrevenant, qui, lorsqu'il en reçoit notification, peut former opposition afin d'assurer sa défense devant le tribunal. Cette voie, plus rapide, n'est employée que pour les affaires simples et sans grandes conséquences.

Dans tous les autres cas, le procureur de la République cite le contrevenant à l'audience de police. L'affaire est alors débattue en séance publique et toutes les sanctions prévues par les textes sont à la disposition du juge.

### • PORT DU CASQUE.

L'obligation du port du casque en agglomération et sur route faite aux conducteurs et passagers de vélomoteurs et motos sera étendue le 1<sup>er</sup> janvier 1980 aux cyclomoteuristes. Le défaut de port du casque pourra être sanctionné par une amende et, en cas d'accident, les indemnités versées par l'assurance seront minorées si l'absence du casque a eu pour conséquence une aggravation de blessures.

## AU JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 29 décembre 1979 :

### DES LOIS

● Portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale ;  
● Relative au maintien des droits en matière de Sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés ;  
● Modifiant le taux des amendes pénales en matière de contravention de police ;  
● Tendante à augmenter l'effectif du conseil régional de la Corse.

### DES DECRETS

● Portant extension au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de certaines dispositions réglementaires relatives à l'organisation judiciaire ;  
● Portant création d'un tribunal pour enfants à Saint-Pierre (département de Saint-Pierre-et-Miquelon) ;  
● Portant fixation pour l'année 1980 du plafond des cotisations de la Sécurité sociale ;  
● Portant attribution des autorisations spéciales d'importation et de livraison à la consommation intérieure des différents produits dérivés du pétrole (tableaux I à XII) ;  
● Autorisant certaines sociétés à importer et à mettre à la consommation pour leur propre compte et usage exclusif divers produits dérivés du pétrole ;  
● Relatif aux conditions d'approbation, de révision et d'exécution des plans d'approvisionnement en produits pétroliers destinés au marché intérieur.

### DES ARRETES

● Fixant le taux de la taxe piscicole pour l'année 1980 ;  
● Portant nomination des membres des comités économiques et sociaux institués par la loi du 5 juillet 1973 portant création et organisation des régions.

### DES LISTES

● Par ordre de mérite, des candidats définitivement admis aux premiers et deuxième concours d'accès aux instituts régionaux d'administration ;  
● Des élèves des unités pédagogiques d'architecture ayant obtenu le diplôme d'architecture D.P.I.G.

Sont publiés au Journal officiel du 30 décembre 1979 :

### DES LOIS

● Relative aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière ;  
● Autorisant l'approbation du protocole de la convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Londres le 10 novembre 1976 ;  
● Relative au renouvellement des baux commerciaux en 1980 ;  
● Relative à la publicité, aux enseignes et présenseignes.

### DES DECRETS

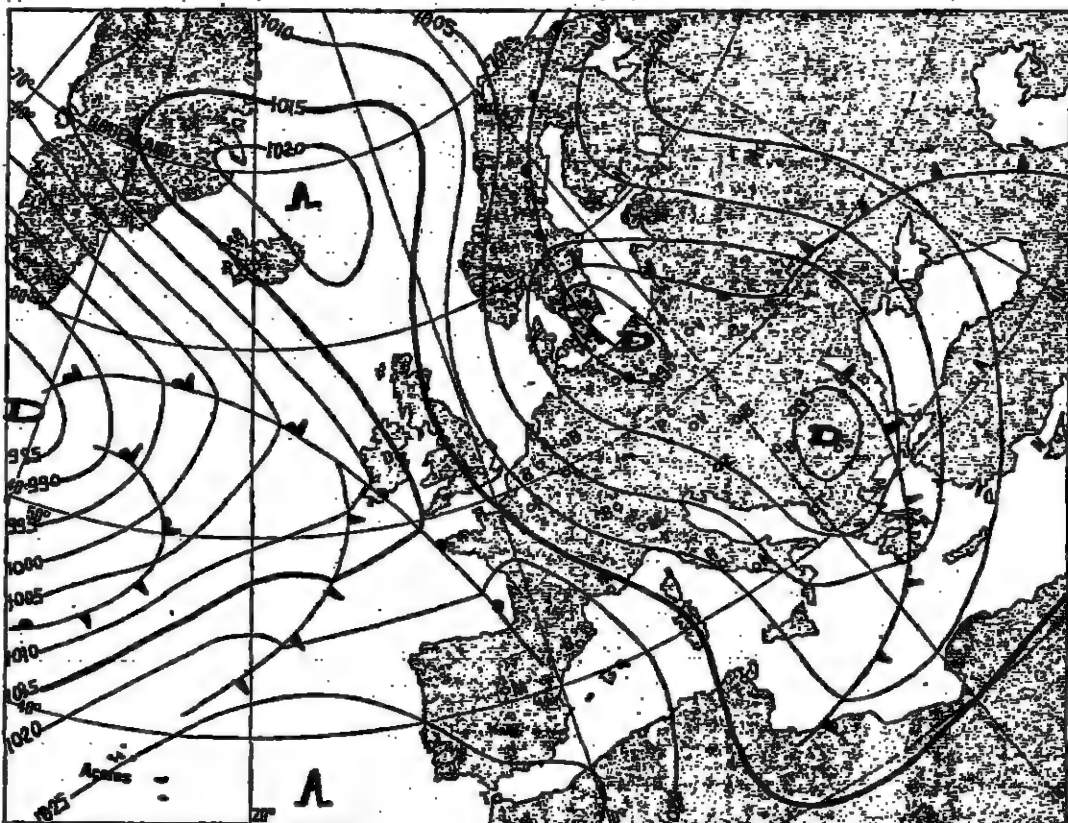
● Portant modification du décret du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;  
● Conférant le rang et prérogatives de général de brigade et portant promotions, nominations, affectations, mise en congé et à disposition et admissions par anticipation dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve) ;  
● Pris pour l'application de l'article 2-111 de la loi du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979 ;  
● Relatif à la réduction des équivalences en matière de durée de travail ;  
● Relatif à la garantie financière exigée des entreprises de travail temporaire ;  
● Portant création d'un Institut national de recherche en informatique et en automatique.

### DES ARRETES

● Fixant la définition et la composition des sections du Conseil supérieur des corps universitaires ;  
● Fixant le montant des subventions accordées, au titre de l'année 1979, à divers bénéficiaires du soutien financier à l'industrie cinématographique ;

## MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> JANVIER À 0 HEURE (G.M.T.)



SITUATION LE 31-12-79 À 0 H G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 1-1-80 DÉBUT DE MATINÉE



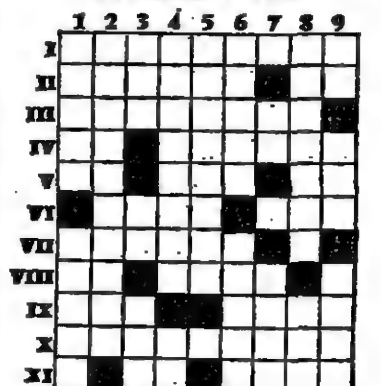
Evolution probable du temps en France entre le lundi 31 décembre 1979 à 6 heures et le mardi 1<sup>er</sup> janvier 1980 à 24 heures :

L'air froid venant du nord de l'Atlantique pénétrera sur la plus grande partie de l'Europe, mais un flux de secteur ouest doux et à nuage, dirigé par la dépression océanique, atteindra l'Irlande, et nos régions voisines de l'Atlantique. Mardi 1<sup>er</sup> janvier, le limite entre l'air froid et l'air chaud évoluera sur la France en donnant des pluies sur les régions étendues de la Bretagne à l'Aquitaine, où un adoucissement sensible se produira ; des chutes de neige et du verglas sur les autres régions. Ces précipitations s'apaiseront toutefois nos régions

du Nord-Est, où des gelées et quelques accumulations neigeuses suivront d'éclaircies. Les vents de direction variable, orientés à l'ouest ou au nord-ouest et deviendront assez forts sur nos régions voisines de l'Atlantique. Le lundi 31 décembre, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 011,6 millibars, soit 755,5 millimètres de mercure. Températures le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 décembre : le second le minimum de la nuit du 30 au 31 : Ajaccio, 13 et 8 degrés ; Biarritz, 12 et 5 ; Bordeaux, 11 et 3 ; Brant, 9 et 2 ; Caen, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 8 et 1 ; Dijon, 6 et 1 ; Grenoble, 7

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2 575



### HORIZONTALEMENT

I. Paraissent toujours plus sains quand ils sont solitaires. II. Utile pour celui qui est malade et dans le besoin ; Rigole quand il passe en ville. — III. N'hésitait pas à remettre à l'ouvrage. — IV. Secours (épelle). Pas encore solitaire. — V. Tonalité pour une messe ; Souvent joyeuse quand elle est grande ; Canton. — VI. Un assortiment de couleurs ; Amène à la raison. — VII. Bien ennuyé. — VIII. Article arabe. Qui peut ne céder qu'après plusieurs coups. — IX. Pas vilaine ; Prenez quand il y a un blanc. — X. Élément de batterie. — XI. Vaut de l'or ; Dieu.

### VERTICALEMENT

1. Bouffalent bien mieux quand elles avaient leurs paniers ; Petite quand il n'y a que le dessous. — 2. Provoquent la rouille. — 3. Esprit de l'étranger ; Mieux que rien ; Grecque. — 4. Capable d'amener à ébullition ; Boule. — 5. Très délicate. — 6. Un bon jugement ; Un arrêt d'urgence. — 7. Coule en Italie ; Lisse. — 8. Dessous de table ; Fixe l'oiseau sur la branche. — 9. Qui ne provoque pas de surprise ; Peut qualifier un lieu que personne ne connaît ; Sachant tout faire de leurs doigts.

Solution du problème n° 2 574

### HORIZONTALEMENT

I. Commandes ; Frioux. — II. Escouillon ; Sa. — III. Réal ; Is ; Edam. — IV. Tol ; Lapeus ; Aga. — V. Ribotes ; Umar. — VI. Alouette ; Oliver. — VII. Ni ; Triage. — VIII. Endrènes ; Cloc. — IX. Se ; Es ; Drapeau. — X. Sür ; Serpentin. — XI. Sa ; Train ; Rual. — XII. Eve ; Ere ; Clon. — XIII. Réurrence ; Léed. — XIV. Bouris ; Ur ; Casté. — XV. Estaleras.

### VERTICALEMENT

I. Centrale ; Frères. — 2. Oc ; Oll ; N.S. ; Avo. — 3. Moribondes ; Eau ; 4. Aue ; Oule ; Ut ; Or. — 5. Eve ; T4 ; Vavreie. — 6. Rillettes ; Arrêt. — 7. El ; Astre ; Sio. — 8. Slip ; Eiden ; Nul. — 9. Osm ; RR ; Acra. — 10. Pneumographie. — 11. Saie ; Feu ; Ca. — 12. De ; Ri ; Cénacles. — 13. De ; Volatiles. — 14. Usagée ; Oul ; Ost. — 15. Ramassis ; Nouées.

GUY BROUTY.

150 من الأمل



# TRANSPORTS DU FUTUR

## LA LIAISON ERMONT-INVALIDES

### La S.N.C.F. s'engage dans la bataille de l'enquête publique

ESTIMANT les riverains mal protégés contre les nuisances occasionnées par le passage quotidien à l'air libre de deux cents trains, la Ville de Paris a demandé à la S.N.C.F. de revoir entièrement son projet de construction d'une liaison ferroviaire Ermont-Invalides qui reliera la vallée de Montmorency au RER. Cette décision intervient alors que la S.N.C.F. s'efforce de faire passer à la préfecture de Paris de la loi de l'enquête publique. La prise de position de la mairie est approuvée par l'Association pour la défense de l'environnement de Paris Nord-Ouest (A.D.E.P.N.O.) qui s'est toujours battue contre ce projet. Elle est, par contre, critiquée par le Syndicat national des usagers des transports, qui vient d'écrire au maire de la capitale pour lui demander « d'intervenir auprès des élus du Conseil de Paris pour les convaincre de la nécessité de ne pas retarder davantage la réalisation, dans son intégralité

de la liaison Ermont-Invalides ». La nouvelle ligne Ermont-Invalides, nécessaire, selon la S.N.C.F., pour améliorer la liaison entre la banlieue nord-ouest et les quartiers ouest de la capitale, aura le tracé suivant : Ermont - Gennevilliers - Porte de Clichy - Pèreire - Porte Maillot - Champ-de-Mars - Invalides. Cette ligne empruntera notamment la section de la petite ceinture exploitée entre Pont Cardinet et Auteuil. Arrivés à la gare des Invalides, les trains continueront leur course jusqu'à la gare d'Austerlitz et au-delà vers Juvisy ou Brétigny-sur-Orge. Cette transversale relierait donc la banlieue nord-ouest à la banlieue sud-ouest en desservant quatorze stations dans Paris intra-muros. « L'intérêt de cette ligne est particulièrement net pour les Parisiens qui doivent traverser la Seine pour se rendre à leur lieu de travail », a déclaré récemment M. Lucien Lanier, préfet de Paris, qui a ajouté : « Cette remarque intéresse 35 000 personnes habi-

tant les 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements ». Malgré l'étude de différents variantes, les projets de la S.N.C.F. n'ont pas convaincu les associations de défense de ces quartiers, qui craignent l'impact sonore du trafic. Elles précisent : « Nous nous sommes peu à peu aperçus que le trafic empruntant cette nouvelle radiale nord-sud sera appelé à un développement beaucoup plus rapide et plus important que celui annoncé par la S.N.C.F., puisqu'elle permettra de dégorger les réseaux de la gare du Nord et de la gare Saint-Lazare. » Selon ces associations, la mairie vient de demander à la S.N.C.F. de prévoir, à ses frais, « un tracé souterrain pour toute la partie traversant la capitale entre la porte Pouchet et la porte d'Asnières ».

Intervenant récemment au Conseil de Paris, M. Lucien Lanier a apporté quelques précisions sur ses nouvelles études de la S.N.C.F. (Le Monde du 13 décembre). Ce nouveau projet a obtenu : l'accord de principe de M. le ministre des transports, a indiqué le préfet de Paris. Il prévoit notamment une meilleure protection phonique des riverains grâce à la couverture des gares, à la soustraction des rails et à la plantation de talus. L'ensemble de ces mesures est estimé à 19 millions de francs. Entre la porte Clichy et le boulevard Berthier, la voie sera transférée sur l'emplacement des bureaux de la société Calberson et isolée par un mur écran (coût de l'opération 29 millions de francs).

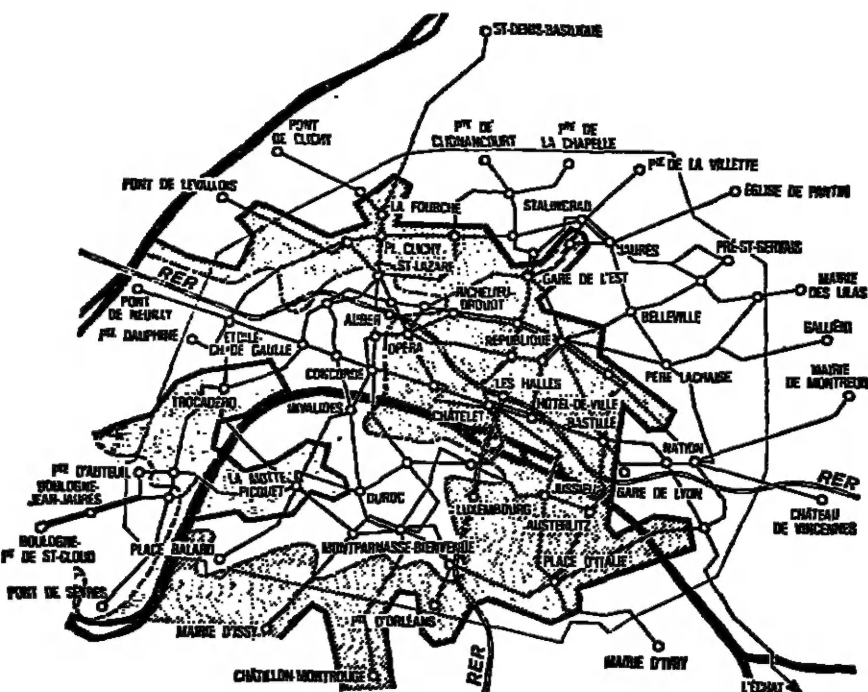
Le préfet a également précisé : « Le service actuel des transports ne comporte aucune étude de projet ne comportant aucune étude de l'impact de l'habitat ». Enfin, pour ne pas accroître la nuisance le long des boulevards Pèreire et Flandrin, la S.N.C.F. propose de supprimer les services de la navette Auteuil-Pont Cardinet entre les stations Henri-Martin et Pèreire où elle double la liaison projetée. Enfin, le préfet de Paris a indiqué que la municipalité pourrait profiter des travaux d'aménagement des voies pour réaliser des travaux de couverture de tranchée. Pour cela, l'Etat pourrait aider la Ville pour un montant de 10 millions de francs.

La Ville reste sceptique face à cette proposition. Car elle estime que les frais de couverture de tranchée sont à la charge de la S.N.C.F. d'une part, et que le coût d'une « bonne » couverture permettant un certain nombre d'aménagements avoisine les 80 millions de francs, d'autre part. A la veille du lancement de l'enquête publique pour la réalisation d'un projet estimé à 650 millions de francs et intéressant 1,5 million de personnes (Paris et banlieue), le débat est donc lancé non seulement entre la Ville et la S.N.C.F. mais aussi entre les différentes associations qui, selon leur optique, valorisent l'environnement ou favorisent les transports.

JEAN PERRIN.

## LE MÉTRO AU-DELA D'AUTEUIL

### Boulogne-Paris en deux stations



Limite atteinte en 20 minutes avant prolongement  
Limite atteinte en 20 minutes après prolongement  
Limite atteinte en 40 minutes avant prolongement  
Limite atteinte en 40 minutes après prolongement

LA comparaison est sans doute quelque peu artificielle, les équipements de transport, bien sûr, ne sont pas identiques ; mais, tout de même, il est difficile de résister à la tentation de mettre en balance les deux factures suivantes :

— Dans le cœur du Massif central, la déviation de pont Sallomon, sur la route Saint-Etienne-Le Puy qui vient d'inaugurer M. Joël Le Theule, ministre des transports, a coûté 47 millions de francs. Longueur : 3 kilomètres dont un viaduc de 500 mètres.

— A Boulogne-Billancourt, le coût des travaux de prolongement de la ligne de métro n° 10, au-delà de la porte d'Auteuil vers le pont de St-Cloud, s'élève, au 1<sup>er</sup> janvier 1980, à 356,3 millions de francs. Longueur des tunnels creusés : à peu près le même kilométrage. La première section du prolongement vers la station « Boulogne-Jean-Jaures » devrait être mise en service en octobre prochain ; l'autre — « Boulogne-Jean-Jaures-Pont-de-Saint-Cloud », en octobre 1981.

Pourquoi cette confrontation brute de chiffres ? Simplement, sur un exemple, pour mettre en évidence les différences considérables du coût des travaux d'équipement, selon qu'il s'agit des grandes métropoles ou du monde rural ; et aussi pour faire comprendre aux habitants de la région parisienne que l'amélioration (légitime) de leurs conditions de transport implique des investissements considérables. Il faut le savoir lorsque le gouvernement, les usagers, les responsables de la R.A.T.P. et les par-

lementaires discutent de la fixation du prix du billet de métro ou du financement de la R.A.T.P. et lorsque certains responsables parisiens soutiennent qu'ils sont défavorisés par rapport à d'autres régions.

#### Des conséquences bénéfiques

La facture du prolongement de la ligne n° 10 (travaux qui entraîneront, comme le montre la carte, des conséquences très bénéfiques pour les quelques cent vingt mille habitants de Boulogne-Billancourt) aurait pu d'ailleurs être plus « sale » si la R.A.T.P. avait décidé de construire une station intermédiaire entre Porte-d'Auteuil et Jean-Jaures (1 635 mètres) ou si les ingénieurs — M. Selosse et son équipe — s'étaient heurtés à des difficultés techniques ou géologiques. Ce qui ne fut pas le cas puisque, mis à part la présence d'une nappe phréatique très active dans cette zone et la nécessité, au-delà d'Auteuil vers l'ouest, de faire plonger la voie pour passer sous les fondations du périphérique lui-même construit en tranchée (d'où une pente des voies, à cet endroit, de 4 cm par mètre), le creusement des tunnels dans les alluvions (entre Jean-Jaures et Pont-de-Saint-Cloud) ou dans la craie (entre Auteuil et Jean-Jaures et entre Jean-Jaures et Michel-Ange-Molitor) n'a donné lieu à aucun incident notable. Pas d'accident grave du travail. La grogne des riverains ? « Bien sûr, mais lorsqu'ils passeront le

pour et le contre, les commerçants s'apercevront que leur boutique prend de la valeur parce qu'elle est située près d'une ligne de métro. Pour les logements, c'est la même chose », disent les ingénieurs. La R.A.T.P. a d'ailleurs pris soin, avant d'engager les travaux (la déclaration d'utilité publique a été prononcée en janvier 1977) de faire constater par huis clos l'état des immeubles et appartements susceptibles d'être affectés par le creusement des galeries, l'ouverture des puits ou les opérations de terrassement. Les grincements — ceux-là mêmes, souvent, qui, depuis des années pressaient la Régie de vite faire un métro dans le nord de Boulogne — ne pourront pas de la sorte accuser la R.A.T.P. le jour de l'inauguration de la ligne d'être responsable des moindres lézards apparus dans les murs des maisons.

F. G.

#### Paris-Orléans

##### A QUI LA FAUTE ?

M. Philippe Fortin, de Sceaux, nous écrit : Dans votre numéro daté du 21 novembre, un article sur « Orléans grande banlieue » fait état de la régularité insuffisante des relations ferroviaires entre Orléans et Paris : « La S.N.C.F. n'est plus ce qu'elle était ».

C'est peut-être vrai mais incomplet, et par là même injuste : si les trains Orléans-Paris sont en retard c'est que depuis des années la ligne est archaïsée sur toute sa longueur : la S.N.C.F. l'a depuis longtemps signalée aux pouvoirs publics et a proposé une solution : ligne nouvelle de Paris-Montparnasse à Tours, réutilisant en banlieue la plateforme de la ligne Paris-Chartres par Gallardon ; raccordement de cette ligne nouvelle à la ligne d'Austerlitz entre Epinay et Bagneux-sur-Orge. Mais le gouvernement garde ce projet dans les cartons, préférant faire des autoroutes.

Alors, si les usagers sont mécontents des retards qu'ils accusent pas la S.N.C.F. qui n'y peut rien, qu'ils aillent plutôt voir leurs élus !

Écrit par la S.A.R.L. Le Monde.

Géants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Minimes PARIS-13<sup>e</sup> 1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

## 1984-1985

### Le nouveau véhicule de la R.A.T.P. sera un autobus national

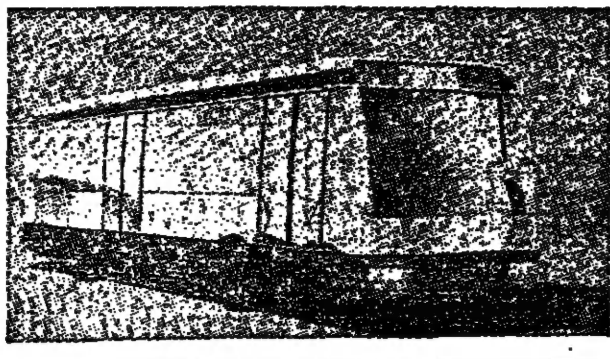
LE choix définitif du nouveau modèle d'autobus, que la R.A.T.P. prévoit de mettre en service aux alentours des années 1984-1985 sera arrêté dans quelques mois, sinon dans quelques semaines. Le croquis que nous présentons ci-dessous donne la ligne générale du futur véhicule. Quelles sont ses caractéristiques et dans quelle mesure la R.A.T.P. s'est-elle engagée avant de le mettre au point ?

Pour la première fois, il s'agit d'un autobus défini d'abord par les exploitants et proposé ensuite à l'industrie française, qui se prononcera sur sa fiabilité technique et industrielle. Pour les autobus précédents, la démarche inverse avait toujours été suivie : l'industriel proposait un type de bus, l'exploitant demandait des adaptations. Les

exploitants ont enquêté auprès des futurs utilisateurs pour mieux connaître leurs besoins et leurs goûts. Il s'agit d'un autobus national et non pas seulement parisien.

Les grandes orientations techniques sont les suivantes : abaissement de la hauteur d'embarquement pour faciliter l'accès et la descente aux personnes âgées, accompagnées d'enfants ou chargées de bagages ; sièges individuels adaptés aux trajets courts ; formes arrondies, non agressives, sans angles vifs ; larges baies vitrées et faces latérales gaillardes. Pas plus de deux couleurs.

Le poste de conduite est adaptable à la morphologie du conducteur. Une attention particulière a été portée au confort de la station debout.



#### AU BUREAU DES RÉCLAMATIONS

M. Jacques Laurioz, de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), nous écrit à propos de la transversale S.N.C.F. rive gauche créée par la liaison entre les gares des Invalides et d'Orsay.

Ce R.E.R. n'a de R.E.R. que le nom qu'on lui prête dans les généreuses (et coûteuses) publicités que nous voyons dans les journaux. Il se « traîne » : par exemple, neuf minutes pour un train direct Choisy-Austerlitz (8 kilomètres), soit 60 km/heure de moyenne. Autre exemple, la S.N.C.F. n'a pas modifié ses habitudes et, dans le souterrain entre Austerlitz et Invalides, les trains marchent au ralenti, s'arrêtent, repartent, bien qu'il existe parallèlement une « piste de régulation » aux Invalides.

Ce R.E.R. est bruyant pour les riverains. Alors que la R.A.T.P. circule allégrement (et rapidement), la S.N.C.F. persiste à cultiver toute une tradition de coups d'avertisseurs, avant, pendant et après les stations. Fourdan, qui ne pas confier l'exploitation de ce type de lignes à la R.A.T.P. de ce type de maîtrise parfaite, qu'elle exporte même à l'étranger, alors que nos chemins de fer nationaux sont mieux adaptés (habitudes, formation adaptés) pour des hommes, procédures) pour des dessertes à grande distance ?

Mme Claire Khalifa, de Paris, dénonce, pour sa part, les mauvaises conditions de circulation des trains de la ligne de Sceaux.

Voilà plus de vingt ans que je suis une très fidèle cliente usagère de cette ligne. J'habite Paris et me rends tous les jours à mon travail, à l'université de Paris-XI, station Orsay-Ville. Malgré toute la publicité essayant de nous persuader des qualités d'exactitude et de confort de la R.A.T.P. et du R.E.R., « votre deuxième voiture », voici plus de quatre ans que je ne suis jamais arrivée à la gare d'Orsay-Ville à l'heure indiquée sur les horaires officiels de la ligne de Sceaux, sauf pendant le mois de juillet où, par miracle, les trains fonctionnent à la perfection.

Nous savons qu'une jonction allait être réalisée avec la station Châtelet et pensions qu'une fois celle-ci faite (depuis un an environ) nous serions mieux transportés. Mais maintenant une nouvelle jonction est prévue avec la gare du Nord. Nous sommes, évidemment, une génération sacrifiée. Mais est-ce bien cela la cause des retards ? Car, évidemment, nous ne sommes au courant de rien.







En Belgique

Leve des medecins d'intensité

De notre correspondant

La greve des medecins d'intensité... (text continues with details of the strike and its impact on intensive care units in Belgium)

Proble de 19 %

Proble de 19 %... (text continues with financial or economic details related to the 19% figure)

NET

Decès... (text continues with news of deaths)

SÉCURITÉ SOCIALE : LE SALAIRE-PLAFOND EST FIXÉ À 5 010 FRANCS PAR MOIS

Le salaire-plafond servant au calcul de certaines cotisations (assurance-maladie et versements aux caisses d'allocation familiale pour les contributions des employeurs, assurance-veillesse pour celles des employeurs et des salariés) est fixé à 5 010 francs par mois à partir du 1<sup>er</sup> février 1980 au lieu de 4 470 francs en 1979, soit une augmentation de 12,06 %.

UNE PRIME DE 100 FRANCS POUR LES NON-FUMEURS

Pour lutter contre le tabagisme pendant les heures de travail, le directeur d'une fabrique de planches à voile, de Clichy-sous-Bois (Finistère), verse une prime mensuelle de 100 francs à son personnel non fumeur.

La grève de la faim de cinq administrateurs d'une œuvre sociale de la R.A.T.P. continuait le lundi 31 décembre. Ils réclament l'ouverture d'une discussion avec la R.A.T.P. pour la fourniture d'autobus, avec tarifs réduits, pour empêcher les enfants des agents dans des centres de loisirs.

POINT DE VUE

Filles et garçons devant le choix professionnel

Un très grand conformisme

par ISABELLE PELLÉ (\*)

DANS tout le système de formation, on peut constater une belle harmonie entre les divers secteurs offerts et les individus. Cette répartition minutieuse commence à être objet d'interrogations et d'études. Assez fréquemment, la raison invoquée en guise d'explication est le manque de débouchés, pour les filles, dans les professions classiquement masculines. On a tendance à prendre pour cause unique l'état du marché du travail et à penser que l'obstacle des mentalités ne joue que chez les jeunes et leurs familles, alors que les patrons n'obéiraient qu'à la loi pure et dure de l'offre et de la demande. C'est méconnaître la force des représentations inconscientes et sous-estimer l'information qu'ont tous les partenaires (jeunes, professeurs, parents, employeurs) du marché de l'emploi.

En effet, alors même que les adolescents ne se posent pas encore la question de savoir quel métier choisir pour avoir du travail, mais seulement celle de trouver une formation et une future profession qui puisse leur plaire, on constate déjà cette répartition entre métiers féminins et métiers masculins : les filles choisissent les professions paramédicales, de l'enseignement ou des métiers du tertiaire, les garçons s'orientent vers la production industrielle ou les métiers scientifiques avec une quasi-unanimité. « La variable la plus différenciatrice des choix professionnels est incontestablement le sexe, qui agit à la fois sur le niveau d'aspiration et le type d'activité recherchée. » (1)

Les différences d'origine sociale ou géographique (en France, tout au moins, et vraisemblablement dans bien d'autres pays) ne jouent, en effet, que sur des variations de niveau d'aspiration à l'intérieur de

SOCIAL

AFFAIRES

Questions...

SABENA : SAUVETAGE EN ATLANTIQUE

La compagnie aérienne belge Sabena traverse une période difficile. Son déficit en 1979 est évalué à 2226 millions de francs belges (contre 11 millions de francs français). La compagnie vient toutefois de lancer une « opération survie » en décidant de moderniser sa flotte. Le président de Sabena, M. Van Rafeleghem, nous explique ci-dessous ses objectifs :

— Comment allez-vous redresser la situation financière ?

Malgré une situation financière délicate, la Sabena aperçoit le bout du tunnel et la compagnie aérienne belge, une des plus anciennes du monde, espère ne plus enregistrer de déficits d'ici dix ans. Pour atteindre cet objectif, la Sabena modifiera profondément ses méthodes d'exploitation, et une flotte modernisée lui permettra bientôt d'opérer avec plus d'efficacité.

Les signes sont déjà encourageants. Le trafic sur les liaisons Bruxelles-New-York et Bruxelles-Atlanta s'est développé dans des proportions spectaculaires depuis le début de 1978. Au cours de l'été, la Sabena a transporté 109 555 passagers sur la ligne de New-York contre 90 783 en 1977 et le taux d'occupation a atteint 87,5 % contre 71,1 l'année précédente. Sur Atlanta, le nombre de passagers est passé de 13 934 en 1978 à 43 382 en 1979, soit une hausse de 211,3 %, mais ce chiffre doit être pondéré par le fait que la ligne n'a été ouverte qu'en juin 1978 et que le Boeing 747 a remplacé le Boeing 707 en avril 1979.

— Sur quelles destinations ferez-vous plus particulièrement porter vos efforts ?

L'Amérique du Nord, en tout cas, sera dorénavant le premier objectif de la Sabena : le 8 avril 1980, nous serons la première compagnie au monde à relier Detroit au continent européen (trois services hebdomadaires). A ce

CONJONCTURE

LA LIBÉRATION DES MARGES DU COMMERCE

L'effet Monory

Les organisations professionnelles du commerce, réunies au sein du conseil national du commerce et de la confédération générale des petites et moyennes entreprises, ont souscrit des engagements de développement de la concurrence, d'information et de protection des consommateurs qui apporteront des garanties nouvelles aux consommateurs. La mise en application de ces engagements au cours de l'année 80 permettra notamment d'apporter une information plus claire et plus sûre, l'élaboration des clauses abusives, un règlement plus facile des litiges.

Le grand vent libéral qui souffle sur les prix doit-il être comparé à l'air vivifiant qui chasse les impuretés ou à la tempête qui arrache sur son passage tout ce qui ne lui résiste pas ? Aux deux, répondrait sans doute le ministre de l'économie, qui ne voit qu'avantage dans un cas comme dans l'autre. Chassons le coureur, pourfendons le fonctionnaire, laissons jouer les forces naturelles de la concurrence, au risque de voir s'écrouler quelques vieilles maisons lui semble de bonne gestion. L'industrie a certes quelque peu tremblé sous ce vent du large, mais elle fera mieux que s'en remettre. Alors pourquoi pas le commerce ?

Pourquoi ne pas imaginer, en effet, que la sclérose du système de distribution en France ne va pas disparaître sous l'effet du libre jeu de l'offre et de la demande ? Pourquoi ces craintes tristes d'associations de consommateurs qu'on aurait imaginé les premières à se féliciter de la situation nouvelle ? Que signifie l'opposition du syndicat C.F.D.T. qui affirme que tout cela ne peut conduire qu'à un nouveau ralentissement de l'activité économique et contribuer à l'augmentation du chômage ?

C'est que les uns et les autres semblent avoir perçu qu'il était fallacieux de comparer deux univers dissemblables. L'industrie vit sous la loi de la concurrence internationale, pas le commerce. La première doit jouer sur deux fronts, et lutter à l'extérieur avec des concu-

FRANÇOIS SIMON.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSATION DE GARANTIE

La Banque nationale de Paris, société anonyme au capital de 997 000 000 F, dont le siège social est à Paris 9<sup>e</sup>, 16, Boulevard des Capucines, inscrit au Registre du commerce de Paris, sous le numéro B 622 042 449, informe la public qu'à la suite de cessation d'activité de transactions sur immeubles et fonds de commerce, la garantie qu'elle avait accordée à Mlle Edmée Cailliet, le 8 mars 1974, cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une somme effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 et restant couvertes par la Banque Nationale de Paris, à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au siège de l'agence de la Banque Nationale de Paris, sis à Paris 17<sup>e</sup>, 8, place des Ternes.

EMPRESA DE ENERGIA ELECTRICA DE BOGOTA  
COLOMBIA, SOUTH AMERICA  
GUAVIO HYDROELECTRIC PROJECT  
FIRST STAGE : 1,000 MW  
CONSTRUCTION OF THE MAIN CIVIL WORKS  
PREQUALIFICATION NOTICE

The EMPRESA DE ENERGIA ELECTRICA de BOGOTA will call for bids, in the first half of 1980, for the construction of the main civil works of the GUAVIO Hydroelectric Project. For this purpose, it has invited civil contractors to submit prequalification applications in order to select the firms and joint-ventures which may participate in the bidding for the works. The project is located 80 km East of Bogota. The works consist of the following program, which will be the object of separate and simultaneous bids, that may be awarded to one or two Contractors :

- Program 1 : A 250-m high rockfill center core dam, its appurtenant structures, tunnels, two side-stream diversions to the reservoir and the upper part of the power tunnel. The main quantities are : 16,500,000 m<sup>3</sup> of dam embankment 700,000 m<sup>3</sup> of open-cut excavation 850,000 m<sup>3</sup> of underground excavation 120,000 m<sup>3</sup> of concrete.
- Program 2 : Lower part of the power tunnel, tailrace tunnel, underground powerhouse, access tunnel and related works. The main quantities are : 1,100,000 m<sup>3</sup> of underground excavation 150,000 m<sup>3</sup> of concrete.

The E.E.E.R. is negotiating loans with the International Development Bank to finance one program and with the International Bank for Reconstruction and Development to finance the other one. Only firms that comply with the following requirements may submit prequalification applications :

- Applicants for prequalification for the works must be from countries eligible by the International Development Bank or from countries which are members of the International Bank for Reconstruction and Development or Switzerland. Bidders for each program must be from countries eligible by the respective Banks. All firms forming joint-ventures must comply with this requirement.
  - Applicants must have a minimum of ten years experience in heavy construction.
  - Applicants must have executed a volume of work greater than the following during the last five years in similar projects :

	Program 1	Program 2
Dam construction	16,500,000 m <sup>3</sup>	—
Open-cut excavation	700,000 m <sup>3</sup>	1,100,000 m <sup>3</sup>
Underground excavation	850,000 m <sup>3</sup>	150,000 m <sup>3</sup>
  - Applicants must have a capital (assets less liabilities due in less than one year) greater than the equivalent of US \$ 30,000,000.
  - If the application is submitted by a joint-venture, the Sponsor Firm must comply with all the requirements mentioned above. Prequalification forms may be obtained directly or by mail after January 1, 1980, at the office of the Subgerencia Técnica of the Empresa de Energía Eléctrica de Bogotá, Carrera 37-15-28, segundo piso, Bogotá, Colombia. (Mail address : Apartado Aéreo 4458, Bogotá, Colombia. Telex : 41242-ENEEB CO). The price for the first set of documents is 20,000 Colombian Pesos or US \$ 500. The price for each additional copy is 4,000 Colombian Pesos or US \$ 125. These amounts must be paid by cheque made to the order of the Empresa de Energía Eléctrica de Bogotá.
- Applications must be submitted as indicated in the documents no later than 2.30 pm, March 17, 1980.

...Réponses

Faisant suite à la réforme de l'IRIA

L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE EN INFORMATIQUE EST CRÉÉ

Après de longs mois d'attente, l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) vient d'être créé par décret publié au Journal officiel du 30 décembre 1979. Ce nouvel institut, dont l'entrée en fonction sera effective le 1<sup>er</sup> janvier 1980, est l'une des conséquences de la réforme de l'IRIA (Institut de recherche en informatique et d'automatique), engagée voici plus d'un an. L'IRIA disparaît donc à la date du 31 décembre 1979 en ayant donné naissance à deux entités : l'INRIA, nouvellement créé, et l'ADP (Agence de l'informatique), établissement public à caractère industriel et commercial dont le président, M. Bernard Lorimy, a été récemment nommé (le Monde du 13 décembre 1979).

Placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie, l'INRIA, établissement public à caractère administratif, aura pour tâche d'effectuer dans le domaine de l'informatique et de l'automatique des études et recherches en liaison avec les organismes et entreprises publics et privés et de réaliser, en coopération avec l'industrie et les utilisateurs, des systèmes expérimentaux dans ce domaine. A ce titre, il devra notamment entreprendre des recherches fondamentales et appliquées et réaliser des systèmes expérimentaux en associant, au plan national, des équipes appartenant à des laboratoires des organismes publics et privés.

● Les casinos de la Côte basque et Britanniques. — Quarante-huit pour cent des actions de la Société des casinos de la Côte basque ont été cédées à une société britannique, Williams Hudson Ltd. M. Charles Peryère, principal actionnaire de la Société des casinos, a déclaré que cette vente ne deviendrait effective qu'après accord avec les autorités françaises. La Société des casinos de la Côte basque gère des établissements de Biarritz (casino municipal et Bellevue), de Saint-Jean-de-Luz, de Hendaye, de Dax et de Bayonne-de-Bigorre.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. HIER ET DEMAIN : « Nouvelles schèmes de la vie future », par Yves Pansa di Borgo ; « 1980, par Thierry Maulouquet ; « Ai-je vécu l'avenir ? », par Samuel Peur.

### ÉTRANGER

3-4. L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN  
4. PROCHE-ORIENT : la mission du secrétaire général de l'ONU à Téhéran.  
5. EUROPE  
— PORTUGAL : l'armée militaire ne figurera dans le gouvernement formé par M. Sá Carneiro.  
— RHODÉSIE : les porteurs de M. Mugabe refusent l'union électorale avec la ZAPU de M. Nkomo ; des quinquarèmes sous les couleurs de l'Union Jack.  
6. SOCIÉTÉ  
6. Les objectifs de conscience face à la loi.  
POINT DE VUE : « Les croix de la lumière », par Jacques Robert.  
7. MÉDECINE  
7. RELIGION : Jean-Paul II confirme les sanctions contre Houa King.  
7. JUSTICE  
7-8. SPORTS : le bilan de l'année.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

LE BILAN FINANCIER DE L'ANNÉE  
11. La paille du pétrole.  
11. PARIS : mieux que l'inflation.  
12. Le pétrole en flèche.  
14. Bourses étrangères.

### CULTURE

15. DANSE : un entretien avec Zizi Jeanmaire.  
19. ÎLE-DE-FRANCE : les transports du futur.

### ÉCONOMIE

20. ÉTRANGER  
21. SOCIAL : « Filles et garçons devant le choix professionnel », un point de vue d'Isabelle Petit.  
RADIO-TELEVISION (17) INFORMATIONS SERVICES (18)  
Annonces classées (20) ; Carnet (20) ; Journal officiel (18) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (18) ; Programme spectacles (16-17).

## La loi autorisant la perception en 1980 des impôts et taxes existants est déclarée conforme à la Constitution

Après le vote, dans les deux Assemblées, de la loi autorisant le gouvernement à percevoir dès le 1<sup>er</sup> janvier 1980 les impôts et taxes existants en 1979, des parlementaires communistes et socialistes avaient estimé, vendredi 28 décembre, le Conseil constitutionnel. Leur recours se fondait sur le fait que le recouvrement des taxes parafiscales ne pouvait être autorisé que par une loi de finances alors que le texte voté ce jour-là n'était qu'une loi ordinaire destinée à assurer les rentrées fiscales en attendant le nouvel examen, dans les formes constitutionnelles, de la véritable loi de finances pour 1980 (voir le Monde du 30 et 31 décembre).

Le Conseil constitutionnel s'est réuni le 30 décembre et a décidé que la loi autorisant le gouvernement à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants est conforme à la Constitution. L'argumentation des juges constitutionnels est la suivante :

« Considérant que la loi Constitutionnelle n° 10 du 23 juillet 1958 portant loi organique relative aux lois de finances n'a prévu explicitement la procédure à suivre après une décision du Conseil constitutionnel déclarant la loi de finances de l'année non conforme à la Constitution ;

« Considérant que, dans cette situation et en l'absence de dispositions constitutionnelles ou organiques directrices applicables, il appartient, de toute évidence, au Parlement et au gouvernement, dans la sphère de leurs compétences respectives, de prendre toutes les mesures d'ordre financier nécessaires pour assurer la continuité de la vie nationale ; qu'ils doivent, pour ce faire, s'inspirer des règles prévues, en cas de dépôt tardif du projet de loi de finances, par la Constitution et par l'ordonnance portant loi organique, en ce qui concerne les ressources que la répartition des crédits et des autorisations relatives aux services totales ;

« Considérant qu'à cette fin et dans l'attente de l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 1980, la loi soumise au Conseil constitutionnel autorisant la perception des impôts, produits et redevances affectés à l'État, aux collectivités territoriales, aux établissements publics organisés divers habilités à les percevoir, ainsi que celle des taxes parafiscales existantes ;

« Considérant que, bien qu'elle ne soit pas comprise dans les lois mentionnées à l'article 2 de l'ordonnance du 2 janvier 1959, cette loi, tout comme les lois prévues à l'article 44, 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup>, de cette ordonnance, doit être considérée comme une loi de finances, au sens de l'article 47 de la Constitution ; qu'en effet, les dispositions qu'elle comporte sont de celles qui figurent normalement dans une loi de finances ; qu'ainsi elle constitue un élément détaché, préalable et temporaire de la loi de finances pour 1980 ;

« Considérant, en conséquence, que cette loi, qui a la même portée que celles visées à l'article 44 de

### Les écologistes et l'élection présidentielle

M. DELARUE (S.O.S. - Environnement) ENVISAGE D'ÊTRE CANDIDAT

M. Jean-Claude Delarue, président de S.O.S. - Environnement, a déclaré, vendredi 28 décembre, au micro de France-Inter, qu'il y avait un candidat écologiste indépendant à l'élection présidentielle de 1981 et que sa propre candidature « est une possibilité réelle d'autres ».

M. Delarue a précisé que ce candidat « ne se désisterait en faveur d'aucun candidat au second tour ».

« Nous ne sommes partisans ni d'aucun candidat à droite, ni d'aucun à gauche », a expliqué le président de S.O.S. - Environnement. Il estime que les écologistes ne pourront pas faire le jeu d'un parti politique lors de l'élection présidentielle, car « les voix écologistes proviennent de tous les horizons politiques ».

M. Brice Lalonde, ambassadeur des Amis de la Terre, parait « difficile », a déclaré M. Delarue, « compte tenu des choix qu'il n'a cessé de faire, depuis trois ans, en faveur de l'écologie durable ».

M. Lalonde, candidat dans la troisième circonscription de Paris et l'un des porte-parole d'Écologie 78 lors des élections législatives de mars 1978, avait déclaré, entre les deux tours : « Nous sommes dans l'opposition ». Cette prise de position en faveur des candidats de gauche au second tour avait été démentie par M. Delarue et Philippe Lebeux, autres porte-parole d'Écologie 78, qui avaient réaffirmé l'hostilité de ce courant envers tous les partis politiques.

Le 27 juillet dernier, les Amis de la Terre ont signé, avec la C.F.D.T., le P.S. et plusieurs autres organisations de gauche, un manifeste commun demandant la suppression du programme électoral nucléaire mis en œuvre par le gouvernement.

## M. JEAN LECANUET « COMPREND UN PEU » M. CHIRAC

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a déclaré dans une interview au Point publiée lundi 31 décembre qu'il « comprend un peu M. Chirac ». M. Lecanuet a précisé : « Toutes choses égales, en effet, je me suis trouvé en 1965 comme candidat à l'Élysée dans une situation proche de la sienne. Or, à l'époque, le maire de Rouen a rappelé toutefois qu'il n'appartenait pas à la majorité de l'époque, au contraire de M. Chirac, qui, selon moi, a été élu à la présidence de la République par un homme qu'il a fait élire et qu'il aura soutenu, bon gré mal gré, pendant sept ans ».

D'autre part, tout en reprochant aux dirigeants du R.P.R. de s'être constamment « placés en position d'agresseurs » du mois de M. Lecanuet a estimé en même temps que « Raymond Barre a probablement fait preuve d'une vigueur un peu magistrale ». Ainsi le président de l'U.D.F. a-t-il exprimé le souhait de voir le premier ministre « retrouver très vite sa sérénité intérieure, car sa fonction exige qu'il se garde, même s'il est provoqué, de toute tentation polémique ».

## M. MÉO : si le gouvernement ne tient pas compte du R.P.R., il faudra en tirer les conséquences.

M. Jean Méo, secrétaire général adjoint du R.P.R., estime que la revue des révisions de l'appel (décembre 1979), qui a permis la mise en œuvre de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution n'est pas un mode de gouvernement « acceptable ». Il a précisé : « C'est à la fois la négation du rôle du Parlement et une déviation de la Constitution. Nous avons une logique qui ne peut que mener à la démission ou à la démission du bon sens. Nous sommes la majorité de la majorité et nous voudrions bien que le gouvernement tienne compte de nos observations. Alors, si on fait la démonstration de façon aveuglante que le gouvernement ne tient aucun compte de nous (...) il faudra en tirer les conséquences ».

« Nous affirmons qu'en ce qui concerne le dernier budget, par exemple, c'est à coup sûr le plus mauvais de la V<sup>e</sup> République. C'est le résultat de la loi qui nous a été imposée, nous ne pouvons la voter en l'état. Nous avons demandé des modifications qui n'allaient pas dans le sens du libéralisme et de la facilité, mais dans le sens d'une plus grande contrainte. Or le gouvernement utilise, lui, la contrainte pour aller dans le sens de la facilité. Il a tort et nous avons raison. Le peuple en opérera un jour. Le R.P.R. en est convaincu ».

Dans cet article, M. Méo dénonce également « le complotage » de la sécurité sociale et le fait que « le gouvernement actuel ne le plan ».

## La publication de la « liste des honneurs », à Londres

ALFRED HITCHCOCK CHEVALIER DE L'ORDRE DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

Londres (A.P. Reuters). — Le cinéaste Alfred Hitchcock, bien que nativement américain, figure sur la « liste des honneurs » publiée ce lundi 31 décembre par le gouvernement britannique. M. Hitchcock devient chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique. Parmi les autres personnes honorées, on trouve le chanteur Cliff Richard et M. Davis, directeur de l'Opéra royal de Covent Garden.

On trouve, sur la liste des bénéficiaires, des journalistes comme M. John Junor, directeur du Sunday Express ; des hommes d'affaires, tels M. Salomons, directeur d'une chaîne de supermarchés, et Siet, président-directeur général de Marks and Spencer ; des universitaires et écrivains, tels M. C. S. Lewis, dont cinquante conservateurs et six libéraux. C'est la première fois depuis 1974 que des distinctions officielles sont attribuées à titre politique ; les travaillistes avaient indiqué, lorsqu'ils succédèrent à M. Heath, qu'ils renonceraient à cette pratique.

« Dans un message aux immigrés », le cardinal Marc Oursel, évêque de Paris, déclare avoir été « sensible aux mouvements d'opinion qui se sont développés ces derniers temps à l'occasion de projets législatifs concernant les immigrés. Beaucoup de chrétiens ont manifesté leur solidarité et pris des initiatives », ajoute le cardinal. « Que les immigrés qui sont chrétiens et membres de l'unique Église de Jésus-Christ soient assurés de ma particulière attention, car je suis leur frère, comme celui de tous les Français », conclut Mgr Marty.

## En Tunisie

## Le premier ministre adresse un nouvel avertissement aux intégristes musulmans

De notre correspondant

Tunis. — Le gouvernement ne tolérera pas que les mosquées se transforment en tribunes politiques, « semant la haine et provoquant le fanatisme », c'est le message que le premier ministre, M. M. Nouri, a adressé, vendredi 28 décembre, à l'occasion d'un entretien avec des intégristes musulmans qui ont été plus de vingt ans à l'école religieuse n'a-t-elle pas sa place dans les programmes d'enseignement ?

Autant d'arguments prouvant que c'est au régime que s'attaquent sous couvert de la loi, ces « apprentis sorciers », a estimé M. Nouri, qui, toutefois, ne veut pas perdre de vue « les impératifs de la modernité tant il est vrai que la pérennité de l'islam ne peut être assurée que si l'on se refuse à le figer dans les stéréotypes qui entravent l'élan de l'homme vers le progrès ».

Le gouvernement s'en tient encore à la menace et celle-ci semble avoir été entendue, du moins par les chefs de file du mouvement dont les prêches ont baissé de ton, lorsqu'ils ne s'abstiennent pas purement et simplement de prendre la parole. « Afin, explicitement, d'éviter toute provocation ». Une action en justice a cependant été engagée contre les responsables de la revue Al-Moudjahid, suspendue pour trois mois (le Monde du 8 décembre), dont le rédacteur en chef, M. Rachid Ghanouchi, qui a été interrogé par la police durant ces deux dernières semaines, doit comparaître le 10 janvier devant un juge d'instruction. M. Abdelkader Mourou, l'un des prédicateurs les plus connus, a lui aussi été entendu deux fois pendant quatre jours consécutifs par les policiers, l'autre chef du mouvement, M. Hassen Ghodhani, demeure à Paris, craignant, selon ses amis, d'être arrêté s'il rentre en Tunisie.

MICHEL DEURÉ.

## Après avoir passé un mois dans un camp de réfugiés

## Un dirigeant Khmer rouge est retourné mystérieusement au Cambodge

De notre correspondant

Bangkok. — On s'interroge ici sur les allées et venues de l'un des intellectuels les plus connus du régime khmer rouge, M. Tholom Mumm, qui avait discrètement cherché asile en Thaïlande en novembre, et depuis une demande de visa pour la France « a disparu » depuis quelques jours du camp de réfugiés de Khao-I Dang, après avoir été nommé ministre des sciences et des techniques dans le nouveau gouvernement khmer rouge.

L'agence Chine nouvelle affirme qu'il se trouve au Cambodge, avec M. Khieu Samphan, chef de l'État et nouveau premier ministre. De source proche de l'ambassade de France à Bangkok, on indique que le Quai d'Orsay avait donné son accord principe à la requête de M. Mumm, dont la femme et les enfants sont de nationalité française. Le visa n'était pas encore été délivré. La nouvelle de sa nomination est d'autant plus surprenante que le ministre se trouvait dans un camp de réfugiés où plusieurs diplomates étrangers l'avaient rencontré.

Il nous avait déclaré s'être « séparé du régime (de M. Pol Pot) depuis la prise de Phnom Penh par les Vietnamiens » et ne plus avoir eu de la présence de contacts avec ses dirigeants. Il était, ajoutait-il, sorti du Cambodge pour le camp khmer sereil (antislav) en novembre, et depuis, M. Mumm disait vouloir aller en France pour y retrouver sa famille, écrire « la vérité sur l'histoire contemporaine du Cambodge » et militer en faveur d'une résistance à l'occupation vietnamienne.

Sa situation familiale lui permettant d'entreprendre un voyage de la réunion des familles), ses anciennes relations avec le prince Sihanouk et ses contacts dans les milieux intellectuels français faisaient de lui le candidat désigné pour une mission en vue d'obtenir un maximum de soutien au Front patriotique et démocratique d'union nationale, annoncé dernièrement par les Khmers rouges.

Au cours de l'entretien que nous avons eu avec lui, M. Mumm n'avait jamais explicitement désigné le régime que lui-même et ses trois frères servent depuis le début. Il admettait et même critiquait les excès — massacres, destructions du patrimoine culturel, — mais les imputait essentiellement à une volonté délibérée d'éléments provinciaux au sein du parti et de l'armée. C'est, en fait, la thèse officielle des Khmers rouges.

M. Mumm, diplômé de Polytechnique, a vécu en France jusqu'en 1970. Ministre des finances dans le premier gouvernement en exil du prince Sihanouk (GRUNK), il était, sous le régime khmer rouge, cadre du ministère de l'économie. Deux de ses frères, M. Tholom Tholom et Tholom Tholom, sont également ministres. Le troisième, M. Tholom Prast, représente le Kampuchéa démocratique aux Nations unies, à New York. L'annonce par le régime de la présence de M. Mumm aux côtés de M. Khieu Samphan laisserait supposer qu'il a regagné les zones de la résistance. Si cela est bien le cas, il reste à savoir pourquoi il a soudain changé d'avis. — R. P.

« M. Josi-François Dumont, journaliste de France 3 Bretagne-Pays de la Loire qui, muté au Mans, s'est vu interdire par écrit l'accès aux bureaux de la station à Rennes (le Monde du 30-31 décembre) a porté plainte pour « voies de fait, menaces, injures graves et entrave à la liberté du travail ».

Edouard Carlier à l'enseigne  
**RESTAURANT A. BEAUVILLIERS**  
Officier de Bouche  
A PARIS MONTMARTRE  
52, RUE LAMARQUE  
fermé dimanche et lundi midi  
RESERVEZ VOTRE TABLE  
A 254.19.50

ouvrira exceptionnellement le mardi 1<sup>er</sup> janvier 1980 au déjeuner et au dîner.

**J.M. WESTON**  
**SOLDE**  
ses fins de séries  
de chaussures pour hommes  
mercredi 2, jeudi 3,  
vendredi 4 janvier.  
en ses magasins.  
114, Avenue des Champs-Élysées  
et 98, Boulevard de Courcelles:  
Les soldes de chaussures pour femmes  
seront lieu exclusivement  
les lundi 7, mardi 8, mercredi 9,  
jeudi 10, vendredi 11 janvier.  
98 Boulevard de Courcelles.

Le numéro du « Monde » daté 30-31 décembre 1979 a été tiré à 531.284 exemplaires.

## Le divorce « Progrès » « Dauphiné libéré »

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SERP DÉMISSIONNE

Le conseil d'administration de la SERP — société éditrice des journaux dominicaux du groupe Progrès — Dauphiné libéré (« Dauphiné dimanche »), Centre dauphinois (« Centre dauphinois »), Dauphiné dimanche (« Centre dauphinois ») et le journal « Rhône-Alpes dimanche » — a démissionné. Un administrateur provisoire, M. Brice Lalonde, a été désigné par le tribunal de commerce.

Cette situation fait suite à l'arbitrage rendu le 18 décembre à Paris et promouvant la scission des deux sociétés en 1980 entre les deux quotidiens de la région Rhône-Alpes. Un « avis aux lecteurs », publié dans tous les journaux dominicaux datés 30 décembre édités par la SERP, fait état de cette situation et émet des réserves sur l'application de l'arbitrage.

Le texte précise que les missions de l'administrateur provisoire seront de convoquer une assemblée générale des actionnaires, d'administrer et de gérer la société.

M. JEAN WINGHART, DIRECTEUR DE L'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Par décret paru au Journal officiel du 30 décembre 1979, M. Jean Winghart, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé directeur de l'Institut géographique national (I.G.N.) pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980.

Il succède à M. Mayer, dont le mandat avait été prolongé de fait depuis le 24 janvier dernier, en l'absence de nomination d'un nouveau directeur. M. Winghart, — qui est âgé de 47 ans — ancien élève de l'École polytechnique, était directeur départemental de l'équipement pour le département du Rhône.

**LOTO**  
c'est facile, c'est pas cher,  
ça peut rapporter gros  
Prochain tirage  
Clôture des jeux mercredi après-midi

150 من الأصل